

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES

Les Races Indigènes du Congo Belge

Leur localisation, leur condition, leur emploi

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

M^{lle} F.-R. BOYD



PARIS

IMPRIMERIE DES THÈSES DE LETTRES

OLLIER-HENRY, éditeur

26, rue Monsieur-le-Prince (VI^e)

—
1913

THÈSE
POUR le DOCTORAT ÈS-LETTRES

Les Races Indigènes du Congo Belge

Leur localisation, leur condition, leur emploi

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

M^{lle} F.-R. BOYD



PARIS

IMPRIMERIE DES THÈSES DE LETTRES

OLLIER-HENRY, éditeur

26, rue Monsieur-le-Prince (VI^e)

1913

PLAN

BIBLIOGRAPHIE.

INTRODUC- TION	{	Esprit du travail.
		Point de vue descriptif et critique (à la fois ethnographique, géographique et historique).
		Méthode.

CHAPITRE I. — Evolution historique. La politique indigène des Belges.

CHAPITRE II. — L'ethnographie et la condition sociale des indigènes.

CHAPITRE III. — Répartition générale des races indigènes du Congo.

CHAPITRE IV. — LOCALISATIONS GÉNÉRALES LES PLUS CARACTÉRISTIQUES (condition et emploi des indigènes).

1°. — Le Bas-Fleuve.

2°. — Le Congo central.

3°. — L'Ubangi.

4°. — L'Uélé.

5°. — L'Aruwimi

6°. — Le Lualaba.

7°. — Le Haut-Nil et la zone des Lacs.

8°. — Le Kasai.

9°. — Les Pygmées.

CHAPITRE V. — EXPOSÉ GÉNÉRAL DE L'ÉTAT DES INDIGÈNES AVANT L'ANNEXION BELGE.

Comparaison de leur état avec l'état de civilisation.

Comparaison des tribus entre elles. Etude des tribus-types.

CHAPITRE VI. — LA RÉFORME BELGE.

1°. — Au point de vue politique ;

2°. — Au point de vue économique ;

3°. — Au point de vue moral.

CHAPITRE VII. — LES PROBLÈMES DE L'AVENIR.

Bibliographie

RECUEILS BIBLIOGRAPHIQUES.

- I. — Bibliographie du Congo (de 1880 à 1895) par Wauters (A.-J.), rédacteur en chef du Mouvement Géographique, Bruxelles, 15, rue Brédérode, 1895 (comportant l'indication de 3.800 ouvrages).
- II. — Bibliographie congolaise (de 1895 à 1910) par Simar. Revue Congolaise, janvier 1912 et avril 1912.
- III. — L'activité ethnographique des Belges au Congo, par Ed. de Jonghe. Bulletin de la Soc. Belge d'Etudes coloniales. Avril 1908.

BIBLIOGRAPHIE SPÉCIALE (1). DOCUMENTS OFFICIELS.

Annales parlementaires (compte-rendu des débats à la Chambre des Représentants et au Sénat).

(1) La bibliographie relative à chaque peuplade indigène a été rattachée à l'exposé particulier consacré à chacune d'elle.

Interpellation Vandervelde, n° du 22 décembre 1911, 5, 6 et 7 décembre 1911.

Interpellation Royer, 8 décembre 1911.

Discussion générale du Budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1912. N° du 26 janvier 1912 et 31 janvier, 1, 2, 7, 8, 9, 15, 16, 21 et 23 février 1912, 26, 27, 29 février, 1^{er} et 15 mars 1912.

Documents annexes. — Rapport Tibbaut, séance du 15 décembre 1911.

Annexe V. — Rapport présenté aux Chambres au nom du Roi par Mr. Renkin, ministre des Colonies. Projets de budget.

Annexe XIII. — Rapport de la Commission permanente chargée de la protection des indigènes. Proposition instituant une enquête sur la situation des indigènes et l'application des réformes au Congo Belge (présentée par M. Vandervelde), séance du 1^{er} décembre 1911. Accompagnée des pièces justificatives.

« Annales parlementaires », et rapports des années précédentes.

« Bulletin officiel du Congo Belge ».

« Recueil usuel de législation ». — Colonie du Congo Belge. Bruxelles. — Weissenbruck.

Rapport de la Commission d'enquête sur la situation de l'Etat indépendant du Congo. — Bruxelles 1905.

Comité de protection et de défense des indigènes. — Les illégalités et les crimes du Congo. — Paris-Teulin, 1905.

PUBLICATIONS DE L'INSTITUT COLONIAL INTERNATIONAL.

36, rue Veyt, à Bruxelles.

1^{re} Série. — « La main-d'œuvre aux Colonies », tome I. L'Etat indépendant du Congo, 1895.

3^e Série. — « Le régime foncier aux Colonies », tome II, 1899.

9^e Série. — « L'enseignement aux indigènes », tome I, Congo Belge 1909.

10^e Série. — Les droits de chasse dans les Colonies et la conservation de la faune indigène, 1911.

Session à Rome, avril 1905. — Rapport sur le crédit à accorder aux indigènes, par Zimmermann.

Session à Bruxelles, juin 1907. — Discussion de la question de l'utilisation des organismes politiques indigènes pour l'administration des colonies intertropicales. Rapport de M. D. Janssen.

Session à Paris, juin 1908. — Discussion de la question, la valeur, la nature et la méthode de l'enseignement aux indigènes.

Session à La Haye, juin 1909. — Discussion de la question de l'enseignement aux indigènes.

Rapport de M. C. Jansen sur le régime des boissons alcooliques dans la Colonie du Congo Belge.

Session à Brunswick, avril 1911. — Discussion de la question. Quelle doit être l'attitude des gouvernements vis-à-vis des missions ?

Rapport de M. de Laveleye sur le régime monétaire aux Colonies.

Revue Internationale de Législation Coloniale fondée en octobre 1911 publiée sous le patronage de l'Institut colonial international. (Paraissant tous les deux mois.)

Publications de l'Institut Solvay :

Travaux de groupe d'études coloniales.

Le régime des terres au Congo.

Le Katanga.

Vers la suppression complète de l'esclavage au Congo belge.

La réorganisation de la justice répressive au Congo belge.

Conférences coloniales faites à l'Ecole de Commerce Solvay :

K. Rathgen. — Les nègres et la civilisation européenne.

V. Deventer. — Le rôle des parlements en matière coloniale.

H. Rolin. — Les vices de l'Administration du Katanga. Bruxelles 1911.

- F. Goffart.** — Le Congo. Bruxelles 1908.
— Les réformes économiques au Congo belge 1910.
— La mise en valeur du Congo, 1907.
- M. Calmeyn.** — Au Congo belge 1912 (Chasses à l'éléphant, les indigènes, l'administration).
- M. Morissens.** — Bilan de l'action civilisatrice au Congo belge 1911.
- Fritz Van der Linder.** — Le Congo, les noirs et nous, 1909, Paris, Challamel.
- Vandervelde.** — La Belgique et le Congo, Alcan 1911.
— Les derniers jours de l'Etat au Congo, 1909.
- Morisseaux.** — Le Congo, à quoi il doit nous servir, br. Bruxelles 1911.
- Hutereau.** — La propriété chez les indigènes du Congo belge, Bruxelles 1910.
- P. Bourdarie.** — L'avenir du Congo belge. Paris 1903.
- G. K. Auton Dr.** — Le régime foncier aux Colonies.
- Vermeersch.** — Sur nègres ou chrétiens. Les missions au Congo belge, Bruxelles 1911.
- Mischaux.** — Pourquoi et comment nous devons coloniser. Bruxelles 1910.
- Gohr.** — De l'organisation judiciaire et de la compétence en matière civile et commerciale au Congo. Liège 1910.
- C. Michaux.** — Pourquoi et comment nous devons coloniser. 1910, Bruxelles, 8° 211 pages.

G. de Leener. — Ce qui manque au commerce Belge d'exportation 1907.

— Le commerce au Katanga, 1911.

Colonel Thys. — L'expansion coloniale Belge.

Vermer de Byans. — Condition juridique et politique des indigènes dans les possessions coloniales. 1906.

Christ Socin. — L'évolution d'un état philanthropique. Genève 1909.

A. Detry. — A Stanleyville, 1912.

Ch. Lemaire. — Au Congo, comment les noirs travaillent. Bruxelles 1895.

EXPLORATIONS ET VOYAGES

Stanley (H.M.). — Cinq années au Congo, 1879-1884, Paris 1885.

Coquilhat C. — Sur le Haut Congo. Paris 1888.

Angouard (Mgr.). — 28 années au Congo. Poitiers.

Morisseau. — Sur les hauteurs de Katanga 1910.

Wangermée (lieut. col.). — Grands lacs africains du Katanga 1909.

Liebrechts. — Souvenirs d'Afrique, Congo, 1883-1889. Bruxelles 1909.

F. Thonner. — Du Congo à l'Ubangi, 1911, Bruxelles.
Misch et Thron.

— Dans la grande forêt de l'Afrique Centrale 1899.

Decorce Dr J. — Mission Chari Lac Tach. Paris 1906.

Castellani Ch. — Les femmes au Congo. Flammarion.
Paris 1898.

Maitrejean A. — Huit mois au Congo. Paris 1903.

Mandat-Grancey (de). — Les impressions d'un touriste
au Congo.

DIVERS.

Deschamps. — La nouvelle Afrique. 1903, Lebègue.

Mille P. et Challaye F. — Les deux Congos devant la Belgique et la France. Paris 1906. Cahiers de la quinzaine.

Louwens. — Lois en vigueur dans l'Etat indépendant du Congo. Bruxelles 1905.

Wildeman (de). — La Compagnie du Kazai. Vol. 456 pages. 1910.

A. Goffin. — Les pêcheries et les poissons du Congo. 1909, Bruxelles.

H. A. Krose S. J. — Statistiques des missions catholiques
(trad. de l'allemand). Bruxelles 1911.

PÉRIODIQUES.

Vermeesch. — Les Sentiments supérieurs chez les Congolais. « Revue Congolaise » 1910 n° 4.

Colle R. P. — Origine et explication du pouvoir des chefs dans l'Urawa. » Revue Congolaise » 1910.

Pontron (Dr). — Contribution à l'étude des Pygmées d'Afrique. L'anthropologiste Juillet, Août, Septembre, Octobre 1910.

Torday. — Le pays et les populations du bassin du Kasai. « Bulletin de la Société Belge d'Etudes coloniales » Nov. 1910.

Delafosse M. — L'âme d'un peuple africain. Les Bambara. « Revue d'ethnographie et de sociologie », 1911.

Viaene et Bernard. — L'art de guérir chez les indigènes du Congo. « Revue des questions scientifiques ». Janvier 1911.

Verneau (D^o). — Les Pygmées de l'Afrique équatoriale. « La Nature », 22 avril 1911.

Tibbaut. — Pour le relèvement des noirs au Congo. Br. extr. du Bien public, 1910.

Maes. — La hutte des Bambole. « Revue Congolaise », nov. 1910.

Krose. — La Psychologie des Bantu. « Revue Cong. » 1910.

Decorse. — L'habitation et le village au Congo. « L'Anthropologie », 1905.

Ed. Picard. — Notre Congo en 1909. « Revue économique », intern. Juin 1910.

E. Vandervelde. — Le socialisme et la question des terres au Congo. « Revue économique », intern. Juin 1910.

Wauters. — Le Katanga. Colonie de peuplement. « Mouvement géographique » n° 35, 1909.

Buttgenbach. — Le Kantaga. « L'Expansion belge », 1908.

Bradfer. — Au pays du sommeil et de la mort. « L'expansion belge », 1909.

Derikx. — A travers l'Uélé. Mouvement des miss. cath. au Congo, 1909.

Vauthier. — Le Congo belge et l'accord franco-allemand. « Grande Revue », 10 déc. 1911.

Î. Dumont-Wilden. — Un roi moderne. Léopold II. « Revue Bleue », janvier 1910.

E. D. Morel. — Congo Reform. Association. « Courrier Européen », juillet 1907.

Vandervelde. — Socialisme et Colonisation. « Revue socialiste » mars 1910.

Delhaise. — La décroissance de la population au Congo et la polygamie. « Bulletin de la Société roy. de Géographie ». 1911, n° 4.

PÉRIODIQUES

- « La Tribune Congolaise. »
- « Le Journal du Congo. »
- « Le Petit Congolais. »
- « Le Courrier du Congo. »
- « Le Moniteur du Congo ».
- « Bulletin agricole du Congo belge ».
- « Journal du Katanga ».
- « La Revue congolaise ».
- « Le mouvement géographique ».
- « L'expansion belge ».
- « La Belgique maritime et coloniale ».
- « Bulletin de la Société belge d'études coloniales ».
- « Bulletin de la Société royale Belge de Géographie ».
- « Bulletin de colonisation comparée ».
- « Le Moniteur Belge ».

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE.

- Wauters.** — Histoire politique du Congo belge, 1911.
- G. Morrissens.** — Le Congo physique, politique et économique, Paris 1908.

A. Hatot-Gevaert. — 25 ans de civilisation au Congo,
1904-1908.

— Le Parlement belge et le Congo, Bru-
xelles 1909.

— La Charte coloniale. Bruxelles 1910.

Lejeune-Choquet A. — Historique militaire du Congo Bru-
xelles 1906.

Haillot A. — L'expansion commerciale de la Belgique au
XX^e siècle. Bruxelles 1909.

Halewyck M. — La charte coloniale. Bruxelles, 2 vol. 1910.

Wilmotte M. — La Belgique morale et politique 1830-1900.

Fritz Mazoin. — Histoire de l'Etat indépendant du Congo,
1911.

J. Harmand. — Domination et colonisation. Flammarion,
1910.

M. Dubois. — Systèmes coloniaux et peuples colonisa-
teurs, 1895.

M. Dubois et Kergomard. — Géographie économique.

E. Dubois. — L'éducation coloniale en Hollande. Bruxel-
les 1909.

Roeckel P. — L'éducation sociale des races noires. Paris,
Fiard 1911.

Le Goupils. — Comment on cesse d'être colon. Paris 1909.

Toqué G. — Les massacres du Congo. Paris 1907.

Challaye F. — Le Congo français. Alcan 1909.

Le Grand. — La liberté du commerce dans le Bassin Conventionnel du Congo. Paris 1906.

Chailley-Bert. — Le rôle social de la colonisation.

P. Bourdarie. — Les problèmes de la politique indigène et économique du Congo Français. Rouen 1906.

Mille Pierre. — Au Congo Belge, 1899.

— Le Congo Léopoldien, 1905.

Marcel J. — Terre d'épouvante. Paris 1905.

Couillant. — Des institutions d'assistance et de prévoyance mises à la disposition des indigènes dans l'A. O. F. Poitiers. Bousrey 1911.

Combemaire. — Mensonges et Vautours coloniaux. Paris, Jouve.

Moll. — La forêt congolaise, Paris 1909.

Cuvilier-Fleury. — Mise en valeur du Congo français. Thèse 1904.

Cousin A. — Concessions congolaises, 1901, Paris.

Lefébure. — Le régime des Concessions. Thèse 1904. Paris.

BIBLIOGRAPHIE ÉTRANGÈRE.

Starr Fr. Ethnographie. — Notes from the Congo free state : an African Miscellamy C. R. « L'Anthropologie », XXI, 107.

Weeks J. H. — Notes on some of the Customs of the lower Congo peoples.

Hilton Simpson. — Land and peoples of the Kasai, London 1911.

Torson and Joyce. — Notes on the ethnography of the Bambala. « Journ. anthrop. », Inst. t. XXXV. 1905. 398. 426. id.

Notes on the ethnography and the Ba-Yaka, ibid. t. XXXVI. 1906. 39. 59.

Id. Notes on the ethnography and the Ba-Huana. Ibid. t. XXXVI. 1906. 272-301. id. On the ethnography and the South Western Congo Free State. Ibid. t. XXXVII, 1907. « Mouvement géographique », t. XXIV, 1907. vol. 203-5, 211-214.

Geil. — A Yankee in Pigmy Land.

Llyod. — In Dway Land and Cannibal Country, London 1899.

Burrows. — The curse and Central Africa.

Ward. — Five years with the Congo Cannibals.

Powel-Cotton. — In unknown Africa. London 1904. Notes on a journey through the great Ituri Forest. « Journy the Africa See. VI 1907.

J. Flowd. — The Negro race. A sociological study. N. Y. Londres 1907.

Hanison. — Life among the Pigmees of the Ituri forest. Lon. 1905.

Stuhlmann. — Mit Emin Pascha, in Hers von Africa.

Chatelain (Héli).— African Races jour of am. Folklore. 1895.

Johnston. — On the races of the Congo. 1884.

Kingsley (M.-H.). — West African Studies, Londres, 1901.
Travels in west Africa. London 1901.

Starr F. — The truth about the Congo. London 1907.

Beutly (H.-M.). — The life and labours of a Congo Pioneer.
London 1907.

Memorial concerning conditions in the independant state
of the Congo. Washington Government printing
office 1905.

Davis (R.-H.). — The Congo and the Coats of Africa. Lon-
don 1908.

Hinde (S.-L.).— The falls of the Congo Arabs. London 1897.

Jonhston (H.-H.). — The River Congo from its Mouth to
bolobo.

George Grenfell and the Congo. Lon-
don 1908.

Boulger (D.-G.). — The Congo State. London 1898.

Andrew Battell. — The strange adventures of andrew Bat-
tell of leigh, in Angola and the adjoining regions.
London 1901.

Hove Percy. — Southern Rhodesia. London 1909.

Burows. — The land of the Pygmées. London 1898.

Smythe. — The story of Belgium. London 1900.

Baccari E. — Il Congo, Roma 1908.

Max Buchler. — Der Kongostaat Leopold II. Leipzig 1912.

Morel E.-D. — The future of the Congo. London 1909.

King Leopold's rule in Africa. London 1904.

Red rubber. London 1907.

Great Britain and the Congo. The Pillage
of the Congo basin. London 1909.

CARTOGRAPHIE.

Petit Atlas du Congo Belge. — (de Boeck, 265, r. Royale),
Bruxelles 1912.

Carte du Congo Belge. — publiée par Lebègue (échelle

1

4.000.000

Introduction

Esprit du travail.

Américaine du sud des Etats-Unis, la question des indigènes du Congo belge nous intéresse à un titre spécial. L'Afrique centrale est le grand réservoir de la race noire. Il y a au Congo environ vingt millions d'indigènes que les Belges ont entrepris d'amener — sinon à la civilisation — du moins à un genre de vie moins primitif. Etudier ces nègres dans leur état de barbarie, les suivre soumis à l'influence de leur nouveau régime est plus que l'objet d'une curiosité scientifique. De cet examen résulte un enseignement fécond en applications pratiques — en suggestions efficaces pour quiconque est appelé à résoudre dans la vie quotidienne ces problèmes de psychologie ethnique.

Bien qu'ayant passé notre vie parmi les nègres du Kentucky et du Texas, c'est — dans un effort d'af-

franchissement de tout préjugé, dans un esprit d'entière indépendance, uniquement soucieuse de citer des documents, et de faire appel à des témoignages compétents, que nous avons abordé ce travail.

Point de vue.

Au point de vue descriptif, (géographique), s'est ajouté le point de vue historique comme un complément naturel. Après avoir parcouru les relations des explorateurs, et les enquêtes des ethnographes, il restait à envisager les modifications apportées dans la condition des indigènes par suite de l'occupation belge, et à indiquer sommairement les résultats d'une telle entreprise, en même temps qu'à signaler les problèmes qui s'y rattachent.

Méthode.

A Bruxelles, la documentation abonde. Tant à la bibliothèque royale, qu'à l'office international de bibliographie, des milliers de fiches sont mises à la disposition du lecteur en quête de renseignements sur le Congo. Il a fallu à travers cet encombrement de matériaux — remarquables surtout par le nombre — d'une valeur et d'un intérêt très inégal, faire une sélection.

Les travaux de l'Institut Solvay, et les ressources précieuses de l'Institut de sociologie, en particulier, ont facilité le classement.

Il faut y ajouter les publications de l'Institut colonial international.

C'est à l'obligeance de Miss Louis Thompson que nous devons d'avoir été présentée à Madame Carton de Wiart, femme du ministre de la justice, à l'appui de laquelle nous sommes redevable de toutes les facilités qui nous ont été accordées pour consulter les archives et documents, et de l'accueil si aimable qui nous a été réservé par M. le baron d'Houleville, directeur du musée de Tervueren et par M. Denyn, le chef du Cabinet de M. Renkin, ministre des colonies.

Enfin nous devons un tribut spécial de reconnaissance à MM. André Isaghem, haut fonctionnaire du Katanga, et Siret, chef de secteur dans le district de l'Equateur, dont nous avons mis l'expérience à contribution.

Pour la première partie du travail, la source principale d'information a été constituée par les récits de voyages des explorateurs, les rapports des fonctionnaires, les communications des missionnaires et les monographies spéciales. C'est à la consultation des rapports officiels, principalement des annales parlementaires grossies de leurs annexes, à la lecture de certains ouvrages techniques, et de périodiques spéciaux, (notamment les journaux congolais) que nous avons demandé la réponse à notre second point de vue.

Des différentes opinions exprimées, des enquêtes qui ont eu lieu, des documents produits, des faits

présentés, une impression peut rester, de certitude dans l'ensemble, mais contre laquelle une analyse plus attentive oblige cependant à formuler des réserves.

En effet, l'abondance des documents est telle qu'il semble d'abord qu'il soit aisé de porter un jugement sérieux et motivé ; il y a même une grande difficulté à se dégager de cet amoncellement de matériaux. Mais cette richesse d'information masque quand même une pénurie d'information réelle. Non point que ce soit à dessein, qu'il y ait dans cette profusion documentaire une manœuvre, une habileté quelconque. Cela tient à la nature même de la question. Il s'agit des indigènes, qui vivent fixés çà et là au Congo, au nombre, dit-on, de vingt millions. Or, malgré les rapports des voyageurs, des fonctionnaires, des missionnaires, des colons, on aperçoit de suite que les efforts faits pour améliorer leur condition, ou pour renseigner sur leur genre de vie, ne portent que sur une fraction infime, proportionnellement à leur nombre. Et puis, nous ne les connaissons vraiment que lorsqu'ils pourront nous renseigner eux-mêmes. Jusqu'ici nous consignons nos impressions à leur endroit, mais le point de beaucoup le plus important serait de connaître la façon dont ils interprètent nos intentions, dont ils ressentent l'influence des blancs. Des siècles peut-être passeront avant qu'ils soient capables d'un tel résultat. C'est assez dire que l'œuvre qui reste à accomplir est immense.

En somme, malgré l'abondance des matériaux déjà accumulés, l'ethnographie congolaise est loin d'être achevée. Des mœurs, des coutumes, des faits ont bien été constatés. Il reste à les expliquer, à trouver un point d'appui efficace pour aider à la transformation de l'indigène, à l'amélioration progressive de sa condition. Tout concourt à ce but, l'organisation politique, les œuvres d'éducation, les mesures économiques; mais est on certain que les résultats répondront à l'effort ?

Le problème est trop complexe pour que nous ayons eu d'autre ambition que de l'effleurer.

Dès maintenant, le contact est établi entre la civilisation et la barbarie au Congo. L'indigène est peu à peu sollicité à modifier son existence. Les éléments mystérieux de la race, les coefficients pleins d'incertitude de l'hérédité et de l'habitude, les influences ancestrales et collectives, ont concouru depuis des siècles à le constituer tel qu'il est. Force est donc de faire crédit au temps pour pouvoir constater une amélioration importante.



CHAPITRE I

Evolution historique. — La Politique indigène des Belges.

Un historique, très bref, de l'annexion du Congo à la Belgique se rattache à la question des indigènes de plusieurs manières.

1°. Ce sont les indigènes qui ont motivé l'intervention philanthropique, de Léopold II, et aussi l'intervention des puissances — ultérieurement — et enfin l'annexion à la Belgique. Le but avoué de la colonisation a toujours été la civilisation des indigènes.

2°. La condition des indigènes a varié suivant les différents régimes.

3°. La condition des indigènes dépend, dans une certaine mesure de la politique adoptée par les Belges à l'endroit de leurs protégés.

Centre de prosélytisme religieux, marché propice au commerce d'esclaves, le Congo au XIX^e siècle fut surtout un but d'explorations géographiques, et une proie longtemps dédaignée par les convoitises internationales.

Léopold II, auteur en 1861 d'un ouvrage (1) dans lequel il concluait à la nécessité de chercher pour la Belgique des débouchés, et qui lors de son voyage en Extrême-Orient avait songé à l'acquisition d'une partie de Bornéo, ou d'une autre île de l'archipel indien (2) dut à son génie éclairé de découvrir le rôle que pouvait jouer un empire colonial dans l'avenir de la Belgique, de l'accroissement d'importance que l'acquisition d'une colonie conférerait à son peuple. Son grand mérite fut de sortir de la sphère d'intérêt théorique, et de provoquer des mesures qui devaient aboutir au partage de l'Afrique Centrale entre les nations européennes. Le 12 septembre 1875, le roi conviait les nations à une conférence géographique dans le but de discuter la question de l'exploration et de la civilisation de l'Afrique, et de rechercher les moyens d'ouvrir ce continent à la science, au commerce et à l'influence progressive du monde civilisé. Il indiquait également comme un important objet de discussion les mesures à prendre pour

(1) « Le complément de l'œuvre de 1830 ».

(2) F. Cartier. — Droit et administration de l'état indépendant du Congo. Bruxelles 1898. p. 112.

mettre fin aux horreurs de la traite. Diplomate raffiné autant qu'habile politique, il sut, par l'organisation de cette conférence — pure entreprise d'humanité sans caractère officiel ou public — n'inquiéter ni les Belges, ni les rivaux étrangers et satisfaire finalement tout le monde. C'est ainsi qu'après avoir rappelé que le Consul Holwood compta en une seule armée en octobre 1873, 32.768 esclaves passant par Monbassa, il fonda avec la collaboration des puissances, l'association internationale africaine, prélude de la colonie dont il avait dès lors nettement le dessein de doter la Belgique malgré elle (1). L'Association internationale africaine devint successivement le « Comité d'études du Congo », puis « l'Association internationale du Congo ». Six mois après la réunion de la conférence, le colonel Stranch communiquait à Stanley au nom du roi des instructions qui laissent voir l'idée de créer au Congo un état, exprimée dès cette époque état qui eût été une république nègre dont le président était nommé par le roi. La politique indigène s'élabore dans l'esprit du roi, et ses visées s'accroissent : « Il serait sage, écrit le colonel Stranch (2) de faire rayonner l'influence des stations sur les chefs, et les tribus habitant le voisinage. On en pourrait faire une

(1) « Alors les avis avaient été défavorables à toute idée de colonisation ». — Wilmotte.

(2) F. Cartier. — loc. cit. p. 12.

confédération républicaine de nègres libres -- confédération indépendante. Le roi à qui en reviendrait la conception et la création en nommerait le Président, lequel résiderait en Europe. »

Les instructions comportaient des indications précises relatives à l'attitude à observer vis-à-vis des indigènes dont le détail est à rappeler : « Vous dites, transcrivait Stanley : le mieux serait d'obtenir, des chefs du Congo, des concessions de terrain, avec faculté de tracer des routes et de mettre en culture tout le sol que nous sommes en état de cultiver. Impossible de prendre pied au Congo sans avoir préalablement passé des contrats ou des traités avec les chefs, soit pour les entreprises commerciales, soit pour les entreprises philanthropiques. Je compte que l'établissement d'un commerce honorable et équitable avec les diverses stations quē nous établirons aura pour conséquence naturelle de déverser une bienfaisante et permanente influence sur la population du Congoland. Le progrès que nous espérons développer parmi les indigènes ne peut s'accomplir qu'avec le temps. A quelque race qu'il appartienne, l'homme est toujours un être paresseux, incapable de juger souvent de ce qui lui convient le mieux, ou d'accepter sans hésitation le jugement d'autrui. Sur ce point, nous devons agréer comme tels les chefs que nous rencontrerons en route, et que les tribus se seront elles-même donnés, et nous borner à nous les ga-

gner à force de générosité et de tact. Nous devons subventionner, tour à tour, les différents chefs jusqu'à ce qu'ils aient appris à comprendre que leur intérêt est de se conformer à nos vœux ».

De 1877 à 1883, six expéditions militaires belges furent organisées. Stanley, au service de l'A. I. C., achève de découvrir et d'explorer le Congo. Il traverse l'Afrique à plusieurs reprises, conclut des traités avec les chefs indigènes. En janvier 1879 cinq Pères Blancs arrivaient à Tanganyka et les Pères du Saint-Esprit s'établissaient sur la côte ouest à Boma d'où ils rayonnaient dans l'intérieur.

Mais les rivalités surgirent entre les nations. L'Association s'était effacée devant son fondateur et le petit Etat était menacé. Pour aplanir les difficultés un congrès eut lieu à Berlin, le 23 février 1885, à la réussite duquel aida grandement le prince de Bismarck qui, dans le fond, poursuivait un but politique (contre l'Angleterre et contre le Portugal), mais qui préféra avouer un but civilisateur : « Associer les indigènes d'Afrique à la civilisation », telle était la mission du Congrès selon lui (1), en ouvrant l'intérieur de ce continent au commerce, en fournissant à ses habitants les moyens de s'instruire, en encourageant les missions et les entreprises de nature à propager les connaissances utili-

(1) Les origines de l'état indépendant du Congo. *Rev. Génér.* 1889, p. 302. — L. Arendt,

les, et préparant la suppression de l'esclavage, surtout de la traite des noirs ».

Et la politique indigène que devaient pratiquer les Belges à qui, en fait, incombait le soin d'appliquer les stipulations du Congrès était ainsi caractérisée dans l'art. 6 : « Toutes puissances exerçant des droits de souveraineté ou une influence dans les dits territoires (le bassin conventionnel du Congo) s'engagent à veiller à la conservation des populations indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence et à concourir à la suppression de l'esclavage et surtout de la traite des noirs ; elles protégeront et favoriseront, sans distinction de nationalité, ni de cultes, toutes les institutions et entreprises religieuses, scientifiques ou charitables créées et organisées à ces fins ou tendant à instruire les indigènes et à leur faire comprendre et apprécier les avantages de la civilisation. Les missionnaires chrétiens, les savants, les explorateurs, leurs escortes, avoir et collections seront également l'objet d'une protection spéciale. La liberté de conscience et la tolérance religieuse sont expressément garanties aux indigènes comme aux nationaux et aux étrangers ».

La conférence prévoyait en outre que les indigènes conserveraient la propriété de leurs terres.

Ce régime prévalut jusqu'en 1891. Puis l'état indépendant allait revendiquer les terres vacantes, contracter des emprunts, livrer l'exploitation d'im-

menses concessions à des sociétés à chartes, et donner lieu à des abus qui devaient motiver les campagnes en Angleterre de M. Morel, fondateur de la « Congo reform association », en France de MM. P. Mille et F. Challaye, et en Belgique de M. Vandervelde. Des atrocités furent imputées à des fonctionnaires, à un système et à un régime dont s'émut vivement l'opinion publique.

Il serait injuste de confondre toute l'œuvre d'alors dans une même réprobation. De ce sentiment s'inspirait M. J. Johnston qui écrivait, rendant hommage à la bonne besogne accomplie par les Belges : « Je désire à nouveau rappeler les exploits réalisés par les Belges qu'il faut dissocier de la haine avec laquelle leur monarque est regardé par le monde civilisé. » (1)

L'absence de tout compte-rendu donnant satisfaction à l'opinion publique, de tout moyen de contrôle, de tout document provenant d'une source impartiale, favorisa l'accusation, et permit à M. Morel de dresser un formidable réquisitoire contre le régime Léopoldien. (2)

Un explorateur américain, M. Frederick Starr alla jusqu'à dire qu'il eût été préférable de laisser

(1) Johnston H.-H. — The river Congo, p. X.

(2) « Out of innumerable judgements delivered by the Congo counts in cases of atrocity during the course of the last decade, no complete text, and extracts from our judgement only, has ever been published in Belgium. » — Morel. — Red Rubber, p. 110.

l'indigène comme il était avant le contact des blancs. (1)

Indépendamment des voyageurs qui parcoururent le Congo en tous sens, des fonctionnaires et des soldats qui s'y établirent, il y eut à partir de 1888 de nombreux missionnaires belges qui vinrent apporter aux indigènes en même temps que le christianisme, les premiers éléments de civilisation.

Le 1^{er} mai 1898 était inaugurée la ligne du chemin de fer de Matadi au Pool, et la prospérité de l'état indépendant était désormais assurée. (2)

Grâce aux Jacques, aux Decamps, aux Dhanis, aux Michaux, les Arabes esclavagistes furent définitivement vaincus et quelques soulèvements isolés furent réprimés. La pacification était pour ainsi dire achevée.

Après plusieurs tentatives, faites depuis le premier projet d'annexion du 7 août 1901, un projet fut enfin adopté en première lecture par la commission des XVII^e en 1907, et en seconde lecture le 11 mars 1908. Le 15 novembre 1908 l'état indépendant du Congo cessait d'exister pour devenir le Congo belge.

La charte coloniale du 18 octobre 1908 formule ainsi les grandes lignes de la politique indigène nouvelle :

(1) F. Starr. — The truth about the Congo. London 1907, p. 4.

(2) « *Le Congo ne valait pas deux shillings jusqu'alors* », disait Stanley.

« Art. 5. Le gouverneur général veille à la conservation des populations indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence. Il favorise l'expansion de la liberté individuelle, l'abandon progressif de la polygamie et le développement de la propriété. Il protège et favorise, sans distinction de nationalités ni de cultes, toutes les institutions et entreprises religieuses, scientifiques ou charitables, créées et organisées à ces fins, ou tendant à instruire les indigènes et à leur faire comprendre et apprécier les avantages de la civilisation.

« Les missionnaires chrétiens, les savants, les explorateurs, leurs escortes, avoir et collection sont l'objet d'une protection spéciale ».

Ce sont là des principes qui rappellent presque littéralement ceux énoncés dans l'acte de Berlin.

Le texte suivant, inséré au début de l'exposé des motifs qui précède le projet de loi modifiant la loi sur le gouvernement du Congo belge (à trois ans de distance du vote de cette loi), montre avec quel esprit largement ouvert au progrès les Belges entendent procéder dans leur politique coloniale. M. Renkin, ministre actuel des colonies, s'exprime en ces termes : « Lorsque, de concert avec le gouvernement, les Chambres législatives élaborèrent la loi du 18 octobre 1908 sur l'administration du Congo belge, il n'entra dans la pensée de personne qu'elles faisaient œuvre définitive. Plus encore que les lois

des pays civilisés, les actes législatifs destinés à régir des territoires neufs exigent des remaniements fréquents, nécessaires pour mettre ces actes en rapport avec les rapides modifications de l'état social et avec les données des expériences de la colonisation. » Aussi bien, une importante modification a-t-elle été introduite (adoptée le 21 Février à la Chambre des représentants, et le 1^{er} mars au Sénat) dans la charte coloniale. Il s'agit d'un changement dans la composition et le fonctionnement de la Commission de protection des indigènes instituée par l'article 6. Au lieu des sept membres primitivement fixés, parmi lesquels se trouvaient quatre personnalités ecclésiastiques catholiques et une protestante, une nouvelle organisation a été substituée. Aux gens d'église s'ajouteront des commerçants et toute autre personne qualifiée. C'est du moins ce qui ressort des débats à la Chambre des représentants, plus encore que du texte, que voici remanié.

Art. 6. — Cet article est remplacé comme suit :
« Il est instituée une Commission permanente chargée de veiller sur tout le territoire de la colonie à la protection des indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence.

« Le roi fixe le nombre des membres de la Commission ; il en arrête le règlement organique. »

Empressés à traduire en actes les projets de réforme, les Belges ont dès maintenant réorganisé,

selon les vœux exprimés devant les Chambres, le territoire de la colonie, et l'administration de la justice. Un décret du 30 mars a porté à 22 au lieu de 12 le nombre des districts au Congo, et a créé 4 districts dans le Katanga, dont l'administration est distincte de celle du Congo et qui constitue pour ainsi dire une deuxième colonie.

Le ministre des colonies désire qu'un esprit nouveau anime les fonctionnaires. Comme il apparaît dans l'ensemble de l'œuvre législative accomplie par les Chambres et les décrets pris par le Ministre pour organiser la colonie selon les principes modernes de justice et de civilisation.

Cette œuvre a consisté surtout dans les décrets du 22 mars 1910 relatifs à la récolte des produits végétaux dans les terres domaniales, à l'impôt sur le caoutchouc, à la patente des trafiquants, (fin de l'exploitation de la régie intéressée, système des grandes concessions) ; dans ceux du 2 mai de la même année concernant les chefferies et sous-chefferies indigènes et l'impôt indigène, dans ceux enfin du 17 août 1910 touchant le contrat de louage de services, et la falsification des denrées. Joignons à ces décrets l'arrêté du 20 juin 1910 créant un statut des fonctionnaires et agents de la colonie, et de cette énumération ressortira l'effort actif par où s'est traduit, condensée dans des textes, la politique indigène des Belges.

C'est qu'en effet non seulement à un point de

vue moral et idéaliste, mais en envisageant la réalité avec l'esprit pratique, la valeur par excellence c'est l'homme, et les Belges ont été bien inspirés en consacrant leurs soins aux indigènes. En matière de colonisation, suivant la remarque du professeur Karl Rathgen : « Le grand problème fondamental est celui de la politique à suivre vis-à-vis des indigènes (1) ». D'où il résulte que l'ethnographie est la base même de toute entreprise colonisatrice.

Le tableau de la condition des indigènes a été fait par tous les explorateurs et les missionnaires, et il ne varie guère.

Rien n'est plus déconcertant et instructif à la fois que le spectacle, présenté par toutes ces relations, des nègres du Congo, qui pratiquent ingénument l'anthropophagie, sont voués aux pires superstitions, et néanmoins obéissent à leur chef, et participent à une organisation sociale fortement constituée.

En présence de ces natures primitives, que des siècles d'atavisme ont maintenues dans ces coutumes barbares, il est facile de comprendre que l'hésitation soit permise sur le choix des méthodes à employer pour les amener peu à peu à la civilisation,

(1) Conférence faite à l'Institut Solvay le 14 Mars 1909. Brochure intitulée : « Les nègres de la civilisation européenne », Misch et Thron. Bruxelles 1910.

il est aisé d'admettre que les résultats se fassent attendre qu'en un mot les possibilités d'évolution puissent être mises en doute tant les changements seront lents nécessairement, car le "naturel" revient au galop.

CHAPITRE II

L'ethnographie et la condition sociale des Indigènes

Il faut se faire une idée exacte de leurs mœurs, de leurs traditions, de leur organisation sociale pour trouver le moyen d'agir sur eux d'une manière efficace et durable. Pour leur commander, il est habile d'obéir d'abord aux coutumes qu'ils reconnaissent. C'est par l'emploi judicieux d'une telle méthode que l'on pourra faciliter la transition, introduire, sans heurt brusque, telle modification, telle dérivation d'activité, qui peu à peu transformera leur condition. La méthode d'éducation qui leur convient repose sur la connaissance de leur psychologie. Certaines désillusions, certains abus ont résulté de cette méconnaissance de la réalité. Il serait impossible de vouloir éduquer les noirs par l'intermédiaire de leurs chefs, sans se soucier de

leur vie propre, sans avoir pénétré dans leur âme, sans connaître leur société.

Avec le sens pratique et l'esprit méthodique que l'on rencontre dans tant de formes de l'activité belge, un effort a été fait pour étudier scientifiquement l'organisation des indigènes, et fournir ainsi une base solide à une colonisation adaptée.

En 1904, le professeur Halkin publia dans le *Mouvement sociologique international*, une monographie très complète des Ababua d'après le plan du questionnaire dressé par la Société belge de sociologie, et constituée par un système de fiches, perpétuellement revisables et perfectibles. Aucun aspect de la vie sociale ne fut négligé. Économiques, génériques, esthétiques, idéologiques, moraux, juridiques et politiques, tous les phénomènes de la vie furent envisagés depuis les plus simples et les plus généraux, jusqu'aux plus complexes et les plus rares.

En 1905, le Congrès d'expansion mondiale de Mons adopta un vœu encourageant la publication d'une série d'études analogues « considérant qu'il importe au plus haut point de posséder une documentation scientifique aussi complète que possible sur l'état social, les mœurs et les coutumes des différents peuples, spécialement ceux de civilisation inférieure, pour faire rendre son maximum d'effets utiles à l'expansion civilisatrice dans les pays neufs ».

Ce fut le Directeur général de l'enseignement supérieur, M. Cyrille Van Overbergh, qui dirigea lui-même la publication des monographies qui suivirent.

La première fut celle des Bangalas. Il en existe actuellement près d'une dizaine constituant la source d'information la meilleure, celle à laquelle recourt avec fruit le législateur s'occupant de colonisation, et l'homme d'Etat ou le fonctionnaire élaborant les éléments d'une politique indigène.

Ces monographies, dont l'importance est capitale, contiennent, en sus des renseignements généraux géographiques et ethnographiques, des détails relatifs à la vie matérielle, familiale, religieuse, intellectuelle et sociale de l'indigène, un supplément mentionnant des caractères anthropologiques, somatiques et physiologiques, et une bibliographie, parfois très riche, de toutes les publications les concernant.

Impartialement, les opinions sont rapportées contradictoirement, avec la référence.

Leur consultation offre un intérêt de premier ordre pour pénétrer dans l'âme indigène. On gagne à les parcourir, de mesurer toute l'étendue de l'inconscience, de l'ignorance, de la barbarie dans laquelle se trouvent encore ces peuplades. On se prendrait à douter de la possibilité d'une amélioration n'étaient les éléments de progrès signalés et les résultats déjà obtenus,

Dans toute colonisation, il y a généralement trois périodes, d'après l'exposé de M. Cattier : « la première c'est la période du « sale négre ». Il est inutile de décrire le sort du pauvre indigène pendant cette première période. La deuxième période est la période philanthropique qui est aussi dangereuse pour les indigènes que la première. La troisième période est celle dans laquelle nous entrons depuis quelques années. C'est la période qu'on peut appeler la « période scientifique ». Qu'est-ce que la méthode scientifique dans la matière dont nous nous occupons ? On peut dire que les idées de Darwin ont exercé sur la science et la politique coloniale la même influence bienfaisante qu'elles ont eue sur tant de sciences sociales. On a compris que les sociétés indigènes sont des unités cimentées par le temps et la tradition, qu'elles sont le produit d'une lente évolution, et que si arriérées qu'elles nous paraissent, elles représentent un progrès sur les états de civilisation dont elles sont issues. On a compris que les institutions politiques, juridiques, économiques des indigènes ne sont pas des combinaisons arbitraires dues au hasard ou aux fantaisies individuelles, mais qu'elles sont le résultat nécessaire d'un ensemble de circonstances locales, naturelles, psychologiques. Qu'en résulte-t-il ? C'est que les institutions des indigènes sont parfaitement appropriées à leurs besoins, ou tout au moins à la conception qu'ils ont de

leurs besoins. Les puissances coloniales ne doivent pas avoir l'ambition de révolutionner les institutions indigènes, mais elles doivent s'efforcer de faciliter et de hâter leur évolution. On s'est rendu compte qu'il faut surtout exercer une influence sur les facteurs dont est issue la civilisation indigène. Il faut supprimer les obstacles qui jusqu'à présent, ont empêché les institutions indigènes d'évoluer normalement.

La première tâche qui s'impose donc aux puissances coloniales est d'assurer, à la société indigène, la justice, la paix et la sécurité des personnes et des biens. Partout où ce premier résultat aura été obtenu, les civilisations indigènes seront évidemment placées dans des conditions plus favorables pour évoluer plus facilement et plus rapidement. Il ne faut pas non plus que les puissances colonisatrices agissent directement sur les individus ; ceux-ci ne doivent être atteints que par l'intermédiaire de l'action qu'on exerce sur la société indigène elle-même ».

Sans doute, il n'y a dans cet exposé qu'une idée générale de méthode, que l'indication des conditions qu'il faut réaliser avant d'exercer une influence directe sur l'indigène, mais cette conception a sa valeur et montre avec quel souci scrupuleux les Belges se sont préparés à leur mission.

CHAPITRE III

Répartition générale des Races indigènes

Deux facteurs principalement ont déterminé la localisation des races indigènes du Congo : la force des armes, et la nature du sol.

Refoulés par des ennemis plus forts ou plus nombreux, les indigènes ont cédé pendant longtemps à des mouvements de migration qui les empêchaient de se fixer au sol. A part les Pygmées, on ne compte pas parmi eux de nomades. Les déplacements qu'ils opèrent, par suite de la mort du chef de la tribu, s'effectuent dans un espace trop resserré pour être considérés comme un véritable changement de lieu.

Plus que tous autres, soumis à la loi du besoin, ces primitifs ont choisi de préférence pour territoire d'établissement les régions qui par leurs avantages naturels leur offraient le plus de ressources. C'est

de suite indiquer le rôle des fleuves ou des lacs, des forêts, des savanes ou des montagnes. Riverains des cours d'eaux ou des lacs, ils peuvent étancher leur soif, et demander à la pêche leur alimentation. Réfugiés dans la forêt, ils échappent plus facilement à l'ennemi et vivent du produit de leur chasse. Etablis dans la plaine, ils se constituent agriculteurs et mènent l'existence de paysans barbares. Enfin, arrêtés par la montagne, ils bénéficient de sa protection pour résister plus efficacement aux razzias des caravanes et aux attaques des hordes guerrières.

Tel est bien le tableau que fournit la carte établie d'après la densité de la population (1). Le long des cours d'eau surtout et à l'entour des lacs se pressent les indigènes en grand nombre. A défaut de lien social réel, les groupant en vastes agglomérations sous l'autorité d'un grand chef ou les réunissant comme autrefois en sorte de royaume, les peuplades indigènes vivent à peu près fixées désormais dans leur région, offrant l'étrange spectacle de groupements organisés côte à côte mais indépendants et isolés, sans autre cohésion que leur groupement même, c'est-à-dire n'entretenant aucune relation avec les peuplades voisines qu'ils tiennent en général pour ennemies. Ces peuplades, néanmoins, sont

(1) Cf. Petit Atlas du Congo belge, édition de Boeck, Bruxelles (Cliché emprunté à l'ouvrage « Le Congo Belge », par J. Bertrand).

réunies dans leur ensemble, par une communauté d'origine. Et si leur langue diffère parfois, par contre, les coutumes, les mœurs présentent une grande similitude, et l'on peut dire qu'elles en sont toutes au même degré d'infériorité dans l'organisation sociale. Localiser les tribus suppose le pays connu, l'immense territoire exploré, où tout au moins des renseignements précis et complets, et méthodiquement classés.

Tel n'est point encore le cas. Malgré l'occupation belge, il reste encore des zones peu étendues il est vrai, étrangères à leur activité. Insuffisance plus grave, malgré le nombre considérable de renseignements, il n'est pas permis de dire que l'ethnographie congolaise est constituée scientifiquement. Néanmoins les résultats sont dès maintenant suffisants pour pouvoir se faire une idée assez exacte de la vie des indigènes et tout d'abord de leur localisation.

Les principaux renseignements ont été fournis pendant la période des explorations, par les voyageurs, puis par les missionnaires, auxquels se sont ajoutés, depuis l'occupation belge, les fonctionnaires. (1)

Peu à peu, grâce à la collaboration de tous, s'est enrichie la somme d'informations recueillies.

(1) Cf. L'excellent ouvrage de M. Goffart ; Jacques « Les Congolais de l'Exposition universelle d'Anvers » ; Stanley Passim ; Reclus, Johnston.

De cet ensemble nous ne retiendrons que les travaux importants et susceptibles de fournir des indications sérieuses et de portée générale. A moins d'expérience personnelle, on ne peut rien opposer aux témoignages rapportés. La tâche consiste donc à choisir parmi les documents les plus caractéristiques.

Les auteurs sont unanimes à considérer la question des origines des races indigènes comme à peu près insoluble, et à ne fournir à ce sujet que des indications assez vagues.

D'un mot, le Congo belge est peuplé par les différentes variétés des indigènes appelés Bantu, parmi lesquelles se rencontrent par endroits, un peu partout excepté au sud, de petites tribus épar-
sées de nains ou Pygmées descendants des premiers occupants. Le nord, vers le Nil, est occupé par les Nilotiques. L'est et le sud ont subi l'influence du contact arabe. Mais ces influences sont relativement restreintes et le type dominant et de beaucoup le plus répandu est le Bantu : « Toutes les tribus de la région équatoriale comprises entre l'Océan Atlantique et le 32° de longitude Est ont entre elles une ressemblance plus ou moins éloignée ; mais je placerais au 20° la ligne de séparation entre les deux grandes familles de même race et de même origine. Réparties sur environ 12° de longitude, des peuplades par centaines offrent de très grandes analogies... dans l'ensem-

ble, je ne vois aucune disparité appréciable. »
Telle est l'opinion de Stanley.

Telle est également celle de Jacques qui la résume ainsi : « D'une manière générale, l'état de nos connaissances sur le type des populations à peau noire de l'Afrique peut se résumer en ceci : qu'elles sont issues d'un certain nombre de souches distinctes et qu'elles contiennent presque partout des groupes de métis dans lesquels les éléments composants sont répartis d'une façon très inégale. Johnston et Goffart précisent les caractères des variétés dominantes. Ils distinguent le négritien originaire dont le Pygmée est le type du nègre commun qui tient le milieu entre le Hottentot et le Berbère et qui provient d'une race mixte issue des nègres purs mêlés aux Berbères et aux Gallas. Parmi les nègres ordinaires qui constituent le fond de la race Bantu, M. Goffart distingue le Bantu de la côte et de la brousse, celui des forêts, et celui des savanes.

D'autres ethnographes se sont attachés à la conformation crânienne : « Nous ne voyons pas, dit M. Houzé, l'utilité d'admettre actuellement trois races avec M. Passavant. Les nombreux mésaticéphales, au lieu de constituer une unité ethnique sont pour nous le produit des deux races, l'une dolichocéphale victorieuse, et l'autre brachycéphale vaincue et absorbée. »

Nous ne suivrons pas les savants dans leurs discussions. Il nous semble que de l'avis commun les

racés indigènes actuelles du Congo belge doivent leur origine à un croisement, un enchevêtrement inextricable de races diverses, dont nous ne retiendrons avec les principaux auteurs, que les variétés principales.

Quant à la classification des tribus, nous prendrons la division la plus simple et la plus naturelle, à savoir :

- 1° Le Bas-Congo et le littoral ;
- 2° Le Congo central ;
- 3° L'Ubanghi ;
- 4° L'Uélé ;
- 5° L'Aruwimi ;
- 6° La Lualaba ;
- 7° Les sources du Nil et la zone des Lacs ;
- 8° Le Kasai ;
- 9° Les Pygmées.

Cette classification répond à la répartition même des peuplades qui, comme nous l'avons dit, s'établissent de préférence dans le voisinage des fleuves ou des lacs.

Il sera traité à propos de chaque tribu de la localisation, de la condition, et de l'emploi des indigènes. Il est plus naturel de grouper ces trois éléments dont l'influence réciproque est évidente, car de l'endroit occupé dépend la nature de l'emploi et le genre de condition des indigènes. Mais cette localisation à son tour s'explique par le caractère physique du pays. C'est le fleuve nourricier, la

savane fertile, où la forêt giboyeuse qui attirent l'indigène. Pour être complète, l'ethnographie doit se rattacher à la description de la nature du sol. L'importance ethnographique de la forêt se révèle surtout par l'étude des migrations des tribus congolaises. Fixer la limite précise qui sépare, au Congo belge, la forêt de la Savane et de la brousse, est impossible actuellement.

D'une façon générale cependant, la classification suivante peut être établie parmi les tribus par rapport à leur localisation selon M. Goffart.

Les Bantu se divisent en deux groupes principaux. Le groupe occidental et le groupe oriental. Le premier se répartit en 3 sous-groupes :

1° Les Bantu de la côte et de la brousse, comprenant :

- a) Les Bakongo, tribus Muserongo, Kakongo, Mayumbe, Basundi, Bakongo.
- b) Les Batéké, tribus Bambunu, Babuma, Batende, Babali, Banfumi.

2° Les Bantu des forêts, comprenant :

- a) Les Bangala, tribus Bayanzi, Bakutu, Baloï, Bondjo, Bapoto, Bazoko, Mobali, Maginza, Budja, Mondunga.
- b) Les Ababua, tribus Ba-Zew, Balisi, Beuge, Mongingila, Mogandzulu, Bakango, etc.

- c) Les Mongo ou Balolo, tribus Maringa, Tumba, Badia ou Wadia, Bolia, Tolo ou Babai, Lessa.
- d) Les Kundu, tribus Bole, Busira, Kole, Imoma, Balongo, Gangi, Elanga, Pengè, Gembé, Bakonda, Balodi, Banguli, Badunga.
- e) Bassin de l'Ubangi, les tribus : Bwaka, Gobu, Bansiri, Bongo, Wati, Sango, Abira, Zieu, Gembéle, Wagigi, Bongo, Mongwandi, Bunduru et Banza.
- f) Dd Lomani au lac Albert, les tribus : Wagénia, Lokélé, Turumbu, Topoké, Bamboli, Yémaka, Mokuma, Bakuma, Waréga, Bango-Bango, Wazimba, Wabembé, Wavira, Wabuyu, Watembo, Loali, Mongelima, Mobali, Badjande, Mabendja, Maburu.

3° Les Bantu des savanes, comprenant :

- a) Les Lunda, Bazaka, Bambala, Bangongo, Bakwese, Bambundu, Bampende.
- b) Les Bakuba.
- c) Les Batétéla, tribus : Bena Malela, Batetela, Waafulukaka, Bakusu, Matempa, Basongo Meno, Bankutu.
- d) Les Baluba, tribus : Baluba, Lulua, Bashilange, Bakete, Basonge, Bashila, Balomoto, Babuyu.
- e) Les Kioko.

f) Les Waméma, tribus : Wagoma, Wabuari, Bakaremba, Bisi Marungu, Wahombo, Beni Nondo.

Le deuxième groupe, les Bantu orientaux, se divise en trois sous-groupes :

1° Les Bantu autonomes comprenant les Bakongo, Babira, Wania Boga, Wania Ble, Awamba, Busaiga.

2° Les Bantu gouvernés par les Baima, tribus : Balusi, Balerà, Warundi, Wafulero Basigi Baima et Banzangole.

3° Les Wanianwesi.

Ce sont les Bantu des forêts qui occupent la majeure partie du territoire.

Cette répartition, pour naturelle qu'elle soit, peut être complétée ou mieux, nous semble-t-il abrégée par la considération que c'est le fleuve surtout qui permet d'établir l'emplacement des diverses tribus. Un simple coup d'œil sur la carte ethnographique du Congo suffit pour s'apercevoir que le fleuve permet mieux que tout autre moyen de localiser les indigènes.

Un essai a été tenté par MM. Viæne et Bernard de classer les tribus d'après leur étymologie. Sans méconnaître l'intérêt de cette considération linguistique, il faut ajouter que l'étude entreprise n'a abouti qu'à poser de nouveaux problèmes.

Nous reviendrons d'ailleurs sur ce point quand nous comparerons les tribus entre elles.

CHAPITRE IV

Localisations régionales les plus caractérisées

RÉGION DU BAS FLEUVE.

La région du bas fleuve comprend comme tribus principales :

- 1^o Les Mousserongos,
- 2^o Les Mayumbé,
- 3^o Les Bakongo,
- 4^o Les Babuendé,
- 5^o Les Batéké.

Les Mousserongos (1). -- Cette tribu occupe la rive méridionale du Bas-Congo depuis la mer jusqu'à Ponta de Lenba. Un de leurs clans a émi-

(1) Cf. Baerts *organisat. polit. civ. et pénale des Mousserongos*. *Bull. soc. belge de géogr.* 1890. 137 à 154. Cochetoux. — *Bull. soc. d'anthrop.* VIII ; Vandervelde. — Les Mousserongos. — *Bull. soc. géogr. de Belgique*, 1886. Callevaert. — Les Mousserongos, *Bull. Soc. roy. belg. géogr.* 1905. 182 à 208.

gré sur la rive droite et s'est établi depuis Banana jusqu'à Ponta de Lenba également.

Condition. — Ils pratiquent la polygamie. Les enfants appartiennent à la mère. Ils obéissent à l'autorité d'un chef qui mange seul. Les esclaves mangent à part. La condition de la femme est relativement bonne. La propriété et le pouvoir se transmettent par elle. Ses indigènes portent des vêtements, pas de tatouage. Ils pratiquent les danses de joie, de deuil et de guerre. Ils sont fétichistes ; ils ont une idée vague de l'âme et de la vie future et ornent la tombe d'objets divers, tel un fusil cassé, des tessons de bouteilles, un parasol ouvert. Sur la tombe des femmes, ils déposent des corbeilles, des pipes, des ustensiles de cuisine.

Emploi. — Les hommes se livrent à la chasse et s'adonnent peu à la pêche. Dans le but d'obtenir quelques étoffes, les indigènes se résignent à faire certaines corvées dans les maisons de commerce. Ils exécutent des travaux de poterie d'un genre bien primitif. Leur habitation est formée par quatre cloisons, le toit est plus long et large que la maison, dans le but de procurer de l'ombre. Ils ne sont pas commerçants. Ils s'adonnent à l'alcool (eau-de-vie de palme) et sont d'un niveau intellectuel très inférieur.

Les Mayumbé (ou Mayombe) (1). — Ce peuple déborde des possessions portugaises et françaises. Il occupe les deux rives de la Lukula. Il a pour voisin au nord-est les Babundi, au sud les Kakongo, à l'est les Babuendé. Le pays est très accidenté ; il est couvert dans toute son étendue de forêts vierges. La population est très inégalement répartie. Les indigènes sont en général massés entre les trois chutes de la Chilwango, de la Lukula et de la Lubuzi, affluent de celle-ci.

Condition. — Les Mayumbé sont polygames. Le mariage n'est qu'une vente de la jeune fille au mari. Les enfants sont à la mère. La pratique de l'échange du sang leur est inconnue, de même que le tatouage et l'anthropophagie. Les plantations sont la propriété individuelle de la femme. En général, les produits du sol sont à celui qui les cultive. Un homme a envers ses neveux les mêmes droits à remplir qu'envers ses enfants. Le mari est héritier de sa femme pour le bétail et la basse-cour seulement. Le reste appartient aux parents de l'épouse. Ils affectionnent les couleurs criardes, ne se soucient pas de fleurs, consacrent un temps considérable à la danse, sont imprévoyants et sans aucune curiosité. Ils

(1) Van Overberghe. Les Mayumbé.

A. Hutereau. — Note sur la vie familiale et juridique des Mayumbé. *Bull. Soc. roy. belg. géogr.* 1909, p. 299-315 ; 375-391.

Dr Jullien, sur le Mayumbé. — *Belgique coloniale*, t. V. 1890. p. 172-198.

vivent des produits de la petite culture et connaissent l'usage abusif du chanvre. Pour eux, la mort est toujours causée par un mauvais esprit.

Emploi. — La femme s'occupe du jardinage. Ils tissent des étoffes, fabriquent des poteries. Les hommes se livrent à la chasse. Ils bâtissent des huttes dont la toiture est couverte de feuilles séchées.

Les Bakongo (1). — *Localisation.* — Dans le district des cataractes habitent deux races distinctes : les Bakongo sur la rive sud du Congo et les Babuendé sur la rive nord. Comme toutes les tribus voisines, ils parlent la langue fiote ou Kikongo, ces deux tribus réunies portent le nom de Manyanga.

Les Basundi. — Ces indigènes occupent le territoire compris entre la rive droite du Congo dans la région des cataractes et la frontière septentrionale de l'Etat jusqu'au Mayumbé à l'ouest. Ils s'adonnent à la chasse et à la pêche.

Condition des Manyanga. — Les Bakongo de même que les Babuendé sont de petite taille ; les

(1) Maes. — Essai sur les coutumes juridiques des peuplades du Bas-Congo. *Rev. et ethnogr. et sociét.* II, 1909. p. 117-122. — Essai sur les coutumes familiales des peuplades du Bas-Congo, *Rev. des quest. scient.* 1911, p. 38. — Daenen. — Les sacrifices humains dans le Bas-Congo. *Mouv. géogr.* t. IV. 1887. p. 83-84. — Dannfelt. — Les indigènes du Bas-Congo. *Mouv. géogr.* 1888. et 1890, t. VII, p. 19. — Jungers. — Le Bas-Congo. *Bull. de la Soc. Roy. de géogr.* 1889. p. 385 à 414. — De Jonghe. Les Sociétés secrètes au Bas-Congo. — Louvain 1908.

premiers ont les jambes grêles et le corps fluet ; les seconds sont musclés. Les enfants appartiennent à la mère qui peut imposer à ses filles un mari de son choix et qui bénéficie de la dot. Un maître témoigne de l'intérêt à son esclave en lui fournissant de quoi acheter une femme. La femme esclave qui épouse un homme libre devient libre. Pas de sacrifice humain. Les enfants ne sont pas héritiers de leur père. Les femmes ont les mêmes titres que les hommes à la propriété. Le principal héritier doit acheter de la poudre pour les funérailles et un linceul pour le défunt. Le chef du village est le plus âgé.

Emploi. — Comme leurs voisins, ils chassent et pêchent. La femme s'occupe d'agriculture.

Les Batéké. *Localisation.* — Ce peuple habite les régions côtières du Congo aux environs du Stanley-Pool.

Condition. — Le Batéké est svelte, de taille moyenne. Le tatouage tend à disparaître mais il se grime le visage d'une façon hideuse et se lime les dents en pointe sur le devant de la bouche. Il tresse au-dessous des tempes deux longues cornes de cheveux. Il commence à rechercher les étoffes européennes. Le maître a droit de vie et de mort sur la femme esclave. Le Batéké a l'imagination vive qui le porte à dénaturer les faits.

Emploi. — Les Batéké s'engagent comme guides ou porteurs. Ils s'occupent de chasse et d'agricul-

ture, mais leur occupation essentielle est le commerce, notamment celui du caoutchouc et du bois. Les femmes sont employées aux travaux des champs (1).

Région du Congo central. — Cette région comprend les tribus :

- 1^o Les Bayanzi ;
- 2^o Les Kundu ;
- 3^o Les Lessa ;
- 4^o Les Mongó ;
- 5^o Les Bangala ;
- 6^o Les Bapoto.

Les Bayanzi. — *Localisation.* — Ils occupent les deux rives du fleuve du sud de l'Irébu et bas-Ubanghi jusqu'au Kasai.

Condition. — Ils sont grands, forts, robustes, habitent groupés par familles. Leur hutte est entourée de petites plantations. Leurs villages sont parfois très importants.

Emploi. — Très actifs, ils s'adonnent au commerce et à l'agriculture. Ils cultivent notamment le manioc, le maïs et les haricots.

Les Kundu. — *Situation.* — Ils sont établis dans le district de l'Equateur, et à l'Est du lac Léopold II. Les Kundu sont une grande famille comportant de

(1) Cf. Cochetoux. *Bull. Soc. anthrop.* Bruxelles 1890-1891 et *Belgique coloniale*, 1900.

nombreuses sous-tribus. Ils se distinguent par un tatouage spécial consistant en incisions parallèles disposées entre l'œil et l'oreille. Parmi les Kundu, nous étudierons la tribu des Imomus (1) localisée sur les rives de la Haute-Lokoro, affluent du lac Léopold II.

Condition. -- Il n'existe pas chez eux de races d'esclaves ni de caste militaire. En guerre, le commandement est confié au féticheur.

La polygamie est très répandue. Le grand chef possède deux cents femmes. Les femmes sont rudement traitées. L'affection maternelle est très intense. Ils sont très versatiles.

Emploi. -- Presque tous les travaux, même le défrichement, sont effectués par des femmes. Les hommes ont pour occupation essentielle la chasse et la pêche qu'ils pratiquent en bandes de 20 ou 30 pendant 2 ou 3 jours. Ils s'adonnent aussi quelque peu à l'élevage.

Les Lessa. — *Localisation.* -- Les Lessa habitent la rive gauche de la Lukéni, aux environs du lac Léopold, entre le 18° et le 19° de longitude est Greenwich.

Condition. --- Très cruels, portent des tatouages, sont anthropophages, étouffent les nouveaux-nés affligés de difformités, font des sacrifices humains à

(1) Anonyme. — Les Imomus. *Bull. de la soc. roy. belg. de géogr.* 1906. p. 439-452.

l'occasion des morts. Leur habitation est propre et d'une forme rectangulaire. Ils possèdent dans leur village une grande salle de réunion dans laquelle ils allument une veilleuse consistant en une corde trempée dans l'huile de palme. Les enfants appartiennent au père.

Emploi. — Ils chassent et font un peu de culture. Ils sont remarquables dans la construction des pirogues et des pagaies. Ils sont aussi excellents forgerons (1).

Les Mongo. — *Localisation.* -- Populations aborigènes refoulées par les Bangala et les Mogali, ils occupent la grande boucle du Congo.

Condition. — De race dégénérée. Avant l'occupation belge, ils servaient de pâture aux cannibales de l'Ubanghi. Ils se tatouent de grosses loupes disposées sur les tempes.

Emploi. — Le travail du fer est leur spécialité.

Les Bangala. (2) — *Localisation.* -- Les Bangala constituent un groupe ethnique des plus importants. Ils occupent la rive droite du Congo un peu avant sa jonction avec l'Ubanghi. Ils ont pour voisins les

(1) Chez les Lessa. *Bull. soc. roy. belg. géogr.* 1909. p. 464 à 510 et 1910, p. 19 à 229, par Viaene et Bernerd.

(2) Les Bangala. *Congo illustré.* 1892. — Van Overbergh et de Jonghe. — Les Bangala, p. 1-29. — Hanolet. — District des Bangala. *Belgiq. colon.* 1897, p. 231-232 et 243-245. — Fr. Thonner. — Dans la grande forêt de l'Afrique centrale, 1899.

Banza au nord, les Bula et les Mongo au sud. Ils sont de beaucoup supérieurs à tous les autres riverains du fleuve.

Condition. -- Belle race, larges épaules, très robustes, mais cruels. Avides de chair humaine, de mauvaise foi, voleurs. Ils portent un tatouage en crête de coq. Leurs cabanes sont longues de 5 à 10 mètres, et larges de deux. Leurs villages s'étendent en longueur parfois à près de 30 kilomètres. Le mariage est chez eux un achat. Ils croient qu'après leur mort ils deviennent blancs. Ils assomment brutalement ceux qui sont atteints de maladies contagieuses. Avant l'arrivée des blancs, la principale unité monétaire était l'esclave qui valait un certain nombre de lances ou de couteaux. Ils ignorent la propriété terrienne. Les femmes ne mangent pas de l'homme, c'est fétiche.

Emploi. -- Excellents nageurs, ils s'adonnent aux jeux et font des matches de pirogues. Ils pratiquent la pêche et un peu l'élevage. Les femmes s'occupent des travaux de culture.

Les Bapoto. — *Localisation.* — Riverains du Haut-Congo dans le district d'Upoto, ils constituent une belle race qui se tatouent affreusement de trois lignes de petites ampoules grosses comme des petits pois et qui descendent de la racine des cheveux jusqu'au bout du nez.

Conditions. -- Les chefs se couvrent d'un bonnet en peau de singe ou de léopard. Les femmes portent

une petite ceinture de perles ou une cordelette de fibres de palmier tressé qui leur entoure la taille. Elles se percent le nez et y mettent des bâtonnets sur lesquels sont assujettis des perles de façon à figurer une espèce de moustache. Ils sont polygames et cannibales.

En.ploi. -- Ils chassent et font quelques travaux agricoles (1).

Les Mafoto (2). -- Voisins des Bapoto, ils sont établis sur la rive gauche du Congo au sud des Budja.

Condition. -- Les villages Mafoto sont composés de plusieurs places publiques de forme rectangulaire comportant un certain nombre de cases rapprochées les unes des autres. Le père de famille impose un mari de son choix à ses filles. Le mari n'a pas le droit de tuer l'amant de sa femme. Une épouse morte est remplacée par sa sœur. Les enfants restent chez leur père, bien que ce soit la mère qui donne la parenté. Le mariage est exogamique. On enterre avec le mort un esclave vivant à qui on a cassé les bras et les jambes et qui lui sert de litière. Ils partagent la croyance commune qu'on ne peut mourir naturellement. Quand on rêve c'est le défunt qui apparaît. Ils pratiquent l'épreuve du

(1) *Mouv. géogr.* 1898.

(2) A. Hutereau. — Les Mafoto. *Bull. soc. roy. belg. géogr.* p. 138-152; 173-197.

poison. Le meurtre comme l'adultère peuvent être rachetés.

Emploi. — Ils s'occupent surtout de pêche et utilisent les filets et les nasses.

L'UBANGHI.

Le long de l'Ubanghi sont établies les principales tribus suivantes :

- 1^o Les Rundjo ;
- 2^o Les Banziri ;
- 3^o Les Buzéru ;
- 4^o Les Gobu ;
- 5^o Les Banza ou Mandja ;
- 6^o Les Bongos.

Un trait commun rattache toutes ces peuplades : l'industrie de la pêche qu'elles ont perfectionnée au plus haut point (1).

Les Bundjo. — En remontant l'Ubanghi, dès qu'on a dépassé le 2^o parallèle Nord, on entre en pays Bundjo, qui s'étend jusque près du 5^o. Les indigènes occupent les deux rives de l'Ubanghi. Les cases des Bundjo sont rectangulaires avec toit à double pente. On prétend que ces indigènes ont adopté en partie les mœurs et le langage des Pahoins de la côte occidentale.

(1) A. Goffin. — Les pêcheurs et les poissons du Congo à l'Ubanghi.

Les Banziri. — Ils sont établis au confluent de la Kémo et de l'Oubanghi. Ils ont le buste long et les jambes courtes. Ils ne sont que légèrement tatoués. Les femmes portent d'énormes colliers de perles. Ils sont intelligents et courageux.

Les Buzéru. — De haute taille, anthropophages, ce sont des pillards pour qui la guerre est une industrie naturelle.

Les Gobu. — Ils se rencontrent depuis le 20^e jusqu'au premier rapide. Ils n'ont aucun tatouage mais la lèvre supérieure est percée et allongée au moyen d'une rondelle de bois ou d'ivoire, tandis que la lèvre inférieure, également percée, est traversée par des aiguilles de cristal de roche. Le nez et les oreilles sont percés également.

Les Mandja. — *Localisation.* — Ils sont établis entre les parallèles 5° 30 environ et 7° nord. Ils sont limités à l'ouest par le cours de la Wa et à l'est par celui du Gribingi et la haute vallée de la Kémo.

Condition. — Cannibales et féroces en temps de guerre, ne font aucune espèce d'ablutions. Consacrent un grand soin à leur chevelure, notamment les femmes qui se frisent au petit fer. Pas de tatouage. Leur habitation comporte un toit conique qui coiffe un mur cylindrique de 50 centimètres de hauteur. Les femmes s'achètent. Chaque femme habite une case avec ses enfants. Ceux-ci

devenus hommes conservent un certain attachement pour leur mère. Pour eux tuer son semblable et le manger n'est pas criminel, si c'est un ennemi. Le sentiment de pudeur existe : les adultes portent des pagnes. Bien qu'en contact avec les Européens depuis quelques années, aucun changement n'est constaté dans leur habitudes.

Emploi. — Ils s'adonnent à la pêche. Ils sont joueurs et musiciens.

Les Bongos. — Leur pays est situé entre le 6° et le 8° de latitude nord. D'assez haute taille, les Bongos sont essentiellement agriculteurs. A défaut de légumes, ils se nourrissent de détritus de viandes tels que les restes d'animaux putréfiés. Ils travaillent le bois et le fer, et se livrent à certains travaux de vannerie. On rencontre des jeunes filles portant des cheveux très longs.

L'UÉLÉ.

Le long des rives de l'Uélé sont établies les tribus suivantes :

- 1° Les Ababua ;
- 2° Les Bakangô ;
- 3° Les Azandé, ou Niam-Niam ;
- 4° Les Abanja ;
- 5° Les Mangbétu, ou Monboutu ;
- 6° Les Monvu.

Les Ababua (1). -- Ils sont établis sur la rive sud de l'Uélé, aux environs du confluent de l'Uélé et de la Bomokandi et du confluent du même fleuve et de la Bima ou Mbima.

Condition. -- Ils sont grands et forts, assez propres, s'enduisent le corps d'huile, se rasent. Leur alimentation végétale, surtout constituée par les bananes ne les empêche pas d'être anthropophages. Ils portent un tatouage allant du front à l'oreille. Leur hutte est de forme cylindrique, à toit conique. Polygames, ils achètent les femmes. La parenté suit la ligne masculine ; le père est le chef absolu. Les femmes et les esclaves sont sacrifiés au moment des funérailles. Les Ababua croient à une manière de métémpsychose. Ils pensent que les hippopotames, les léopards, les gorilles sont des réincarnations.

Emploi. — Ils sont surtout chasseurs et agriculteurs, mais ils font également quelques travaux de fer et de vannerie.

Les Bakango. — Les villages Bakango occupent les rives de l'Uélé entre la chute de Pangá en amont de Bambili et le rapide d'Usu, c'est-à-dire ils s'étendent

(1) Védý. — Les Ababua. *Bull. soc. roy. belg. géogr.* 1904. p. 191-203, 265-274. — A. de Calonne-Beaufaict. — Les Ababua. *Mouv. soc. int.* 1909. — Tickens. — Les Ababua. *Belg. Colon.*, t. VI, 190, p. 220-268. — Védý. — Les riverains de l'Uélé. *Bull. soc. roy. belg. géogr.* 1906, p. 185-209, 299-319. — De Calonne-Beaufaict. — Deux totems de l'Uélé. *Bull. soc. roy. belg. géog.* 1907, p. 484-488.

dent sur une bande de territoire large en moyenne d'un kilomètre et longue de près de 400 kilomètres.

Condition. — Ils sont bandits et pillards ; polygames. L'ancien chef Gambi possédait une centaine de femmes. Le mari tue l'amant de sa femme si celui-ci est d'un autre village. On enterre un chef avec deux esclaves : un homme et une femme vivants.

Emploi. — En dehors de la pêche, les Bakango ont une spécialité : celle de la technique de l'habitation. Ils construisent en effet des huttes dites Sanga qui diffèrent totalement de toutes les autres formes d'habitations du Congo. En opposition avec leurs voisins Ababua ou Azandé, ils construisent leurs maisons sans utiliser le bois, mais en se servant de glaise battue. Leur hutte est de forme cylindrique avec un toit en soubassement. Ils apportent un soin spécial à ce travail pour lequel ils déploient une habileté supérieure (1).

Les Azandé ou Niam-Niam. — *Localisation.*

Les Azandé sont établis entre le 23° de longitude, le Bas-Bomu au nord, l'Uellé au sud, et s'étendent jusqu'au près de l'Uéré à l'Est. Ils sont, paraît-il, au nombre de deux millions.

Condition. — Niam-Niam signifie mangeur, et ce qualificatif est une allusion au cannibalisme des gens qu'il désigne. Ces barbares s'appellent eux-

(1) A. de Calonne-Beaufaict. — Etudes Bakango, 1912. — Hutereau. — Les Bakango. — B. 5. R. Belg. géogr. 1910.

mêmes Azandé. Ils occupent une surface d'environ 90.000 kilomètres carrés. L'aspect de ces sauvages est saisissant. Ils portent des tatouages sur le front, les tempes et les joues, et se liment les incisives en pointe, afin de mieux saisir l'adversaire pendant le combat.

Emploi. — Les hommes se consacrent entièrement à la chasse et les femmes à la culture. Pas de bétail. Ils travaillent le bois et le fer avec habileté. Leur poterie est également remarquable. Ils apportent le plus grand soin à l'ornementation de leurs pipes (1).

Les Abandja. — Ils sont une sous-tribu importante des Azandé. Ils se distinguent par un tatouage reliant les oreilles en passant au-dessus de l'arcade sourcilière. Ils s'occupent surtout d'agriculture et de petit élevage (chèvres et poules). Ils achètent fort cher l'huile de palme aux Mombuttis.

Les Mangbétu. — Cette puissante tribu, autrefois fortement organisée, s'étend au nord de la forêt équatoriale, entre le 27° et le 29° de longitude.

Condition. — Ce peuple semble comporter deux classes, les vainqueurs et les vaincus. Les premiers

(1) Les Niam-Niam. *Congo illustré*, 1891. — De la Kéthulle. Le pays des Niam-Niam. *Bull. soc. de géogr.* d'Anvers, t. XXI, 1897, 141-155. — Graffen et Colombo. — Les Niam-Niam. *Rev. int. soc.*, t. XIV, 1906, p. 769-800. — Wherwulge. — Etudes linguistiques sur les Azandé et les Monbutu. *Belgique coloniale*, t. V. 1899.

constituent une sorte d'aristocratie. Les villages se composent de plusieurs centaines de cases, et parfois sur les places s'étendent de grands halls. La race est une des plus remarquables de l'Uélé. Les femmes sont belles. La morale est relativement élevée. La polygamie est générale, la femme s'achète au père. Les femmes jouissent d'une certaine liberté et révèlent des qualités d'intelligence inconnue chez les autres peuplades. L'habitation est rectangulaire.

Emploi. — L'homme chasse et pêche et se livre à quelques échanges commerciaux. La femme cultive les plantations. Il y a aussi des forgerons et des potiers d'une habileté particulière.

Les Monvu. — Ils occupent le pays situé au sud du Kibari depuis le sultanat Akwa jusqu'au lac Albert Nyanza. Ce pouvoir des chefs s'étend sur des villages groupant un nombre considérable d'indigènes (parfois 2.000). Les indigènes sont cultivateurs. Chez eux, l'homme prend ses repas en commun avec sa famille, et c'est parce que la femme est par eux considérée comme l'égale de l'homme que les Azandé et les Mangbettu considèrent les Monvu comme leurs inférieurs. Néanmoins, les Monvu sont anthropophages.

L'ARUWIMI.

Sur les rives de l'Aruwimi sont établis :

- 1^o Les Bazoko ;
- 2^o Les Mongolima ;
- 3^o Les Bapopoyé.

Les Bazoko. — Très belliqueux, Stanley eut à soutenir contre eux de sérieux combats. En guerre, ils se barioient de rouge, de blanc et de noir et portent un immense bonnet de plumes. Ils ont le visage tatoué. Ils s'épilent les cils et les sourcils. Ils portent des cordes aux lobes des oreilles. Ils sont anthropophages et croient à une manière de migration des âmes des hommes dans celles des animaux.

Les Mongolima. — Etablis au milieu du cours de l'Aruwimi, ils habitent des cases en forme de cône, semblables à de grands éteignoirs. Le sol de la hutte est surélevé d'un pied et soigneusement recouvert de terre battue.

Les Bapopoïé. — Ils sont installés sur les deux rives de l'Aruwimi et sont d'origine Mangbétu. Chez eux les repas de chair humaine ont totalement disparu. Cela provient de leur contact avec les blancs qui les emploient pour les besoins du service des transports. Leur tatouage consiste en deux lignes horizontales au sommet du front. Leurs habitations sont construites sans aucun ordre.

LE LUALABA.

Sur la rive droite du Lualaba sont établis :

1. Les Wasongola.
2. Les Waghénia.
3. Plus à l'Est les Waréga.

Les Wasongola. — Ils sont établis le long du fleuve entre l'Elila et la Lowa. Leur nom signifie dents pointues, parce qu'ils se taillent les dents. Ils sont grands et gros, mais ni solides ni résistants.

Condition. — La qualité de bonne cuisinière est celle qu'ils recherchent par-dessus tout chez une femme. Les pères s'occupent de leurs fils, les mères de leurs filles. Ils attachent une grande importance à la virginité. Ils ne sont anthropophages qu'en cas de guerre. Le mariage est exogamique. Pour eux l'adultère est une bonne affaire car le mari exige une bonne compensation.

Emploi. — Ce sont des petits agriculteurs. Ils s'occupent également de chasse et de pêche.

Les Waghénia. — Cette tribu remarquable habite les deux rives du Lualaba. A gauche depuis l'embouchure du Kamolomida jusqu'à la sixième cataracte des chutes de Stantey ; à droite depuis l'embouchure de la Lomania jusqu'à l'Ubuira.

Condition. — Bien que réfugiés dans des bois

impénétrables, ils offrent le spectacle d'une certaine organisation sociale. Leurs villages se composent de longues rangées de maisons rectangulaires, reliées entre elles par blocs. Dans ces demeures se trouvent des tablettes pour recueillir le bois de chauffage et des filets pour y placer la vaisselle. Chaque famille possède un canapé en canne où trois personnes peuvent s'asseoir. Les hommes sont coiffés de calottes en peau de chèvre ou de singe. Seuls les chefs se couvrent la tête d'une peau de léopard et laissent la queue pendre sur leur dos. Les femmes sont chargées de lourds anneaux de fer.

Emploi. — Ils sont surtout chasseurs. Ils forgent aussi des lances de fer, des couteaux, des fendoirs, sorte de glaive.

Les Waréga. - *Localisation.* — Les Waréga habitent la grande forêt équatoriale, à l'Est de Lualaba, sur les bords de l'Ulindi et de l'Elila. Ils ont pour voisins, à l'ouest les Wasongola et à l'Est les Warondi.

Condition. — Ils sont polygames, mais il est rare qu'un chef possède plus de dix femmes. Certaines coutumes sont curieuses : ainsi le gendre qui rencontre sa belle-mère ne doit pas croiser le regard de celle-ci ; de même le beau-père ne doit pas fixer sa bru. La femme occupe chez eux une place meilleure que dans les autres tribus. Ils sont exogames. Mais les Arabes ont introduit chez eux deux coutumes funestes : celle d'épouser des jeunes filles non nubi-

les, et celle d'acheter des femmes déjà mariées. L'esclavage n'existe pas. On mange les prisonniers de guerre.

Emploi. — Les femmes vaquent aux soins des récoltes et de la pêche. Les hommes défrichent les plantations, tissent des étoffes, fabriquent des boissons, mais s'adonnent surtout à la chasse.

LES SOURCES DU NIL ET LA ZONE DES LACS.

Sur la frontière Est du Congo sont établies un grand nombre de petites tribus au sujet desquelles l'information est loin d'être complète, et dont nous ne mentionnerons que celles qui ont fait l'objet d'une étude particulière. Ce sont :

- 1^o Les Kuku,
- 2^o Les peuplades du lac Albert,
- 3^o Les Waluba,
- 4^o Les Warundi,
- 5^o Les Wabemba ou Wabembé.

Les Kuku. — *Localisation.* — Cette peuplade est établie sur le 4^o de latitude nord, et s'étend au-dessous de ce degré. Elle occupe la région comprise entre le 31^o et le 32^o de longitude Est Greenwich, c'est-à-dire un espace d'un millier de kilomètres carrés.

Condition. — Ils sont de haute taille, très courageux, d'un caractère rude, n'ont aucun vêtement.

L'anthropophagie leur est inconnue. Leur alimentation est toute végétale. Ils logent dans des huttes à forme ronde à toit conique. Le mariage n'est qu'un marché. Ils ne s'allient qu'aux indigènes des villages voisins.

Emploi. — Ce sont des agriculteurs. Hommes, femmes, enfants cultivent les champs. Ils savent conserver leurs récoltes dans des greniers. Ils exécutent des travaux de vannerie et de poterie. (1)

Les peuplades des bords du lac Albert. —

Au bord du lac habitent les Bakongo et les Pagnemour. A l'ouest de la rive on trouve les Bangari, les Assheri, les Licoti, les Boro, les Koro, les Paeli, les Peudolo, les Panuto, les Bahuda, peuplades qui offrent entre elles de grandes ressemblances.

Condition. — Tandis que les riverains et leurs voisins ignorent l'anthropophagie, ceux de la forêt sont de véritables cannibales. L'autorité des chefs est très grande. Les hommes libres se brisent deux incisives pour se distinguer des esclaves. Seuls les hommes libres accompagnent le chef à la guerre et aux palabres. On estime qu'une femme vaut trente à quarante chèvres. Les orphelins et les veuves deviennent la propriété des frères du défunt. La piété filiale paraît leur être connue. On cite le cas d'un jeune homme qui avait fait

(1) Joseph Vanden Plas. Les Kuku.

quatre lieues d'une traite la nuit pour venir suppléer son père chargé de porter des fardeaux à la poste. Leur félicisme est moins prononcé que dans la région centrale du Congo. Ils ont subi l'influence des Arabes qui leur ont inculqué quelques notions de la religion musulmane. Ils se tatouent sur le front, et se perforent la lèvre supérieure.

Emploi. — Les peuplades voisines du lac sont pacifiques et commerçantes. Les Bakongo sont d'excellents pêcheurs qui connaissent l'usage de l'hameçon.

Les Waluba. — Entre le lac Albert Edouard et le lac Kivu, et s'étendant vers l'ouest existait autrefois un royaume : celui de Msiri, fondateur de la puissance des Bazéké et au sujet duquel on possède de curieux détails. Fils d'un trafiquant arabe il succéda à son père et s'établit dans le pays indigène, puis épousa la fille du chef Katanga et fut proclamé chef à la mort de son beau-père. Très guerrier, il soumit les peuplades voisines et établit sa domination sur une région de plus de 60.000 kilomètres. Mais ses sujets se révoltèrent. Enfin, il fut tué par Bodson, membre de l'expédition Stairs en 1891. De son empire, il ne reste rien, sinon le grand chef Mokanda Bantu qui commande encore à quelques tribus, parmi lesquelles se trouvent les agglomérations des

Waluba. Méfiant extraordinairement, ces derniers vivent par petits groupes et cherchent à dérober leur pauvres plantations aux regards. Ils se nourrissent de sorgho, de millet et de quelques champignons monstres de la forêt. Leurs huttes se composent de nattes fixées sur des bambous qu'ils enlèvent au moindre danger. Leur état est très arriéré relativement à celui des autres indigènes du Congo.

Les Warundi. — *Localisation.* — Leur territoire s'étend de la Ruzizi-Kivu et de la Rutshuru-Béni, à l'ouest du 30' jusqu'au lac Albert Edouard. Ils sont voisins des Waréga à l'ouest, et au sud des Wavira et des Wabembé. La région qu'ils occupent est très accidentée, mais dépourvue d'arbres, bien que très fertile dans les vallées.

Condition. — Tandis que M. Goffart les qualifie de dégénérés, M. Delhaise les considère comme une des plus belles populations, sinon la plus belle du Congo. Selon Delhaise, ils sont grands, ont des traits réguliers ; pas de tatouage de race ; ignorent l'épreuve du poison ; n'ont jamais été anthropophages. Les femmes sont couvertes d'une peau de bête à la ceinture. Les hommes, outre le pagne, portent une peau de bête sur le dos. Le Warundi a toujours avec lui un bâton de bois dur ; le ngoto, longue épée en bois ; le kolo, couteau de fer recourbé ; enfin un grand sac qu'il porte pendu à l'épaule et dans lequel il enferme sa pipe et du tabac. Ils con-

naissent l'usage des assiettes en bois. Si un chef meurt sans laisser de fils, l'autorité passe à sa première femme. Le chef porte une couronne en cuivre et réunit le conseil des grands dignitaires qui ne sont pas nécessairement des vieillards et à l'avis desquels il doit se ranger. Les terres sont la propriété personnelle du chef. Les Arabes s'étant emparés autrefois de leur bétail, les Warundi leur offrirent leurs femmes en échange. Ils habitent des maisons en forme de ruches d'abeilles. Ils croient à un être supérieur dont le passage est marqué par des tremblements de terre.

Emploi. — Ils s'adonnent à la culture et à l'élevage du bétail (1).

Les Wabembé (2). — *Localisation.* — La tribu des Wabembé occupe l'espace compris entre le lac Moéro et le lac Tanganyka.

Condition. — Ils sont anthropophages. Une note d'un voyageur mentionne qu'ils doivent cette odieuse pratique à leur indolence, car au lieu de cultiver la terre fertile qu'ils habitent, ils préfèrent se nourrir de charogne, de vermine, d'insectes et poussent la paresse jusqu'à manger

(1) Delhaise, chez les Warundi ; et Verboest, aux sources du Nil, B. S. R. B. Géogr. 1410.

(2) Ch. Delhaise. — Notes ethnographiques sur quelques peuplades du Tanganyka. *Belg. coloniale*, 1905. — Guillemé-Haut C. — Les Wabembé, miss. cath. 1889. — Ch. Delhaise — Chez les Wabemba. Lacken 1908.

l'homme cru. Un autre détail montre la cruauté de ces indigènes. À la mort du chef, on l'enterre avec deux femmes et deux boys vivants. On dépose sur ces derniers, le cadavre du chef en décomposition. La fosse comblée, on fait défiler dessus les esclaves qui reçoivent chacun un coup de massue sur la nuque. Si l'un d'eux succombe, il est agréé par le mort. Quant à ceux qui survivent, ils sont libérés. Les chants funèbres durent huit jours. Si les dents supérieures d'un enfant poussent les premières, c'est qu'il a le mauvais œil. On le tue et on le laisse en pâture aux bêtes fauves. Les fous sont immobilisés au moyen d'un bloc de bois dans lequel on emprisonne les pieds du malheureux. Le fils du chef peut épouser les femmes de son père, à l'exception de sa mère. Le mariage est un marché qui a pour gage le mali, c'est-à-dire qu'en le refusant on restitue la femme. Leur tatouage consiste dans deux lignes pointillées sur chaque pommette, une autre, de la naissance du nez à la racine des cheveux, enfin quatre autres verticales sur le côté gauche du ventre jusqu'aux premières côtes. Les cérémonies du mariage durent plus d'un mois.

Emploi. - Les Wabembé vivent des produits de la chasse et de la pêche, mais surtout des détritiques dont nous avons parlé.

LE KASAI

Sur les rives du Kasai sont établies un grand nombre de peuplades, dont nous n'étudierons que les principales, c'est-à-dire :

- 1° Dans le Haut-Kasai : les Baluba ;
- 2° les Batétéla ;
- 3° les Basonge ;
- 4° les Bakuba ;
- 5° les Babunda ;
- 6° les Bawana ;
- 7° les Bayaka ;
- 8° les Balunda ou Lunda (1).

Les Baluba (2). -- *Localisation*. -- Ce peuple immense occupe un territoire qui s'étend depuis le Haut-Kasai jusqu'au Lomani ; depuis la Lulua et la Sankuru jusqu'au Tanganika.

Condition. -- Ils ont constitué autrefois jusqu'en 1870 un vaste empire dont Kilemba était la capitale. Mais leur groupement est disparu, et ils sont dispersés en plusieurs peuplades qui comprennent no-

(1) Les peuplades du Kasai. *Congo illust.* 1893. — Gillain. — Sur les tribus du Kasai. *Belgique coloniale*, 1897.

(2) Brohey. — Les Baluba. *Bull. soc. roy. belg. géogr.* 1905, p. 373-397 ; 460-478.

Garmyn. — Les Baluba. *Bull. soc. roy. belg. géogr.* 1905, p. 127-185.

P. Colle. — Les Baluba-Hemba (monogr.). *Croyances religieuses des Baluba*, mouvement ant. 1904. p. 329.

Fables des Baluba. *Revue congol.* n° 3,

tamment, selon les uns, les Basonge que d'autres rattachent aux Batétéla.

Les Baluba proprement dits ont un grand chef qui réside à Kasongo. Leur taille est élevée. Les femmes sont jolies. Les villages sont fortifiés mais malpropres. Ils ne croient pas à la mort naturelle. Des femmes sont immolées sur la tombe de leur maître pour le servir pendant son séjour parmi les morts. Les échanges se font en nature. Ils construisent leurs habitations avec de la paille et de la terre. Ils n'ont aucune persévérance dans les sentiments et ne tiennent pas leurs engagements. Par contre, ils n'ignorent pas la politesse ; ils soignent les malades, connaissent l'usage du baiser, et allument des feux de paille sur le tombeau des morts pour empêcher le défunt de souffrir du froid.

Emploi. — Ils sont chasseurs, pêcheurs et agriculteurs. L'élevage tient chez eux une grande place dans leurs occupations. Ils possèdent d'importants troupeaux de poules, de chèvres, de porcs et de bœufs. Ils pratiquent également l'industrie du fer ; la poterie est très répandue, ainsi que le tissage.

Les Batétéla. *Localisation.* — Cette peuplade occupe le pays situé sur la rive gauche du Luabala jusqu'au Sankuru, et se divise en un grand nombre de sous-tribus.

Condition. — Leur organisation politique comporte la division du pays en plusieurs terres qui donnent leur nom aux habitants. Le nom Batétéla veut dire peuple du chant et du tambour. Ils sont remarquables physiquement et intellectuellement, bien qu'anthropophages. Ils passent pour être les plus querelleurs et les plus malins des nègres. Pas de tatouage. Pas de grands villages, mais de petites agglomérations familiales entourées de plantations.

Emploi. — Petite culture, pêche et chasse (1).

Les Basonge. — *Localisation.* — Appelés Basongo-Méno, ils habitent la rive du nord du Sankuru et du Kasai depuis l'embouchure du Lefebu jusqu'à la région du passage Swinbourne. Leur nom veut dire homme aux dents coupées.

Condition. -- Chez eux il est considéré comme malsain de se laver. Ils ne s'occupent d'aucune autre chose que de leurs aliments. La moralité est très relâchée. Le mensonge et la fraude sont très admirés. L'ivresse est un état enviable. Comme tatouage, ils se gravent une spirale s'enroulant cinq fois sur elle-même de chaque côté de la figure à proximité des oreilles. Le mariage est exogamique. Le père possède les enfants. Les Basonge construisent des huttes confortables en pisé à forme rectangulaire. Ils sont antropophages.

(1) Le pays des Batétéla. *Belg. colon.* 1907, p. 289-303.

ges et estiment encore mangeable un mort de quatre jours.

Emploi. -- Les hommes se réservent le travail des champs et laissent aux femmes les soins du ménage et les petits métiers. (1)

Les Bakuba (2). -- *Localisation.* -- L'importante peuplade des Bakuba occupe la région située sur la rive gauche du Sankuru depuis Lusambo jusqu'au confluent de cette rivière et du Kasai. Au sud leur territoire est borné par la Lubudi.

Condition. -- Bakuba signifie peuple de l'éclair. Cette race intelligente prête grande attention aux détails de la toilette. Les femmes portent de riches étoffes brodées ornées de nombreux attributs en perles, coquillages, pièces de cuivre. En général étrangers à l'anthropophagie ils pratiquent l'usage des sacrifices d'esclaves. La disposition des maisons est remarquable. Elles sont alignées sur deux rangs, construites sur un même modèle, avec des façades en bambou, d'un caractère artistique. Il semble que cette race soit la plus développée du Congo au point

(1) Von Overberghe et de Jonghe. — Les Basonge.

Belg. colon. 1900. III. Les Basongo, par Van Leare.

Les Basongo Meno. *Ann. du Mus. du Congo.* 1911.

(2) Huysman. — Les Bakuba. *Bull. soc. roy. belg. géogr.* 1904. p. 379-387.

Harroy. — Les Bakuba. *Bull. soc. roy. belg. géogr.* 1907. p. 171-192. 234-251.

Torday et W. Joyce. — Notes sur les peuplades communément appelées Bakuba. Bruxelles, 1911.

de vue de l'art et de l'industrie. Ils sculptent habilement le bois et l'ivoire. Leur tatouage consiste en petites raies en forme d'arc sur le front, et ils insèrent dans leur chevelure des objets sculptés. Réfractaires au travail, ils échangent les produits de leur chasse pour du manioc, du maïs ou des bananes. L'homme mange seul. A part les chefs, ils sont monogames. Le mariage est un achat. L'adultère est une bonne affaire pour le mari, qui reçoit en compensation la moitié de la valeur de la femme. Ils ont une organisation politique très spéciale. Le roi est nommé par élection. Ce grand chef a des délégués chargés de maintenir l'ordre. Il nomme des magistrats au nombre de deux ou trois par village. La hiérarchie des dignitaires comprend 15 grades. Les Bakuba tiennent au cérémonial. C'est ainsi que le chef ne mange jamais en présence de ses sujets. Les enfants sont à la mère. Le suicide est très fréquent. Ils ont certaines notions sur la vie future ; pour eux l'âme est une sorte de fantôme qui revient importuner les vivants.

Emploi. — Très paresseux ; ils se livrent à la chasse et à la pêche, et consacrent de nombreux loisirs au jeu, dont ils ont en quelque sorte la passion. Ils mettent des enjeux considérables. On cite le cas de joueurs qui, après avoir perdu tout ce qu'ils possédaient, femmes et bétail, jouaient leur propre liberté. Les femmes vaquent aux gros travaux de culture et aux constructions des huttes. Il y a

seulement deux ou trois forgerons et tisserands par village.

Les Babunda. — *Localisation.* — Cette peuplade est située entre le 5° et 5 1/2 sud et le 19° et le 20° Est.

Condition. -- Ils pratiquent l'anthropophagie et ont une coloration plus foncée que les autres peuplades de la contrée.

Emploi. -- Pêche et chasse.

Les Bawana. -- Les Bawana sont une des principales tribus établies sur les rives du Kiwulu, un affluent du Kasaï ; ils comprennent deux divisions : les Bawana proprement dits, et les Bawangana.

Condition. -- Se livrent parfois à l'anthropophagie ; sont de petite taille ; ils pratiquent l'épreuve du poison. La femme témoigne un grand respect à ses parents. Ils n'ont pas de tatouage proprement dit. Les enfants appartiennent à la mère. L'homme peut se marier avec n'importe quelle femme excepté sa mère et sa sœur. Ils sont très propres et excellents nageurs. Ils admettent la mort naturelle mais ils l'attribuent à l'influence d'un esprit malfaisant.

Emploi. -- Ils pratiquent la petite culture du manioc et du maïs. Ils font quelques travaux de vannerie, de poterie. Leur principale occupation est la pêche et la chasse.

Les Bayaka. -- Les Bayaka sont établis entre le Kwango et l'Inzia, dans le district du Kasai.

Condition. -- Ils sont de petite taille. Le tatouage est chez eux exceptionnel. Leur organisation politique est féodale. Le chef a un pouvoir absolu. L'anthropophagie n'existe pas, mais il faut ajouter que la région qu'ils habitent est en grande partie inexplorée. À la mort du défunt, l'héritage va au frère aîné. Les enfants appartiennent au village du côté maternel. Le mariage peut avoir lieu entre les enfants du même père, mais pas de la même mère. Ils attachent un grand prix à la virginité. Si la femme meurt sans fille, on restitue l'argent qu'elle avait coûté. Ils se teignent les oreilles en rouge, pratiquent l'épreuve du poison ; demeurent incapables de progrès après l'époque de leur puberté.

Emploi. -- Chasse et pêche.

Les Balunda. - *Localisation.* -- Ils occupent la région située aux sources du Kasai et de la Lulua. Ils sont de forte taille.

Condition. -- Les chefs compriment la tête de leurs enfants de manière à donner une forme monstrueuse à la partie supérieure du crâne. Les femmes se tatouent la poitrine et les bras, se taillent en pointe les incisives supérieures et se rasent la tête, tandis que les hommes portent toute leur chevelure et mettent leur coquetterie à l'arranger avec soin. Cette importante tribu est soumise à l'autorité

du Miata-Yamvo, souverain féodal élu par quatre grands électeurs choisis parmi les fils de l'une des princesses épouses du roi défunt. Leur choix doit être ratifié par Lukokécha, « la mère du peuple et des rois ». Celle-ci est élue parmi les filles des deux épouses principales, par les quatre grands dignitaires qui sont le premier et le deuxième « fils de l'Etat », le troisième « fils des armes » et le quatrième « le cuisinier de l'Etat ». Le Miata-Yamvo a créé un ordre de chevalerie appelé le lukano ; il a toute une cour de ministres et de courtisans et se considère de la même race que les Européens. Leur capitale ne compte pas moins de 30.000 habitants et il existe chez eux d'autres grandes agglomérations. Ils ne portent aucun tatouage. Leurs huttes sont rondes et basses, surmontées d'un cône assez élevé. Ils possèdent quelques fusils à pierre et sont habillés d'étoffes importées d'Angola.

Emploi. — Ils se consacrent surtout à l'agriculture et à l'élevage. Ils possèdent de vastes champs de millet et de manioc. Ils élèvent également des chèvres, des moutons et des porcs et ont des troupeaux de gros bétail.

Les Pygmées. (1) — La peuplade la plus intéressante du Congo est peut-être celle des Pygmées.

(1) Roy. — Les Pygmées, les négrières d'Afrique et les négritos de l'Asie. Tours 1905, p. 364. — Buléon. — Les Pygmées en Afrique. *Mouvement antiesclavagiste*, 1894, n° 12.

Localisation. — Les Pygmées sont répartis dans trois régions principales : 1^o Dans la région septentrionale des lacs sur le Haut Uélé ; 2^o Au centre du Congo sur la Buzira ; 3^o Dans le bassin de Kasai sporadiquement dans la région du Sankuru.

Condition. — De petite taille, allant de 1 m. 36 à 1 m. 57, ils comportent deux types principaux : l'un à peau et à chevelure roussâtres ; l'autre très noir ; l'un avec ballonnement du ventre et l'autre sans cette particularité. On les désigne sous différents noms : dans la région de l'Uélé sont groupés les Akkas, les Tic-Tic, les Wambutti. Au centre du Congo ils s'appellent Batua ; dans le sud, Lukengo. Ils ont les bras longs, la jambe courte, la tête velue et marchent en se dandinant avec accompagnement de soubresauts. On les considère comme le type de l'humanité à son stade le plus primitif. Selon le professeur Schwalbe de Strasbourg, la forme du crâne des Pygmées de la tribu des Akkas appartient absolument à celle du type Homo Sapiens. Ils seraient venus de l'Asie en passant par l'Egypte et auraient descendu le Nil, puis auraient été successivement refoulés par les tribus plus fortes. Enfin ils auraient

Quatrefages. — Les Pygmées, 1887, in-12, 352 p. Cf. *Revue congol.* avril 1912. p. 357.

Stuhlmann, avec Emin Pacha au cœur de l'Afrique. — Thonnar A. Système écon. des primitifs ; Geil, a Yankee in Pygmy Land. Lloyd, Dwarf Land and Cannibal country. Powell-Cotton, *Journ. of the Af. soc.* 1907 ; Hermant B. S. R. B. géog. 1906. *Rev. congol.* Juillet 1912.

constitué la peuplade la plus anciennement établie sur le sol du Congo. Bien que dispersés, ils offrent entre eux la plus grande ressemblance. Leurs villages se composent de quelques huttes circulaires recouvertes de branchages d'arbre et de feuilles de palmier ; elles sont établies dans les clairières au milieu des forêts. Comme l'explorateur Geil s'informait auprès de l'un d'eux de la raison pour laquelle il n'y avait pas de portes à leurs huttes, ce dernier répondit : les léopards en ont-ils ? Ils vivent par petits groupes peu nombreux d'une vingtaine au maximum et choisissent pour chef le chasseur le plus adroit. Ils passent la plupart de leur temps perchés sur les arbres. A la manière des singes, ils sautillent d'un arbre à l'autre et se dissimulent au sommet à la moindre alerte. Ils sont généralement monogames. Tandis que les ménages habitent les huttes, les célibataires s'établissent sur les arbres. Très cruels, ils ignorent l'hospitalité pour l'étranger, mais ils ont horreur du mensonge. L'hérédité n'existe pas chez eux. Le mari pour obtenir une femme doit faire un cadeau au père. Ils ont obtenu des peuplades voisines, en échange du gibier, des arcs et des flèches. Celles-ci sont empoisonnées, car ce peuple connaît à fond l'usage des poisons et des contre-poisons. Ils ne sont pas anthropophages et se nourrissent de petit gibier tel que rats, chauve-souris, termites, serpents, gazelles, et aussi de pommes de terre et de miel. Ils vivent à l'état

nomade et se déplacent quand la chasse devient difficile ou à la suite de la mort de l'un d'eux.

Contrairement aux autres Pygmées, les Batua ne sont point affligés du ballonnement du ventre. Mais ils sont anthropophages, ce qui les différencie des autres. Ils doivent probablement cette coutume à l'exemple des Kundu leurs voisins. Mgr. Leroy qui leur a consacré une étude importante estime que si le noir garde indéfiniment son intelligence et son caractère d'enfant, le négresse exagère encore cette disposition. D'après les renseignements qu'il aurait recueillis, les Pygmées auraient conservé la tradition d'un dieu unique, d'une vie future, seraient étrangers aux pratiques du fétichisme et ne connaîtraient ni les amulettes ni les sorciers.

Emploi. -- Essentiellement primitifs, ils en sont encore à la période de la vie la plus simple ; celle de la cuillette, ne vivant que des produits rudimentaires de la pêche, de la chasse, ignorant totalement l'industrie, l'agriculture et toutes les formes du travail. Cependant, il convient de signaler que les Batua (ou Watwas) témoignent d'un développement plus avancé dans l'industrie. Ils exécutent en effet certains travaux de poterie, et connaissent un peu le métier de forgeron.

CHAPITRE V

Exposé général de l'état des indigènes avant l'annexion Belge.⁽¹⁾

L'étude particulière de chaque tribu doit être complétée par un aperçu général, un rapprochement de l'état de chacune d'elles avec celui des autres, afin de dégager une manière de synthèse.

(1) Alexis Fr. — Les Congolais, leurs mœurs et usages. 1 v. in-8. 1890, Liège.

Cattier et Wodon. — Enquête sur les coutumes des peuplades congolaises. « Bull. de la Soc. d'ét. coloniales ». 1894. p. 97-107.

Fuchs. — Mœurs congolaises. « Soc. nouv. » Oct. 1889.

A. Hutereau. — Vie familiale des peuplades congolaises. « Bull. soc. roy. géogr. » 1906. 150-173 ; 283-298 ; 407-438.

A. Hutereau. — Notes sur la vie familiale et juridique de quelques populations du Congo belge. « Annales du Musée du Congo belge. » 1909.

Viaene et Bernard. — Contributions à l'ethnographie congolaise, anthrop. V. 1910. p. 1027-1057.

I. Comparaison de leur état avec la civilisation. — Tout d'abord, il semble aisé de caractériser la situation des indigènes. L'indication qu'ils sont, dans la presque totalité, des anthropophages, suffirait à elle seule. Tout être pour qui le respect de la vie humaine n'existe pas, n'est qu'un animal sauvage. Et dès lors, tout semble dit. Or, il n'en est rien. Même chez ces cannibales, il y a des conventions sociales. Au lieu de n'être, comme on pourrait le penser, qu'un troupeau de bêtes fauves vivant à l'état d'anarchie, ils constituent une société parfaitement organisée, aux rouages compliqués. Au lieu de céder au déchaînement de tous les instincts, ils savent imposer une discipline à ces mêmes instincts. Il y a donc chez eux une morale. C'est ainsi que chez les Waréga, le gendre ne doit pas croiser le regard de sa belle-mère, ni le beau-père celui de sa bru. C'est ainsi qu'ils obéissent à

De Jægher. — Les coutumes des indigènes de l'état du Congo belge. « Bull. soc. d'étud. col. » t. I. 1894.

Hermant. — Les coutumes familiales des peuplades habitant l'état indépendant du Congo. « Soc. roy. belge géogr. » 1906. 149-173 ; 283-298 ; 407-438.

A. Thonner. — Essai sur le système économique des primitifs. 1901.

P. Colle. — Mœurs congolaises. Missions des Pères Blancs. 1901, p. 65.

J. Michaux. — La condition de la femme au Congo. « Mouv. géogr. » 1902. p. 524.

Van Acker. — Le socialisme chez les noirs. « Mouv. géogr. » 1902. p. 525.

l'autorité du chef, qu'ils admettent l'esclavage et la subordination des classes. A consulter la savante étude du P. Colle (*Revue congolaise*, 1912) on apprend que chez les Baluba-Hemba le village est organisé avec une réglementation très stricte. Chaque case occupe une place assignée, rien n'est laissé au hasard. D'autre part, il existe chez eux des coutumes appelées kiziles qui constituent pour eux des sortes de lois auxquelles ils se soumettent, et dont les chefs, les féticheurs ou les sorciers leur font application. Aux termes de ces kiziles, l'adultère est châtié sévèrement dans le Bas-Congo. La femme coupable est condamnée à périr sous les coups, et à être exposée en pâture aux bêtes fauves.

Ils ne sont point dénués de sentiments supérieurs à telle enseigne qu'on a pu parler de socialisme chez les noirs, à s'en rapporter aux témoignages de l'auteur qui cite des exemples de leur dévouement réciproque. Nous savons qu'il existe des cas de manifestation de piété filiale. En général, le noir conserve de l'affection pour sa mère. De son côté, notamment chez les Kundu, la mère entoure ses enfants d'affection.

Ils ne sont point étrangers à l'art. Nous savons qu'ils exécutent quelques travaux de poterie, quelques broderies qui témoignent d'un certain goût pour le beau. Les tatouages dont ils s'ornent, les soins qu'ils consacrent à leur chevelure, sont autant de formes de l'esthétique parmi eux. Ils poussent

parfois la technique à un degré très avancé, particulièrement, les Bakango dans la construction de l'habitation, dite Sanga ; et les Ababua dans le métier à tisser.

Ils ne sont donc point absolument réfractaires à la civilisation dont ils offrent un spécimen élémentaire. Mais ils en sont demeurés à un stade primitif qui contraste avec le progrès accompli par d'autres races.

Un des phénomènes les plus curieux que l'on constate à les étudier est l'absence d'inter-relations entre chaque tribu ou peuplade. Constitués en permanence à l'état de guerre, ils ignorent trop profondément le mécanisme de l'échange. Cependant, quelques-uns pratiquent le troc. D'autres, tels les Pygmées, échangent les produits de leur chasse contre quelques légumes. Mais cette forme de symbiose est assez rare. En réalité, chaque peuplade, chaque clan, constitue un système clos, isolé, et n'entretient aucune relation avec les autres.

Il est étrange que malgré cette solitude relative de chaque tribu, des sociétés secrètes aient pu s'établir, dont le fonctionnement s'adapte à cet état de choses (1), et au sujet desquelles nous ne possédons il est vrai, que peu de renseignements.

(1) De Jonghe. Les sociétés secrètes au Bas-Congo. *Rev. Congolaise*, sept. 1907. — Les sociétés secrètes des Bakhimbas au Mayumbé, *Rev. congol.* sept. 1912. — Les fétiches, *Congo illustré*, 1892. — La religion au Congo, *Annales du Musée du Congo*, 1906.

La société secrète des Kimba qui fonctionne dans le Bas-Congo et qui, paraîtrait-il, s'étendrait à travers tout le Congo, groupe des jeunes gens destinés à la profession de féticheur ou de sorcier appelés ngama. Ces jeunes gens, âgés de 10 à 20 ans, se réunissent dans un endroit secret à proximité du village ou de la forêt pour suivre, durant une période qui va de deux mois à deux ans, les exercices spéciaux auxquels ils sont astreints. L'enseignement est dirigé par le féticheur, qui jouit de la plus entière latitude. Il est difficile de savoir au juste ce qu'il enseigne, car la première obligation de ses adeptes est le secret. Néanmoins, nous savons que le programme de cette préparation comprend l'étude de la langue secrète, la danse, quelques arts ou métiers ; un exposé des croyances et coutumes (kiziles), enfin, une étude de la vertu des plantes.

Les femmes sont exclues, en général, de ces sociétés. Les uns font remonter l'explication de l'origine des dites sociétés aux missions portugaises établies autrefois sur le littoral. D'autres estiment que les féticheurs se bornent à recruter des successeurs et à initier leurs élèves aux rites de la puberté.

Un peu partout, d'une façon uniforme, le fétichisme domine parmi les peuplades congolaises. Il est donc naturel qu'à défaut d'organisation officielle et publique, les féticheurs aient songé à constituer des sociétés secrètes, destinées à pourvoir au maintien de la tradition. Sont fétiches, tantôt des vivants,

comme les serpents, les léopards, les hippopotames, tantôt des objets à qui une opération magique a conféré une vertu spéciale, tels des arbres, des carrefours, des pierres, où bien encore des colliers, des dents, etc. Il y a même certains actes décrétés fétiches : ainsi l'interdiction de manger certains mets ; leur esprit familier habitant ces mets et devant être respecté.

En dehors de la société secrète des Bakimbass au Mayumbé, on cite celle des Ndembo qui offre avec la première une complète similitude.

Il existe enfin dans l'Aruwimi, parmi les indigènes de la tribu des Mobali, une autre société secrète, celle des Aniota. Toutefois, l'accord n'est point fait sur l'explication des pratiques auxquelles se livrent les Aniotas, et qui consistent à se revêtir d'un masque fait avec la peau de léopard à se couvrir le corps avec la même peau retenue par une ceinture, à s'armer les doigts de griffes de fer et à étrangler pendant la nuit les indigènes contre lesquels des représailles doivent être exercées. Ainsi est simulée l'attaque du léopard, afin d'éviter le châtement du meurtre. Cette coutume, sur laquelle les renseignements ne sont pas complets serait celle, paraîtrait-il, d'une société secrète qui se chargerait ainsi de châtier le membre qui se serait rendu coupable d'une faute.

En dehors de ces sociétés, il faut citer les grands royaumes qui existaient encore il y a quelques années, et dont la chute est due à la disparition

de la force militaire qui en était l'âme. Nous avons vu que les Balunda et en général les peuplades de l'Est avaient autrefois constitué de grandes agglomérations. Cela prouve que les noirs, évidemment sous l'influence des blancs, ne sont point réfractaires à toute organisation dépassant le cadre restreint de la petite tribu ou du clan familial.

II. Comparaison des tribus entre elles. —

Il n'est point possible d'opérer un classement parmi les tribus congolaises. Les efforts qui ont été faits dans ce sens n'ont pas abouti à grand chose. C'est qu'en effet, ni la langue — qui au témoignage de Stuhlman — n'est qu'un manteau dont les indigènes se débarrassent en changeant de lieu, ni les mœurs, ni les coutumes, ni les caractères physiques comme la forme de la tête, la couleur de la peau, la taille, ne suffisent à caractériser chaque tribu et à la différencier des autres. À plus forte raison, serait-il vain de tenter de remonter aux origines pour y démêler les éléments d'une diversité réelle. Le seul procédé pratique d'opérer une sélection consiste à les envisager dans leur localisation actuelle. Cela est d'autant plus juste, que dans l'esprit des indigènes, la terre joue un rôle spécial. Le chef d'un territoire est investi de l'éthina, c'est-à-dire d'une propriété émanant de la nature du sol, qui l'attache à celui-ci, le relie à lui d'une façon mystérieuse.

se, et lui confère ce droit de possession du territoire. Nous avons vu que les indigènes ignoraient en général la notion de propriété individuelle appliquée à la terre.

A défauts d'éléments suffisants, pour les classer méthodiquement, il est possible toutefois de relever parmi eux de notables divergences qui achèveront de leur donner à chacun une physionomie particulière. Leur barbarie a des degrés.

Leur trait dominant est la cruauté. Ils ne le sont pas tous au même titre. Si l'anthropophagie est la pratique habituelle des Azandé, des Bazoko, des Lessa, des Wabemba, des Batétéla, des Bangala, il importe de remarquer que les Mandja, comme d'autres aussi ne mangent que leur ennemi de guerre. De plus, les Bayaka interdisent à la femme de manger la chair humaine, qui est fétiche pour eux. Enfin, la plupart, ne sont anthropophages que par intermittence.

Il convient de signaler l'horrible pratique des sacrifices humains en usage chez les Baluba qui immolent les femmes sur la tombe du chef et qui font en même temps sur cette même tombe un feu de paille pour empêcher le mort d'avoir froid. Chez d'autres, nous l'avons indiqué, les malades sont assommés, et des vivants sont enterrés avec les morts. Rappelons l'épreuve du poison et l'échange du sang.

Par contre, sont rebelles à toute anthropophagie les Bapopoyé, les Kuku, les Warundi.

Le tatouage, s'il est pratiqué par la majorité des tribus, ne l'est pas par les Moussorongo et les Batétéla.

Il n'y a guère d'exception à la polygamie.

La condition des femmes est loin d'être la même. Très adoucie dans le Bas-Congo, le Manyanga, parmi les Mangbétu, les Waréga et les Monvu, elle demeure rude dans la majorité des autres peuplades.

Les enfants appartiennent à la mère chez les Mayombe, les Moussorongo, les Bakuba, les Bayaka. Ils appartiennent au père chez les Lassa, les Mafoto, les Ababua.

L'adultère châtié impitoyablement dans le Bas-Congo, n'est qu'une bonne affaire pour les Wassongola et les Mafoto.

Les Bongos, les Abandja, les Monvu, les Kuku, les Warundi sont des cultivateurs. Les peuplades de l'Ubangi et de la région des lacs sont des pêcheurs, tandis que les Waghénia et les Pygmées sont plutôt chasseurs.

III. Etude des tribus-types. - Stanley se demandait pourquoi les aborigènes des forêts étaient plus farouches et plus timides que les habitants des contrées découvertes.

Le milieu physique exerce en effet, on l'a vu, une influence considérable sur le caractère des indigènes.

nes. Il est aussi un élément précieux pour la classification de leurs groupements. C'est en considérant le fleuve, la forêt, la savane et la brousse que M. Goffart a pu distinguer les diverses tribus indigènes.

Il existe, nous l'avons déjà indiqué, des monographies relatives à quelques tribus-types, parmi lesquelles celles

- des Bangala ou tribu du fleuve ;
- des Mayombé ou tribu de la forêt côtière ;
- des Basonge ou tribu de la brousse ;
- des Mangbétu ou tribu de la savane ;
- des Waréga ou tribu du cœur de la grande forêt ;
- des Ababua, également de la grande forêt.

Ce sont là six tribus des plus importantes, des mieux connues et des plus caractéristiques. Leur importance apparaît par le chiffre de leur population, par le milieu physique qu'elles occupent et qui permet d'embrasser l'ensemble du Congo puisqu'elles sont situées un peu partout, c'est-à-dire réparties aux diverses extrémités de la contrée.

Elles sont typiques d'autre part, par l'abondance de la documentation recueillie à leur sujet. Au début de chacune d'elles, est détaillée une nombreuse bibliographie, doublement intéressante par la quantité de renseignements fournis et par le nombre des collaborateurs qui en sont les auteurs.

Enfin, elles sont typiques à un troisième point de vue. A les comparer aux autres, on trouve que

ces dernières n'apportent aucun élément nouveau dont il ne soit fait état dans l'étude des tribus-types, soit au point de vue de l'organisation politique, soit au sujet de leur condition ou emploi.

L'étude des tribus-types achèvera donc de donner une idée aussi précise que possible de l'état des indigènes.

Ces monographies, rédigées à la suite de la réunion à Mons (1905) d'un Congrès mondial, ont l'ambition de faire connaître tout ce qui concerne « la statique et la dynamique des peuplades indigènes ».

Dues à la collaboration des explorateurs et des savants les plus compétents, comme celle des Mayumbé, elles ont été constituées parfois par le procédé d'enquêtes orales, comme celle des Bangala. L'une, celle des Waréga, est l'œuvre du commandant Delhaise. L'autre, celle des Ababua contient des renseignements fournis par un indigène du nom de Tisambi. Elles comportent un questionnaire identique que composa la Société belge de sociologie, questionnaire qui compte 202 questions.

Avant d'aborder l'étude des tribus-types, quelques observations s'imposent.

D'abord, il semble que la façon de caractériser chacune de ces tribus par le milieu physique qu'elle occupe ne soit pas très rigoureuse. C'est ainsi que les Basonge, dits peuplades de la brousse, habitent un pays où se rencontrent toutes les formes de la

végétation, depuis la brousse jusqu'à la forêt, et où se trouvent aussi plusieurs fleuves. De même, les Mayumbé, dits peuplades de la forêt, sont établis en réalité sur trois fleuves. Pareillement les Warégo, dont le milieu principal est la grande forêt, n'en sont pas moins riverains de trois autres fleuves : le Lualaba, l'Ulindi, l'Eliba. Il en est de même des Ababua qui occupent les rives de la rivière Bîna, de l'Uélé, du Bomokandî, du Mokongo.

Par ailleurs, les Mangbétu, dits peuplades de la savane, se trouvent dans un pays que la monographie caractérise ainsi : « De l'Uélé au Bomokandi c'est une immense brousse sillonnée de nombreux cours d'eau aux rives boisées. » Force est donc de convenir que la caractéristique du milieu physique doit être considérée dans l'ensemble et qu'en réalité les quatre éléments fleuve, brousse, savane, forêt, se rencontrent dans chaque tribu, avec seulement la prédominance de l'un d'eux.

Une observation analogue peut être faite à l'occasion de l'emploi des indigènes. En qualifiant les Bangala de pêcheurs, les Ababua d'agriculteurs et les Waréga de pêcheurs, il ne faut pas entendre que la pêche, l'agriculture ou la chasse soient l'unique occupation des indigènes, mais seulement qu'elle est la principale.

Autre observation : les monographies nous apprennent qu'il y a un million cinq cent mille Mangbétu, deux cent mille Ababua, cent dix mille Ban-

gala, qu'autrefois les Basonge avaient des villes comptant de quinze à vingt mille habitants, qu'il y a quatre millions de Niam-Niam. Malheureusement, les statistiques font défaut pour les autres tribus. Le facteur population est pourtant un des plus importants, et de la densité des groupements établis dans tel ou tel endroit peuvent dépendre de nombreuses explications. Il faut aussi ajouter que les statistiques ne reposent pas vraisemblablement sur des dénombrements bien sérieux et que leurs chiffres sont souvent contredits. Néanmoins, même approximatives ou douteuses, elles offrent un intérêt de premier ordre.

Sans avoir à revenir sur ce qui a été dit précédemment, mais en complément des détails déjà fournis et pour les raisons indiquées, il y a lieu de reprendre l'étude des tribus considérées comme typiques.

1° LES BANGALA.

Les Bangala, ou gens de la petite rivière, ont, pour seul moyen de communication entre les cases de leur village, la pirogue. Ils habitent sur des îlots formés de terres rapportées. Autour des villages sont établies les cultures de bananiers. Peuplade maritime, ils sont accoutumés à l'eau, se baignent fréquemment et nagent à la perfection. Leur habitation, ou mieux leur hutte, est transportable : elle se compose de quatre parois et de pieux soutenant un

toit qui se plie en deux, dont la forme est rectangulaire.

La journée du Bangala est décrite par Coquilhat (p. 265). Avant le jour, en pirogue, le Bangala part relever les nasses à poisson. Il se sert aussi du lokango, sorte de piège en bambou de 15 à 20 centimètres, rarement de la ligne. Vers huit, neuf heures il est de retour au village et déjeune de bananes grillées ou d'un morceau de chikwangué. Il retourne à la pêche dans la soirée; le reste de son temps est consacré aux loisirs et aux palabres.

Cannibale terrible, c'est lui qui a trouvé cette agréable définition de la chair humaine : « de la viande qui parle », et il prétend qu'elle a une saveur légèrement sucrée. Pour lui, l'anthropophagie est une chose aussi naturelle que peut l'être pour l'Européen le fait de tuer et de manger un des poulets de sa basse-cour. Et ce n'est pas par défaut de ressources alimentaires qu'il est réduit à manger son semblable, mais uniquement par goût. Chose curieuse, mais bien simple à expliquer, la chair humaine est fétiche pour la femme Bangala. Le Bangala craindrait en effet de voir diminuer sa part du festin. Depuis l'occupation des blancs, l'anthropophagie ne se pratique plus que secrètement.

A la nouvelle Anvers, on signale que quelques Bangala mangent de la terre, une sorte d'argile.

Le Bangala a une passion pour les étoffes voyantes. Il s'enduit le corps d'huile de palme. Les hom-

mes et les femmes emploient un temps considérable à leur coiffure.

De l'avis général, au dire du lieutenant Lemaire : « C'est la femme Bangala qui porte le costume le plus gracieux. Son pagne est fait d'une corde de fibre de bambou garnie de franges longues d'une trentaine de centimètres. En superposant vingt ou vingt-cinq de ces pagnes, la Bangala se fait un véritable tutu de bayadère d'où émergent un buste souvent impeccable et des jambes aux fines attaches. »

2° LES MAYUMBÉ.

Leur pays est couvert, dans presque toute son étendue, de forêts vierges. C'est un vrai paradis terrestre dans lequel s'étale la flore tropicale dans toute sa splendeur. Des forêts d'arbres géants, entrelacés d'interminables lianes, dans lesquelles se trouve l'arbre à kola, constituent le milieu des Mayumbé. Dans ces forêts se rencontrent les aigles, vautours, perroquets, des chimpanzés, gorilles et serpents.

Gilmont décrit ainsi la journée du Mayumbé :

« Dans les villages bien organisés, le chef désigne des hommes pour aller à la chasse, recueillir les noix palmistes. Ses favoris restent près de lui assis à terre, les jambes croisées, en fumant. Des femmes avec des hottes, d'autres avec leur enfant ligotté sur le dos, vont aux cultures par petits groupes, tandis que les enfants triturent avec un pilon des noix de palme, dont l'huile sera la mohampé odorante que

l'on mangera à midi. Dans la buée matinale que le rayon illumine sans l'avoir encore dissipé, tout cela se meut lentement, presque en silence, sans un éclat de rire, sans un jeu, avec des gestes et des postures qui semblent las. Tel est le contraste de la lumière du soleil brusquement levé et de cette non-chalance des gens et des choses qu'on dirait un diorama dont on voit clairement, sans percevoir un son, les personnages se mouvoir lentement, automatiquement. »

Les Mayumbé vivent surtout des produits du jardinage, de l'élevage du petit bétail, des oiseaux de basse-cour, des fruits de la forêt et des produits de la chasse. L'homme chasse, pêche et récolte le vin de palme. La femme prépare les aliments, cultive la terre et tisse les étoffes. Ils ne s'inquiètent jamais du lendemain et n'ont pas de plantations. Mais ils ont l'instinct commercial très développé. La presque totalité de l'huile de palme fournie au Congo en 1907 (c'est-à-dire 2.665.437 litres) provient du Mayumbé. Ils chassent de préférence l'antilope, le buffle, le faisan sauvage. La forêt est très giboyeuse et la rivière très poissonneuse. Le contact avec l'Européen a amené la désuétude de l'emploi des lances et des flèches, auxquelles a été substitué le fusil à silex. Chaque indigène a un couteau à la ceinture qu'il a acheté à la factorerie, ou qui a été fabriqué par le forgeron du village.

L'usage du tabac est très répandu. Hommes et femmes fument continuellement.

Ils construisent des pirogues de trois à quatre mètres de long en creusant des arbres. Ils ont des plats et des assiettes de bois. Leur corderie est faite de filoses d'ananas, de bananiers ou de raphias. Leur poterie se compose de vases de terre cuite rouge d'une forme souvent originale et surchargée de moulures d'un joli dessin, mais ils n'ont pas cet embryon d'art que l'on remarque dans les haches et les nattes du Kasai, les couteaux Bangala et les lances de l'Ubangi.

Le tatouage est un charme de plus dont les femmes désirent s'orner. Presque tous les Mayumbé portent des anneaux aux oreilles; les femmes et les jeunes filles recherchent les colliers de perles, les bracelets, mais elles n'ont aucun soin pour leur coiffure.

Aucune éducation n'existe, ni morale, ni intellectuelle, ni physique. Seuls, les féticheurs dressent des successeurs qui forment la secte des Nsakata.

Le mariage est un marché. Le fiancé fournit la dot et le prix de la fille va à l'oncle maternel. Ce prix consiste en étoffes, cochons ou vin de palme, appelé malafu. Claessen note que les enfants aiment beaucoup leur mère et font peu de cas de leur père.

Ils attribuent la mort à un mauvais esprit. Pour honorer le défunt, il est d'usage de brûler sa poudre et de boire son vin. On conserve le cadavre des chefs par l'enfumage. Un chef de village vient-il à mourir, ce sera le fils aîné de la sœur aînée du dé-

funt qui reprendra le pouvoir. Si le défunt n'a pas de sœur, ou si ses sœurs n'ont pas de descendant mâle, le frère puiné hérite du pouvoir. Si le défunt n'a pas de parent, c'est le plus riche notable qui lui succède. Ils pratiquent le culte des ancêtres tant que le souvenir du défunt persiste. Dès que la figure du mort a disparu de la mémoire du vivant, celui-ci ne s'occupe plus de l'autre à aucun titre.

L'habitation du Mayumbé a pour type le chimbè-que, sorte de hutte spacieuse de 8 mètres de long sur 3 de large, parfois beaucoup plus grande, de forme basse, à toit de chaume, dont le mobilier se compose de quelques nattes et de tabourets.

La physionomie du village Mayumbé est spéciale. Il est fortifié, c'est-à-dire entouré de palissades de bois. Une large rue coupe en deux le village dans lequel se trouve un grand hangar. C'est dans cet endroit qu'à coups de gong et de tam-tam on convoque la population pour le palabre ou la réunion publique.

- Chaque village comprend le chef, les hommes libres et les esclaves. Le Mayumbé est divisé en territoires qui sont l'apanage de quelques grandes familles. Chaque localité porte le nom du chef. C'est en somme une sorte de féodalité. Le chef s'appelle fumu ; sa fonction est héréditaire. Il partage le pouvoir avec un chef militaire appelé mambouc. Mais le véritable potentat est le féticheur qui cumule souvent cette fonction avec celle de fumu.

Les Mayumbé pratiquent l'épreuve du poison qu'ils appellent la kasa.

Deux mille travailleurs Mayumbé sont employés dans diverses plantations à raison de 10 francs par mois, et de la nourriture, celle-ci composée de riz et de poisson sec.

Le contact des blancs, et l'argent introduit par les planteurs, ont eu une grande influence sur le genre de vie des Mayumbé. Les transactions commerciales sont devenues fréquentes de village à village. Des besoins nouveaux se sont fait sentir dans le vêtement et la nourriture, et il faut travailler pour les satisfaire. Toutefois, les Mayumbé se procurant la vie à bon compte, on comprend aisément qu'ils répugnent au travail. Suivant la remarque qui en a été faite, il n'est pas étonnant que les Mayumbé soient fainéants, les palmiers travaillent pour eux.

3^o LES MANGBÉTU.

Sol extrêmement fertile. Milieu aimable et riche. Schweinfurth, Junker, Emin-Pacha et Casati les ont célébrés dans des récits presque enthousiastes. Les Mangbétu sont une des races les plus remarquables du centre de l'Afrique. Leur civilisation est supérieure à celle de leurs voisins. De haute taille, puisque la taille moyenne est chez eux de 1 m. 75, ils sont forts, agiles, souples, intelligents, courageux, capables d'amitié et de dévouement et semblent susceptibles de réels progrès. Amateurs de beaux sites, ils ne sont point insensibles à l'esthétique

du paysage. Ils sont les meilleurs architectes et les plus habiles forgerons du centre africain.

Ils excellent dans la fabrication des haches et des couteaux. Leur lances offrent un travail réellement artistique. Ils sculptent l'ivoire dont ils font des trompes, des bracelets, des manches de couteaux et des haches. Ils forgent également le cuivre et fabriquent des armes de parade dans ce dernier métal. Il est à remarquer que la division du travail n'existe pas chez eux. Malgré le métier spécial, le forgeron fait tout lui-même depuis l'extraction du minerai jusqu'au ciselage du métal.

Leur art apparaît surtout dans la construction des hangars qu'ils appellent bamu. Ce sont de vastes édifices dont l'architecture est remarquable. Leur habitation est rectangulaire tandis qu'elle est ronde dans le voisinage. A l'encontre des Azandé qui n'entourent leur habitation d'aucune clôture, les Mangbétu établissent des palissades autour de la leur.

Forgerons émérites, architectes renommés, ils sont profondément ignorants de l'art du tissage, et ils ne portent que des vêtements en écorce.

Leur soin principal est celui de la coiffure à laquelle ils consacrent facilement deux heures chaque jour.

Hommes et femmes portent sur la tête un gigantesque chignon cylindrique soutenu par une carcasse de roseau et qui prolonge la tête presque

indéfiniment. Les femmes recherchent les tatouages : « L'une, observe Schweinfurth, est rayée comme un zèbre, l'autre tachetée comme un léopard. J'en ai vu qui, tantôt, présentaient les veines d'un marbre, tantôt les carrés d'un damier. »

La polygamie est générale et n'a d'autres limites que le désir et la richesse de l'homme. « L'union, dit la monographie, dure jusqu'à la mort ou jusqu'à ce que l'homme vende ou échange sa femme. »

On cite parmi eux l'unique exemple d'une espèce d'école indigène. La mère du chef Dingé, frère de Niangara, dressait des garçons et des fillettes au travail des champs et de la cuisine.

« En 1873, rapporte Schweinfurth, le cannibalisme des Mangbétu était sans pareil dans le monde entier ».

Depuis lors, les Mangbétu appelés aussi Monbutu, ont été battus par les Azandé qui les auraient exterminés si les blancs n'étaient venus à leur secours. Actuellement ils sont les chasseurs les plus adroits de l'Uélé. Cet art ne leur est point inutile dans un pays où pullulent le lion et le léopard. Les Mantbégou chassent de préférence l'antilope, le buffle et le singe. Le chimpanzé est le plat des gourmets, et les indigènes disent de lui, au témoignage de Casati : « C'est aussi bon que l'homme ».

Ces cannibales ne sont pas dépourvus de sentiments délicats. Miani, explorateur italien, aban-

donné par les Arabes, vécut plusieurs années parmi eux sans la moindre vexation. Après sa mort, comme il était grand fumeur, les indigènes mirent sur sa tombe une pipe et du tabac.

Les vieillards sont bien traités ; et si la fidélité conjugale laisse à désirer, par contre, la fidélité à la parole donnée est observée scrupuleusement. Les femmes sont chez eux consultées en matière politique. Leur organisation politique est analogue à celle des Mayumbé, c'est-à-dire à forme féodale. Les familles sont groupées sous l'autorité des chefs de village, et ceux-ci sous celle d'un grand chef. L'histoire Mangbétu célèbre les merveilles du règne de Munza. Actuellement le pays est divisé en deux royaumes : l'un gouverné par le sultan Mabanga, fils aîné de Niangara, et l'autre par Beaulé, petit-fils de Tikima.

4^o LES WARÉGA.

La forêt, dit le Commandant Delhaise, a presque isolé les peuplades dont les groupements sont dissimulés au fond des bois. Dans cette forêt vierge merveilleuse, décrite par Stanley et Hinde, sont établis les Waréga qui ont échappé en grande partie au contact des Arabes.

Delhaise a parcouru le pays pendant deux ans, de 1906 à 1908, et il assure qu'il aurait pu le faire seul et sans armes (p.359).

Chez les Waréga, dit l'auteur de la monographie, la famille est la cellule sociale par excel-

lence. Tout repose sur elle : la vie économique et juridique, le village et le groupement politique. Le père est le chef, la femme et les enfants obéissent, mais la coutume tempère cette autorité absolue. Les parents de la femme peuvent toujours la reprendre, moyennant compensation. La polygamie est modérée, et il est rare de trouver des maris ayant plus de dix femmes. L'originalité des Waréga consiste dans la considération dont ils entourent les femmes mariées. Elles sont admises dans les réunions et les assemblées et peuvent gravir les divers degrés de la hiérarchie sociale.

Cette hiérarchie comporte les degrés suivants :

Mwami ;

Bonbwa ;

Punzu ;

Gandu ;

Mani ;

Kindi.

Des ornements caractérisent chacun de ces grades ; le principal consiste en une calotte de fibre végétale.

Il y a quatre catégories pour les femmes. On s'élève d'un degré à un autre en payant un impôt appelé Mpara et en justifiant de certaines richesses.

Le sol est fertile, le gibier est abondant, et la prospérité semble aisée à acquérir.

Les femmes vaquent aux soins des plantations et des récoltes ; les hommes défrichent et préparent

les terres. Ils confectionnent des nattes, construisent des radeaux et surtout pratiquent la chasse.

Certains détails dénotent chez les Waréga une moralité d'un niveau assez élevé. Nous avons déjà mentionné que le gendre qui rencontre sa belle-mère ne doit pas croiser son regard. S'il la rencontre dans un sentier, il doit s'accroupir pour la laisser passer en lui tournant le dos. Un usage identique s'observe dans les rapports du beau-père et de la bru. L'opinion des Waréga est très sévère pour les prostituées. Bien que l'enfant soit entouré d'un véritable amour maternel, néanmoins, il appartient au père. Tout semble bien reproduire les traits de la vieille famille romaine, où le père de famille avait la toute puissance.

Les Waréga ne sont pas étrangers à l'art. Au son du tam-tam, ils exécutent des danses par les nuits de claire lune, et accompagnent leurs mouvements d'un chant toujours triste et monotone.

Ils s'adonnent activement au commerce du caoutchouc et de l'ivoire.

Chez eux s'emploient des formules de politesse. Ils échangent des salutations et des vœux, et se conforment scrupuleusement au cérémonial que leur imposent les usages. Leur toilette est des plus sommaire; ils ignorent les soins de propreté et n'apportent aucune attention à leur coiffure.]

5^o LES BASONGE.

Wissman découvrit il y a vingt-cinq ans chez les Basonge des agglomérations considérables, de vraies villes africaines de 15 à 20.000 habitants. Cinq ans plus tard, cette belle race était devenue la proie des Arabes esclavagistes. Des razzias successives décimèrent les Basonge ; et ils ne retrouvèrent la sécurité et la paix qu'après la défaite des Arabes par les Belges. Mais cette tribu a subi une réelle dépopulation. De l'ancienne race il ne reste plus que quelques villages épars dans la brousse.

6^o LES ABABUA.

Une première monographie des Ababua parut en 1906. Une seconde édition eut lieu en 1911 qui comporta quelques modifications ou rectifications dues principalement à la collaboration du nègre Tisambi. Contrairement aux premières allégations relatives aux croyances des Ababua, et desquelles il ressortait que ces derniers n'avaient aucune notion d'un être suprême ni d'un mauvais esprit, Tisambi affirme que les Ababua parlent d'un mauvais esprit appelé Elemba. Celui qui le possède peut entrer dans une hutte, même si la porte est fermée ; rendre quelqu'un malade, ou le faire mourir ; enlever quelqu'un dans les airs.

Ces habitants de la grande forêt semblent plus farouches et plus sauvages que les autres.

Ils sont avant tout agriculteurs et chasseurs. D'après Vedy, la vie de l'Ababua rappellerait beaucoup celle du campagnard ordinaire. Ils cultivent le manioc, le maïs, l'igname et la banane. Ils se servent d'instruments aratoires, notamment de la houe, et emploient la hache et le couteau. Chez eux existent des bananeraies immenses de plusieurs kilomètres carrés. Ils élèvent le chien en vue de la chasse, mais n'ont ni chèvres ni poules. Leur métier principal paraît être la vannerie. Ils confectionnent des paniers, des nasses, des nattes et des boucliers en lianes. Chaque village possède un forgeron qui travaille le fer et le bois, et qui est très considéré à cause de sa richesse.

Leur habitation est de forme conique, d'après le lieutenant Naham. Selon Stanley, leurs maisons sont carrées avec des toits à pignon. Enfin, au dire de Nyss, leurs huttes sont cylindriques. Ce qui indique que leur habitation a des formes variées.

L'enfant appartient au père.

La mort est attribuée au mauvais esprit Likundu. Si le chef meurt, les femmes sont soumises à l'épreuve du poison. Le féticheur joue parmi eux le rôle d'accusateur, d'exécuteur et de guérisseur. D'une taille élevée, ils sont forts et bien proportionnés. Redoutés de leurs voisins, ils ont reçu le nom par ceux-ci de « terribles Ababua ».

Ils dessinent des oiseaux et des léopards sur leurs cases avec du charbon de bois, et gravent éga-

lement certains dessins sur les instruments de cuivre.

M. de Calonne-Beaufaict, qui a résidé chez eux, rapporte que pour la pêche il existe de grandes associations entre les villages, comme pour la chasse. L'Ababua se sert, pour pêcher, soit du harpon, soit de l'hameçon. En saison sèche, les femmes pratiquent la bokobi qui consiste à pêcher le poisson à la main dans la vase.

Une autre monographie a été consacrée aux Mandja, peuplade établie dans le Congo français, qui fournit également des détails intéressants sur les indigènes voisins des Congolais. Il eût été utile de compléter l'étude des tribus belges par celle de leurs voisins si des rapports avaient existé entre les deux, mais il faut convenir que dans ces peuplades primitives, les relations sont presque inexistantes.

De l'étude de ces tribus-types, de la comparaison instituée entre elles, et de leurs rapprochements avec les autres tribus du Congo belge, il résulte que les indigènes en sont un peu partout à la période du clan familial. Ces sociétés primitives n'entretiennent aucune relation les unes avec les autres. Leur organisation ne comporte aucun rouage financier, aucun mécanisme d'échange. La vie paraît être pour eux réduite à sa plus simple expression. En dehors de la nourriture, ils semblent n'éprouver aucun autre besoin. Fer-

més et isolés, ils semblent figés dans leur barbarie. Les idées du dehors, les exemples des Européens, n'ont point encore réussi à entamer le bloc indigène. Elles sont de trop fraîche date, et les exemples sont peu nombreux encore, pour inciter les indigènes à s'en inspirer. Soudés en quelque sorte les uns aux autres, ils se sont communiqué les traditions de leur organisation rudimentaire, et il est remarquable qu'aucune initiative, aucune innovation, aucun changement ne soient venus leur permettre de réaliser un progrès notable. Cette constance des caractères sur une étendue aussi vaste explique comment cette race, qui ne possède aucun des éléments nécessaires à l'homogénéité d'un peuple, a pu néanmoins se perpétuer depuis des siècles et conserver intacte sa forme primitive, malgré l'indépendance des tribus les unes vis-à-vis des autres, et leur absence de contact réel.

L'esprit Mandja, se demande M. Gaud, l'auteur de la monographie, est-il susceptible d'inventer, de rechercher un perfectionnement ? « Non, répondrons-nous hardiment », dit-il.

On ne peut nier cependant que sous les influences des Portugais, des Arabes et des Belges, certains progrès n'aient déjà été réalisés. Si, dans l'ensemble, les indigènes apparaissent comme sensiblement pareils et rivés à leur condition sociale de primitifs inférieurs, il faut bien constater qu'il y a

de nombreuses exceptions. De cette stagnation, le milieu est une explication non point suffisante, mais nécessaire. Si l'indigène n'éprouve pas le besoin de travailler pour vivre, c'est, nous l'avons dit, que la nature travaille pour lui. C'est, d'autre part, qu'aucune société n'a encore pu, à sa portée, dans son entourage immédiat, et sur une large échelle, lui offrir les avantages qui compenseraient son effort et stimuleraient son activité.

Il lui faudra, évidemment, un long temps pour sortir de ses habitudes et s'adapter progressivement à une autre forme de civilisation. La fixité du milieu explique en partie la fixité des caractères. Des différentes études entreprises soit sur les tribus types, soit sur les autres tribus, il est apparu que l'organisation des indigènes variait pourtant quelque peu. C'est ainsi que les Waréga ignorent l'esclavage, ont une société très hiérarchisée, tandis que les Mantbégu, les Mayumbé ou les Ababua appartiennent à une sorte d'organisation féodale. Dans toutes ces sociétés primitives la division du travail est absente.

CHAPITRE VI

La Réforme belge.

Nouvelles conditions au point de vue politique.

Il a d'abord fallu faire régner l'ordre, établir la paix. Les indigènes, nous l'avons vu, se considéraient réciproquement comme gibier de chasse ou marchandise échangeable. Il a fallu leur imposer de force le respect de la vie humaine.

La pacification et la suppression de la traite des esclaves ont donc été les premiers résultats à obtenir.

Avant l'avenue des blancs, les tribus nègres ne jouissaient d'aucune sécurité. Perpétuellement en alarmes elles redoutaient la razzia des esclavagistes ou l'attaque imprévue d'une horde guerrière plus forte. Le blanc leur apparut sous la figure d'un chef qui commença par leur offrir des présents, leur révéla l'exis-

tence d'une foule de choses inconnues, et leur sembla doué d'une puissance supérieure. Les indigènes le craignirent et le respectèrent généralement. Certains songèrent à en faire un allié, pour les aider dans leurs entreprises et leurs pillages. Ce n'est que lorsque les blancs s'opposèrent au commerce des esclaves que ceux-là commencèrent à le considérer comme un ennemi. La majorité trouva en lui un protecteur contre les incursions des pillards.

La suppression, non point de l'esclavage, mais de l'esclavagisme, fut assez rapidement un fait accompli (1). Les derniers Arabes pourvoyeurs de nègres furent mis en déroute en 1896 par Dhamie et le commandant Michaux.

Pacification.

Quant à la pacification, elle n'est point encore complète.

Huit opérations militaires ont eu lieu au cours de l'année 1910, dont nous empruntons le détail au rapport Tibbaut (p. 76).

1^o Dans le district de l'Ubangi, contre les indigènes de la région de Bwado. Ces indigènes, hostiles, de tout temps, avaient attaqué traitreusement un détachement de la force publique et tué un sol-

(1) La traite historique subsiste encore là où s'arrête la pénétration effective des blancs. Notamment dans le Soudan, le Barh el Ghazal et les Sultanats musulmans du bassin du Tchad « Vers la suppression complète de l'esclavage au Congo belge ». Broch. éditée par l'institut Solvay, p. 4.

dat. L'opération, rapidement menée, aboutit à la soumission des populations après quelques engagements avec la troupe ;

2° Dans la zone de l'Ituri, contre le chef Logoro de la région de Mahagi. Ce chef insoumis avait soulevé un vaste territoire contre l'autorité de la colonie. L'opération a duré plusieurs mois. Logoro fut arrêté. Il est actuellement déféré à la justice ;

3° et 4° Dans le district de l'Aruwimi, où deux opérations ont été entreprises contre les indigènes des tribus Mombesa et Bambole, coupables d'exactions et d'agressions sans nombre à l'égard des tribus voisines et des Européens. Après plusieurs combats, ces opérations se sont terminées par la pacification de la région ;

5° Dans la région de Kivu, contre les assassins d'un missionnaire catholique. Les indigènes ont fui à l'approche des troupes, et l'opération s'est clôturée sans autre résultat que l'arrestation de l'un des coupables ;

6° Dans la zone des Stanley-Falls, contre le féticheur Agbaraga, en révolte ouverte contre l'Etat. Elle a abouti à l'arrestation du coupable. Ses bandes, après avoir réintégré leurs villages, se sont ralliées autour d'un autre féticheur nommé Magba-Magba, se sont remises en révolte, et l'opération a dû être continuée. Tout fait prévoir la capture prochaine du rebelle ;

7° La septième opération militaire, dont les ré-

sultats ne sont pas encore connus, fut décidée tout récemment dans le but de réduire l'hostilité sans cesse grandissante du chef Kasongo Niembo, au Katanga ;

8° La huitième opération militaire a été ordonnée contre quelques-uns des grands chefs de la race Azandé (Uélé). Race forte et énergique, les Azandé ont établi leur domination sur la grande partie de l'Uélé. Jaloux de leur pouvoir, les chefs prétendent en user à leur guise ; ils n'ont jamais supporté qu'imparfaitement l'autorité de l'Européen. Des conflits ont éclaté dans le passé. La politique de patience et de concession pratiquée par l'administration territoriale a augmenté leur arrogance. Le gouvernement qui prévoyait depuis longtemps la nécessité d'une action militaire, avait concentré dans l'Uélé des troupes relativement nombreuses. Le premier effet de ce déploiement de force fut de faire rentrer plusieurs chefs Azandé dans le devoir. Au contraire, le chef Zunet, dont les brigandages désolaient le sud de l'Uélé, poussa l'audace et la cruauté jusqu'à faire massacrer, sous les yeux des messagers officiels, deux de ses esclaves. Il fit distribuer les deux cadavres à ses gardes. Le gouvernement ordonna de poursuivre ce chef. Une troupe de six cents soldats entra en campagne. En présence de ce déploiement de forces, Zunet s'enfuit. Malgré une poursuite qui dura trois mois, Zunet ne put être saisi. Les populations se sont immédiatement soumises. »

En décembre 1911, une révolte a éclaté dans le district de Balegga, à l'ouest de la Semliki. Les rebelles assassinèrent le roi du pays, son premier ministre, deux cents de ses partisans, ainsi que trois Européens. Une lutte en résulta entre les tribus, et il y eut 295 morts. Une troupe congolaise, sous les ordres d'officiers belges rétablit l'ordre. .

En février 1912, le lieutenant Moretti dirigea une opération militaire contre les indigènes de la région de Kobé, auteurs d'atrocités et d'actes d'anthropophagie, et qui avaient jusqu'alors refusé d'entrer en relations avec des agents du gouvernement. Quelques mois, affirme-t-on, lui seront nécessaires pour soumettre cette région la plus farouche du Congo.

Une autre expédition s'organisa contre les Baketés sous les ordres du capitaine Declerck.

Pour réprimer ces séditions, et maintenir l'ordre public, une milice indigène a été établie qui comprend 17.833 hommes, sous la direction d'officiers belges au nombre de 45. Ces militaires sont formés dans des camps d'instruction et recrutés chaque année avec le concours des chefs indigènes. Le décret du 18 novembre 1910 a fixé à 3.375 hommes le contingent de 1911. Il a été fondé une école des candidats sergents comptables, et une autre d'armuriers noirs. L'enseignement donné dans les camps comprend une école pour les enfants de militaires noirs, et un cours pour les gradés et soldats désireux d'apprendre à lire et à écrire.

Grâce à cet effectif, la force publique n'est pas un vain mot. Elle est pourtant encore bien insuffisante, étant donné l'étendue du territoire, et la nature des délits. Elle a suffi pour faire cesser les mouvements d'émigration auxquels recouraient les indigènes pour échapper à leurs ennemis réels ou imaginaires.

Ainsi donc, depuis l'occupation du pays par les blancs, une certaine sécurité règne. Les indigènes courent moins le risque d'être attaqués par d'autres. « Sans l'installation des Européens, est-il dit dans la monographie des Bangala, les Bwela auraient disparu, mangés ou vendus par les Bangala au-delà de la Ludouza. »

Telle est la première modification de la condition des indigènes. Les blancs exercent vis-à-vis d'eux une sorte d'office de protection ou de défense élémentaire. Ils pratiquent en leur faveur une tutelle qui leur garantit un minimum de sécurité dans l'existence ; ce qui, au lieu des dangers auxquels ils étaient exposés auparavant, leur a assuré un état de paix relatif — condition primordiale de l'organisation d'une société.

ORGANISATION DES CHEFFERIES INDIGÈNES.

Tout était à créer au sein de cette barbarie.

Pour initier graduellement les indigènes au mécanisme d'une vie moins inférieure, il fallait trouver un point d'appui, il fallait, tout en maintenant les cadres de cette société primitive, trouver un principe sûr d'évolution, un moyen d'action efficace.

On crut l'avoir rencontré dans le chef indigène.

Il n'y a pas de question plus délicate et plus difficile à résoudre. D'une part, pour agir sur le noir, une autorité était nécessaire. Le chef indigène était l'intermédiaire tout désigné. Le gagner par des cadeaux, contracter avec lui un lien d'amitié par l'échange du sang, l'entourer de considération, telle fut la première phase. Le chef maintenu dans ses privilèges, accru dans son prestige, se prêta volontiers à l'office qu'on désirait de lui. Jusqu'alors on semblait favoriser sa tyrannie, se faire le complice de ses crimes contre la civilisation. On gagna à cette période de mieux connaître le pays et les mœurs des indigènes, de s'établir le plus solidement possible, et d'être peu à peu assez fort pour parler en maître. La seconde phase consista à affirmer son pouvoir sur le chef lui-même, à lui dicter des ordres, tout en lui maintenant certains avantages de sa fonction. Le chef se révéla tel qu'il était, aussi barbare, sinon plus, que ses sujets, et dépourvu

d'autorité et de bon vouloir vis-à-vis d'eux quand il s'agissait d'aller à l'encontre de la coutume, c'est-à-dire de réprimer des vices séculaires.

Le problème consiste donc à préparer des chefs indigènes qui peu à peu profitent de leur autorité pour communiquer aux autres noirs les éléments de la civilisation, dont ils auront eux-mêmes tout d'abord apprécié les bienfaits. La période de transition sera longue. Elle exigera une longue patience et un persévérant effort. C'est dans la formation des chefs indigènes que réside la solution.

Aussi, après avoir rendu justice aux tendances civilisatrices du décret sur les chefferies et les sous-chefferies indigènes, la commission pour la protection des indigènes a-t-elle écrit dans son rapport (1) « Quels pouvoirs donnés à des gens si suspects d'abuser toujours de leurs droits ! » — « Et chose étrange, est-il mentionné plus bas, à côté de ce droit exorbitant accordé à un sauvage, le fonctionnaire européen, quel que soit son rang, est complètement désarmé vis-à-vis de la population indigène. »

La commission ajoute : « La défiance de certains fonctionnaires à l'égard des chefs indigènes est telle qu'il se font scrupule de les instruire de leurs droits. En résumé, nous estimons que les chefs actuels sont, dans leur ensemble, incapables de

(1) Documents annexes XVII, p. 112.

faire appliquer le programme civilisateur tracé par le décret du 22 mai 1910 ; qu'il faut toutefois maintenir leur autorité tout en surveillant leur action, parce qu'ils sont les intermédiaires nécessaires entre l'administrateur européen et les populations ; mais que, d'autre part, il est indispensable de préparer les futurs chefs au rôle que nous voulons leur confier et qu'en attendant nous devons non pas étendre leurs pouvoirs mais les restreindre. »

De ce vœu, deux choses sont à retenir : l'indication d'une méthode (l'éducation du futur chef noir) et l'indication d'une attitude vis-à-vis des chefs indigènes considérés comme trop puissants par les membres de la commission de la protection des indigènes.

Le problème sur ce second point est en réalité fort embarrassant. Par suite de l'application du décret du 22 mai 1910, ont été constituées environ 2.000 chefferies, auxquelles ressortissent tous les indigènes. Ces chefferies doivent être délimitées par le commissaire du district conformément à la coutume, et tous les indigènes adultes doivent être inscrits au poste dont relève la chefferie. Cette organisation rappelle l'organisation communale. Les chefs sont investis d'une autorité très étendue. Ils sont brevetés (art. 10) et appointés par l'Etat (art. 11). Leurs attributions ressemblent assez à celles d'un bourgmestre ou d'un maire. Ils servent d'agents de transmission entre le pouvoir central

(représenté par le chef de poste) et leurs administrés. Ils sont tenus de faire la police, d'assurer l'hygiène, de concourir à la perception de l'impôt et à la levée des contingents de la milice, de veiller à l'accomplissement de certains travaux publics : voirie, entretien des routes, construction d'école, établissement de cimetière, enfin d'informer le chef de poste de ce qui se passe dans leur territoire.

Leurs pouvoirs sont ainsi déterminés par l'article 17 :

Article 17. — Le chef et le sous-chef exercent leur autorité dans la mesure et de la manière fixées par la coutume indigène, en tant qu'elle n'est contraire ni à l'ordre public universel, ni aux dispositions législatives ou réglementaires qui ont pour but de substituer d'autres règles aux principes de la coutume indigène.

Et l'exercice des sanctions dont ils disposent est restreint par l'article 20.

Article 20. — Il est interdit au chef et au sous-chef indigène d'infliger des peines corporelles autres que celles du fouet et de punir de cette dernière peine les vieillards, les infirmes, les femmes et les enfants.

La peine du fouet ne peut comporter plus de douze coups. Elle est appliquée de la manière prévue par les règlements généraux de la Colonie.

Au Rapport de la Commission des indigènes, aux affirmations du député Hymans, le ministre répon-

dit : « Je me blâmerais d'avoir signé un décret que les fonctionnaires n'oseraient appliquer. Votre rôle d'opposition est bien facile. Vous entendez des hommes, en qui vous avez confiance, affirmer des faits qui vous paraissent frappants et dignes d'attention, et vous apportez ces faits à la tribune sans qu'on puisse connaître vos auteurs et le degré d'autorité qu'on peut attacher à l'affirmation dont vous vous faites les échos. Or, je sais que ni dans les dossiers que je possède ni dans les rapports qui me sont parvenus, il n'y a trace de la situation dont a parlé M. Hysmans. On a tellement bien fait connaître aux chefs les pouvoirs qui leur ont été reconnus que, dans certaines régions, notamment au Katanga, on a traduit en langue indigène les principales dispositions du décret sur les chefferies et que les chefs les ont apprises par cœur. Ces pouvoirs sont-ils excessifs ? Ils ne le sont pas. » (1)

Et M. Renkin rappela qu'aux termes du décret un droit d'évocation et de révision est réservé à tout magistrat contre les sentences des chefs quelles qu'elles soient et qu'ainsi non seulement le pouvoir juridictionnel des chefs indigènes était limité par les principes généraux de la civilisation, par la lé-

(1) Annales parlam. Séance du 15 février 1912. p. 802. Les chefs indigènes sont compétents en matière civile et commerciale, mais la juridiction européenne devient seule compétente si une des parties en cause veut lui soumettre le différend. cf. A. Gohr, de l'organisation judiciaire et de la compétence en matière civile et commerciale au Congo. Liège 1910,

gislation et par les dispositions réglementaires ; mais qu'il l'était encore par le contrôle des magistrats.

Chose étrange pourtant, le chef noir peut user vis-à-vis des indigènes des prérogatives que lui consacre la coutume (et ici la latitude est grande) et un blanc doit demeurer vis-à-vis de ces mêmes indigènes dans les limites étroites de la civilisation, mais quel mot vague ! La civilisation musulmane comporte la polygamie. La civilisation athénienne admettait l'esclavage. Or, ces deux institutions, polygamie et esclavage domestique, sont à la base de l'organisation indigène. Dès lors, les chefs indigènes se trouvent en état permanent de violation des principes de la civilisation, donc du décret les instituant.

Et puis quelle infériorité pour le blanc de ne pouvoir, à l'instar du chef nègre, se faire justice lui-même. Le député rapporteur du budget, M. Tibbaut, cite deux faits à l'appui. Le premier est un exemple d'un blanc qui, ayant appliqué un soufflet à un noir se vit condamner à payer à ce dernier 5 francs d'indemnité. La conséquence de ce jugement fut que les noirs se faisaient donner des soufflets pour recevoir 5 francs. L'autre fait concerne un commerçant du Kasai, qui fut poursuivi pour avoir traité un indigène de sale nègre. (1)

(1) An parlem. p. 822, séance du 16 février 1912.

Il y aurait danger à paraître maintenir les chefs indigènes dans leurs pouvoirs d'une façon trop absolue, de même qu'à appliquer trop facilement des sanctions aux blancs en présence des indigènes, car il importe de se préoccuper des répercussions que peut avoir l'exercice de la justice sur des esprits accessibles à la seule influence de la force.

Ni le rapport Tibbaut, ni le discours du ministre ne fournissent aucun renseignement sur la manière dont fonctionne l'institution des chefs indigènes. Les renseignements ont eu cependant le temps de parvenir à l'administration au courant de l'année écoulée. Le point intéressant à connaître eût été de savoir dans quelle mesure les magistrats ont usé du droit de contrôle qui leur est dévolu.

Des documents produits, il ressort, d'une part que les chefs indigènes ne sont pas à la hauteur de leur mission, et qu'il faudra attendre de nombreuses années avant que leur maintien soit justifiable par les services directs rendus à la cause de la civilisation. Ce n'est que peu à peu qu'il sera possible de faire sur eux une pression efficace pour les amener à introduire dans leurs mœurs, et les coutumes de leurs sujets, des habitudes conformes aux principes élémentaires du bon ordre, de la justice et des convenances morales. L'institution traverse une phase de transition, elle est appelée à être modifiée progressivement dans le sens d'une subordination plus complète à l'autorité des représentants de la puissance civilisatrice,

CHAPITRE VII

Nouvelles conditions au point de vue économique.

Conquérir le Congo, pour y asseoir leur domination politique, pacifier le pays, réprimer la traite des esclaves, organiser l'administration indigène, tel a été l'objectif de la période de premier établissement.

Aussitôt après, devait venir l'organisation économique de laquelle dépend surtout la constitution du milieu social. Il importait de prendre les mesures nécessaires pour favoriser le développement de l'activité des indigènes, ou mieux, il s'agissait d'éveiller l'activité de ceux-ci. Le but à atteindre était d'apprendre au noir à travailler pour un salaire. Car, selon la remarque du professeur Rathgen « ce que le nègre ne connaissait pas, ce n'est pas le travail, c'est le salariat. (1) » La difficulté était de préparer

(1) Loc. cit. p. 8.

les indigènes à travailler pour d'autres. Jusqu'alors ils se contentaient de se battre, de chasser et vivaient au jour le jour du produit d'une activité rudimentaire. Déjà le régime Léopoldien leur avait imposé l'obligation de la récolte du caoutchouc, forme sous laquelle ils acquittaient l'impôt. Le grave défaut de ce système consistait à les astreindre à un effort dont ils n'appréciaient en aucune façon le résultat. C'était pour eux simplement une manière de servitude nouvelle à laquelle ils ne pouvaient se dérober sous peine de châtiments corporels.

Le travail libre. — Ils trouvèrent donc un grand changement dans leur condition, par suite de l'application du décret du 22 Mars 1910, réglant la récolte des produits végétaux dans les terres domaniales.

Par les dispositions du décret était aboli le régime de l'exploitation en régie (en trois années à dater du 1^{er} juillet 1910.) Dorénavant, les indigènes pouvaient librement, sans formalité, récolter le caoutchouc, et le vendre aux particuliers (au lieu de le remettre comme auparavant aux agents de l'Etat.)

Ce décret opéra un bouleversement dans les procédés d'administration de la colonie, en même temps qu'une modification des plus heureuses des conditions d'existence des indigènes. « Ce fut, au dire de M. Morisseaux, une révolution dans l'administration congolaise. L'indigène recouvrant la liberté de ses occupations dans un milieu qui était

le sien, et pouvant disposer du produit de sa récolte, cela inaugurerait une ère nouvelle. »

A un autre point de vue, cette réforme constituait une heureuse solution de la question si longuement discutée du régime foncier dans la colonie. En même temps que s'établissait le nouveau système, l'état négociait avec les grandes compagnies le rachat de leurs monopoles, et sans renoncer à maintenir ses droits sur le domaine public, se disposait à faire une part plus grande au domaine privé et à favoriser l'accession des indigènes à la propriété soit collective, soit privée. Il ne s'agissait point de reconnaître des droits aux indigènes sur la propriété du sol en général, ni de les exproprier en leur allouant une juste et postérieure indemnité. Les droits sur le Congo (dans l'ensemble) n'appartenaient à personne. L'occupation était suffisamment justifiée par le motif d'utilité publique. En négligeant la mise en valeur de leur territoire, les indigènes frustraient le patrimoine commun des hommes. « Peut-on dire, argumentait M. Le Grand (1), que les sauvages sont les véritables propriétaires du sol qu'ils se bornent à parcourir ou qu'ils laissent inculte autour d'eux, alors que tant de nations européennes manquent de terres nécessaires à leur nourriture. » D'ailleurs, au début, les explorateurs avaient traité avec les chefs indigènes, et l'état indépendant possédait légitime-

(1) Le Grand. — La liberté du commerce dans le Bassin conventionnel du Congo. Bruxelles 1906.

ment le droit d'exploiter le Congo. Les abus auxquels avaient pu donner lieu le mode d'exploitation n'annulaient pas le droit de l'Etat, et la Belgique en recueillant la succession avait hérité du même droit. Enfin, les indigènes n'étaient nullement spoliés. Ils n'avaient aucune notion de la valeur des terres, ni du droit de propriété « aucune contre-valeur n'existait dans leur esprit pour la chose qu'on était présumé leur enlever, remarque M. Waxweiler (2). Et divers faits observés au Congo avaient montré, par exemple, qu'après avoir reçu le prix de plantations, des indigènes persistaient à vouloir en vendre les produits. « Dans un esprit d'équité, ajoute le même auteur dans une note, il est désirable que toute atteinte profonde aux usages et aux habitudes des indigènes soit l'objet d'une compensation qui fortifie en eux l'idée de l'équité, fondement de la discipline politique. »

Malheureusement, le goût pour la propriété foncière est peu développé chez l'indigène. Il est pour ainsi dire inexistant. Il n'a guère connu jusqu'ici que la propriété collective, et l'organisation, la consolidation officielle de la chefferie n'est point de nature à lui ouvrir de nouveaux horizons. Seuls ceux qui sont arrachés à leur milieu naturel par suite de leurs occupations avec les blancs, tels les miliciens, les employés aux services publics, les serviteurs de l'Etat en un mot, seuls ceux-là sont

(2) Le régime foncier du Congo belge, p. 20.

pourvus d'une propriété particulière. Dans la pratique, toute terre occupée par un indigène est la propriété de celui-ci. On lui laisse même une étendue triple de celle occupée. (1)

Cette diffusion tentée de la propriété quiritaire, contraire à la coutume indigène, fait l'objet des préoccupations de la commission des indigènes. Mais l'objection qu'elle oppose à la réalisation d'un pareil projet est curieuse, et vaut d'être signalée :

« Dans certains centres, tel le pays qui sépare Tahitadi de Luebo, en passant par Luluabourg, tout est prêt pour une pareille évolution. Les Baluba, qui ont fui la région de l'entre Lubi Bushimai, dévastée par la maladie du sommeil et dont les coquettes habitations jalonnent la longue route, paieraient sans hésiter le droit de propriété sur les terres qu'ils occupent.

« L'essai pourrait sans doute être tenté dans cette région-là ; mais la difficulté que nous redoutons est celle d'établir les titres de propriété de tant de gens. L'administration est-elle en mesure de faire face à cette tâche énorme ? »

Certes, la difficulté était inattendue.

C'est donc à désagréger la chefferie indigène à base de propriété commune que doivent, par voie directe, tendre les efforts; en même temps que, contrairement à ce but réel, on maintient provisoirement l'autorité du chef.

(1) Conférence du commandant Michaux, op. cit. P. 579.

De l'ensemble de ces mesures tendant à l'individualisation de la propriété, mesures prises par décret en supprimant les concessions pour laisser place au libre jeu de la concurrence, dont bénéficieront les indigènes fournisseurs de main-d'œuvre, et mesures prises par la pratique de l'administration qui constitue des domaines privés en faveur des indigènes serviteurs de l'Etat, résultera dans l'avenir une amélioration notable de la condition des noirs. Succédant aux abus du travail forcé, fonctionné actuellement le régime du salariat, appliqué à la main-d'œuvre indigène. Non sans optimisme, le rapporteur du budget colonial, le député Tibbaut, le constate dans les termes suivants :

« Le salaire des travailleurs noirs est payé en numéraire dans tous les territoires de la colonie. Les salaires ont été relevés sérieusement déjà en 1910. C'est ainsi que les artisans indigènes du Haut-Congo ont reçu jusqu'à cinquante pour cent d'augmentation. Il sera procédé à une nouvelle classification des travailleurs et artisans, employés par la colonie, afin d'améliorer le sort des travailleurs noirs intelligents, habiles et aptes à rendre de sérieux services. On étudie la généralisation du système de travail à la tâche qui constituerait, au dire de certains fonctionnaires, un puissant stimulant pour le noir. Ce système le conduirait à des conditions matérielles d'existence meilleures et le pousserait à fuir la paresse et l'indolence. Le recrutement du

personnel indigène est assez difficile parce que la demande de travail a augmenté fortement. »

Les chiffres manquent à l'appui de cette affirmation qui eussent fait valoir l'importance de la réforme réalisée. Combien y a-t-il de travailleurs noirs rémunérés ? Quel est le taux de leur salaire ? Nous savons qu'il y a des travailleurs engagés à raison de 5 à 6 francs par mois. Il est question, dans l'affaire du P. Canibier, de trois Balubas ayant loué leurs services pour 4 fr. par mois.

Si minime qu'il soit, le salaire de l'indigène est un trésor pour celui-ci. Par l'habitude qu'il contracte à le gagner, à le dépenser, il fera peut-être son initiation à la vie économique. Ainsi s'ouvriront, se développeront et se satisferont ses besoins. Le directeur de la Tanganika Company, M. R. Williams, écrivait en 1906 à son représentant au Katanga au sujet de l'importance d'un bon paiement pour l'indigène :

« Plus vous le paierez en or et lui assurerez des magasins remplis de toutes sortes de beaux effets, de perles, de pots, de casseroles, de confiture (qu'il adore), de couteaux, etc., plus il poussera d'autres indigènes à venir gagner de l'argent, quand, chargé des produits de son travail, il rentrera au village d'où il était parti nu et pauvre. Il représente vraiment le pauvre mendiant de notre pays qui quitte un milieu (homme) de pauvreté et de lutte, et revient, comme une sorte de richard, déposer son gain, aux pieds de ses parents, de sa femme ou de

sa fiancée. Le résultat net est que toutes les autres femmes deviennent jalouses quand elles voient les dames amies du richard ornées de toutes les belles choses qu'il leur a données : et alors tous les hommes sont tenus de faire de même, et ces mises deviendront populaires (1). »

Impôt en numéraire. — La seconde modification considérable a été la substitution de l'impôt en numéraire à l'impôt en nature. Le décret du 17 mars 1910 a établi la législation fiscale sur de nouvelles bases. Il ne concerne les indigènes que dans le cas où ceux-ci sont propriétaires ou patrons. Le régime des prestations institué par le règlement de 1903 subsiste avec la double modification de l'impôt payable en numéraire, d'après un taux variable, fixé par le gouvernement général, et allant de 5 à 12 francs.

Nouveau stimulant pour les noirs, cet impôt, dit le rapporteur « a reçu partout un accueil empressé de la part des indigènes (2) ».

Il faut, pour partager l'impression de M. Tibbaut, rappeler deux choses, d'abord que ce régime remplaçait celui du travail forcé et de la redevance en nature, ensuite qu'il n'a été appliqué que dans la mesure des ressources dont disposaient les indigènes, c'est-à-dire que ne l'a acquitté que quiconque a bien voulu.

(1) Le régime foncier du Congo belge, p. 38.

(2) Rapport Tibbaut, p. 90.

Certains détails que mentionne le rapporteur sont typiques de la mentalité des indigènes, et témoignent d'un enthousiasme inexplicable chez tout autre peuple que ce peuple d'enfants : « Le nouveau régime fiscal a reçu partout un accueil empressé de la part des indigènes. Dès le début, ils ont mis beaucoup de bonne volonté dans l'accomplissement de leurs obligations. Des populations qui s'étaient toujours montrées réfractaires à toute imposition, tels les indigènes de la Mongola, ont fait les plus louables efforts pour s'acquitter de l'impôt. Bien plus, des indigènes inconnus de l'agent recenseur se sont présentés spontanément pour acquitter l'impôt. Le jeton métallique remis en acquit de l'impôt n'a pas peu contribué à stimuler les bonnes volontés. »

En 1910, l'impôt indigène a produit 1 million et demi, le rapporteur estime qu'en 1911 les recettes atteindront le chiffre de 4 millions. Afin de faciliter les échanges, et pour rétribuer le travail indigène, il a été importé en numéraire une somme globale de 12.164.000 francs pendant l'année 1910.

Mais la commission de protection des indigènes est loin d'éprouver la même satisfaction que le rapporteur. La situation lui paraît moins brillante ; les privilèges consentis aux grandes compagnies devaient disparaître pour faire place à un mouvement d'intense activité commerciale stimulée par la concurrence. Il n'en a rien été. L'initiative des com-

mercants a été, sinon nulle, du moins insuffisante. La concurrence n'a produit aucun des heureux effets qu'on attendait d'elle. Et la commission en exprime ses regrets : « Sous ce rapport, nous, protecteurs des noirs, devons regretter qu'il en soit ainsi. Dans une grande étendue de territoire, les prix d'achat de caoutchouc sont restés très bas. La concurrence aurait amené la hausse certaine de la valeur du produit. Aux conditions de vente actuelles, les contribuables récolteurs auraient eu, malgré la modération de la taxe, à s'imposer un sacrifice appréciable pour satisfaire le fisc, si l'administration n'avait fait preuve d'une réelle sollicitude envers les populations. Elle s'est bornée à réclamer l'impôt sans prendre aucune mesure à l'égard des retardataires. Les indigènes ont payé ce qu'ils ont pu. Nous sommes tentés de dire ce qu'ils ont voulu. »

Dans le domaine des faits économiques le jeu des répercussions est extrêmement complexe. Leur mécanisme est savant, et il n'y faut toucher qu'à bon escient.

Organisation de l'Agriculture. — En dehors de toute méthode de réglementation, l'action du gouvernement a porté sur un des points de capital intérêt pour l'avenir de la colonie : l'organisation de l'agriculture, de beaucoup plus importante, a dit le ministre, que celle des mines, (notamment au point de vue de l'indigène).

Le service de l'agriculture s'est occupé de dresser un plan complet de documentation sur les cultures indigènes. Il a fait parvenir aux agents d'Afrique un questionnaire touchant les points suivants : 1^o Etude du sol ; 2^o agriculture indigène ; 3^o Elevage indigène.

Les renseignements obtenus serviront à la confection d'une monographie agricole de chaque région.

Deux agents ont été spécialement chargés d'étudier l'agriculture indigène dans le Bas-Congo et le Mayumbé.

Le gouvernement s'est efforcé de développer chez l'indigène le goût de l'agriculture.

Il a remis gratuitement à des indigènes de plusieurs régions, notamment dans le district de l'Aruwimi des houes et les semences nécessaires à la culture du riz et les appareils décortiqueurs destinés à la préparation de cette céréale.

Les chefs des centres d'élevage de la colonie se sont mis en rapport avec les populations pour leur fournir, sous certaines conditions, des animaux reproducteurs.

Des jardins d'essai pour les plantes, et les cultures ont été créés, notamment dans le Bas-Congo (à Lemba) et un nouveau jardin botanique (à Zambi) s'est ajouté à celui d'Eala.

Soucieux d'assurer des ressources aux indigènes, le ministre, dans un décret relatif à la récolte des produits domaniaux, veillait à prévenir les abus.

précisait les procédés de récolte du latex des arbres à caoutchouc, créait des réserves forestières, en un mot pourvoyait à l'avenir de la colonie, en ménageant sagement l'exploitation de la principale matière commerciale.

Peut-être l'action gouvernementale eût-elle dû s'appliquer également à une autre ressource indigène de grande importance, au dire de certains spécialistes (1). Avec le Manioc, les bananes, les arachides, le riz et la chickwangue, les poissons constituent le principal aliment des indigènes. Procurer des vivres à un nègre que le besoin risque de ramener à l'anthropophagie, c'est faire œuvre civilisatrice au premier chef. La pêche, comme la chasse, est une des occupations essentielle de l'indigène, et les riverains s'y adonnent habituellement. Bien que pratiquant la pêche avec dextérité, les nègres ignorent tout l'art du pêcheur. Il leur eût été très profitable d'apprendre à installer des pêcheries, de connaître les mœurs des poissons, l'influence des saisons, des crues, du climat, d'être instruits de la fabrication des engins, de la conservation du poisson (tranchage, salage, séchage, fumage). Peu industriels, le nègre ne perfectionne pas les engins primitifs dont il se sert, et les place en toute saison au même endroit. « Tandis qu'un apprentissage de deux ou trois ans sous la surveillance coûteuse d'un blanc est nécessaire pour former un artisan

(1) Cf. Goffin. Les pêcheries au Congo,

noir passable, soit maçon, charpentier, mécanicien, ou armurier, un pêcheur expert pourrait être formé selon nous, en six mois maximum. » C'est M. Goffin qui parle et l'on peut faire crédit à son expérience.

Suppléant à l'initiative de l'Etat, une Société s'est formée dernièrement à Bruxelles en vue d'étudier les moyens de remédier à la disette des produits alimentaires dont souffrent au Congo surtout les noirs. Le commandant Wilvert, qui a séjourné longtemps au Congo, et s'est occupé spécialement des pêcheries, a été nommé directeur.

M. le colonel Thys, à l'assemblée extraordinaire de la Cie du Congo pour le commerce et l'industrie, a proposé de prendre une participation dans les pêcheries du Congo belge. « Il s'agit, a-t-il dit, d'un essai de pêcheries qui cherchera à solutionner le problème de l'alimentation des indigènes au moyen de poissons séchés et fumés. La Société Générale de Belgique qui s'est occupée de reprendre des essais de pêches au Congo, s'est adressée à nous et nous a demandé si nous ne serions pas disposés à prendre un intérêt dans cette étude. La nouvelle société sera constituée avec un capital de 650.000 francs pouvant être porté ultérieurement, si les essais sont concluants, à deux millions de francs. On fera des expériences dans le fleuve et dans l'Atlantique; une fabrique de glaces sera installée à Boma. Au début l'entreprise se servira d'une embarcation à essence, et plus tard d'un chalutier de haute mer. »

Mais les ressources de la pêche, bien qu'étant considérables, seront toujours restreintes en fait aux riverains. C'est donc à l'agriculture que l'indigène demande surtout des moyens d'existence (1). Dans le but de le fixer au sol, le décret d'organisation des chefferies prescrit l'enregistrement du noir à l'aide d'un livret d'identité, et lui interdit d'émigrer de sa chefferie, sans être muni d'un passeport de mutation. On voudrait ainsi l'obliger, pour se nourrir, à travailler la terre sur laquelle il se trouve. Autre restriction à sa liberté : l'Etat prélève une part dans les chasses de l'indigène, entre autres l'ivoire qui est obligatoirement soumis à l'enregistrement de l'administration (décret du 15 mars 1910). Toutefois, un autre décret du 9 février 1911, autorise l'indigène à remplacer cette prestation par un paiement en numéraire (la valeur du kilogramme d'ivoire étant fixée à 18 francs).

Rien ne semble légitimer ce prélèvement par l'Etat sur le produit du travail de l'indigène. Celui-ci ayant acquitté l'impôt, il peut paraître excessif de le soumettre à de nouvelles taxations. A trop intervenir dans les profits que peut faire l'indigène, on risque de le décourager.

(1) Il semble qu'en interdisant de vendre des armes à feu aux indigènes, on les prive d'un moyen de se procurer aisément des vivres par la chasse. Il faut convenir que l'usage des armes à feu serait dangereux dans de telles mains. Plus tard peut-être, trouveront-ils dans la chasse une activité conforme à leurs goûts, précieuse pour leur alimentation et pour leur commerce.

L'éducation professionnelle. — Par contre, un domaine où l'intervention de l'Etat doit se donner carrière, c'est celui de l'éducation, dont nous reparlerons à nouveau en envisageant les nouvelles conditions des indigènes au point de vue moral.

Nous avons indiqué déjà que l'Etat dresse des indigènes à être miliciens, qu'il y a des écoles pour les préparer à leur carrière. Un grand effort a été fait pour donner aux noirs des notions pratiques. Ici l'Etat s'est surtout borné à encourager, à subventionner l'initiative des missionnaires, sur l'œuvre desquels il exerce un réel contrôle. Des écoles professionnelles, des ateliers, des fermes-chapelles ont été fondées, qui rendent les meilleurs services.

Un détail amusant montre jusqu'à quel point les indigènes étaient peu préparés à profiter des leçons de leurs maîtres. Il est rapporté par le député Flichet. Il cite le cas d'un missionnaire « qui avait donné un jour, à un indigène, un bœuf et une charrette pour faire de l'agriculture et qui, s'étant absenté pendant plusieurs jours, apprit, à son retour, que cet indigène n'avait pas fait de culture, mais qu'il était parti, après avoir fait cuire le bœuf avec le bois de la charrette (1) ».

L'état général des missions catholiques au Congo belge dressé à la date du 1^{er} mai 1910 (2) mention-

(1) *Ann. parlem.* 16 février 1912, p. 827.

(2) Exposition de Tervueren. Se trouve dans le *Bulletin de la Soc. roy. de géographie d'Anvers*, 1910, t. 34, p. 426.

ne, dans cet ordre d'idées, 9 écoles ménagères, 88 ateliers divers. Les fermes-chapelles ne sont pas indiquées dans ce tableau. Pourtant ce fut à leur sujet que d'interminables discussions furent soulevées à la chambre des représentants, soit dans l'interpellation Vandervelde, soit à l'occasion du vote du budget (1).

D'après les renseignements fournis par le Ministre, il y a différents types de fermes-chapelles.

Aucune mission ne limite son action aux postes où sont établis les missionnaires. Toutes — catholiques ou protestantes — s'efforcent de rayonner à l'aide de postes avancés. Mais ces postes avancés n'ont pas tous le même caractère. Tous sont placés sous la direction d'un indigène converti et formé par la mission. Ces indigènes sont appelés *capitas* ou catéchistes dans les missions catholiques, *teacher* dans les missions protestantes.

Or, ces postes avancés : fermes-chapelles, écoles-chapelles, peuvent se ramener à deux types : ou bien le catéchiste s'établit dans le village d'accord avec le chef et donne l'enseignement à tous, enfants et adultes, indistinctement ; ou bien le poste est établi en dehors des villages, ceux qui s'y rattachent sont séparés de la vie indigène et, par conséquent, la mission devant assurer la subsistance de ses adeptes, est amenée à créer des cultures.

(1) Cf. le compte rendu des séances du 31 janvier, du 7, du 9 et du 16 février 1912.

Les fermes-chapelles des Pères-Jésuites se rattachent à ce deuxième type.

Les controverses auxquelles la méthode des Jésuites a donné lieu ne se rapportent pas à proprement parler à l'existence des fermes-chapelles, mais à des modalités : 1^o au point de savoir si dans l'application de la loi sur la tutelle on n'allait trop loin en considérant comme orphelins les enfants qui ont perdu leurs père et mère, et s'il ne fallait pas tenir compte, suivant la coutume indigène, des droits de l'oncle maternel ; 2^o au point de savoir s'il est bon de limiter l'évangélisation aux enfants, ou s'il ne faut pas s'adresser aussi aux adultes ; 3^o au point de savoir s'il ne vaudrait pas mieux substituer l'école librement fréquentée à la ferme-chapelle, créant des centres de vie indigène en dehors des chefferies.

Nous apprenons aussi qu'il existe au Kwango plus de quatre cents fermes-chapelles fondées par les Pères Jésuites, et que les critiques du substitut Leclercq rapportées par M. Vandervelde ne visent que les seize fermes-chapelles dirigées par le Père Allard, dans lesquelles se seraient produits des abus tels que le vol des enfants aux parents par les catéchistes noirs pour assurer le recrutement des fermes-chapelles, l'obligation pour ces enfants de travailler sans rémunération, enfin la main-mise absolue des Jésuites sur les biens de l'indigène, par l'effet du contrat spécial appelé « ntwadi ».

Le ministre M. Renkin s'efforça de mettre la

chose au point, de réduire le reproche à sa juste valeur et protesta contre la tendance des députés Vandervelde et Hymans à l'ériger en système. Il cita l'exemple de la France, des Etats-Unis, de l'Angleterre, et pour conclure rappela que près de 200 missionnaires avaient déjà donné leur vie pour la civilisation du Congo belge.

Pour mieux accomplir leur mission d'éducateurs des noirs, les Jésuites avaient emprunté à la coutume indigène un contrat dont ils avaient fait une ingénieuse application. Le n'twadi consistait à faire aux indigènes — soit collectivement, soit individuellement (aux jeunes mariés) une avance de bétail et d'instruments agricoles. Le n'twadi collectif aboutissait à la création d'une ferme-chapelle, d'un véritable centre de vie indigène — sous le contrôle direct des pères qui maintenaient leur droit de propriété. Le chef de cette communauté d'un genre spécial était toujours un catéchiste. Moyen de relèvement économique de première importance, par l'avance d'un matériel sous forme de crédit --- contrat analogue au bail à cheptel --- affirmait le député Tibbaut --- tel était le n'twadi.

« Je me représente, disait M. Tibbaut que si, dans chaque région, on pouvait soutenir ainsi un jeune ménage, le transformer en un agriculteur fixé au sol, ayant une habitation en matériaux durs, possédant des cultures et des troupeaux, et s'entourant d'un peu de confort et de bien-être, son exem-

ple rayonnerait par la force de l'attraction, et la voie agricole serait ouverte, voie qui conduit à la stabilité des conditions d'existence et aux premières notions du progrès économique ».

Le feu avait été mis aux poudres par le rapport d'un jeune substitut M. Leclercq qui, chargé d'une enquête, avait visité deux ou trois fermes-chapelles, interrogé quelques Jésuites, et conclu contre le système. M. Renkin, le ministre, réduisit l'incident à ses justes proportions en produisant les explications du R. P. Tibbaut, provincial des jésuites qui réfutaient l'erreur commise par M. Vandervelde (1) à la suite de M. Leclercq. Toutefois, il sembla admettre que les jésuites avaient péché par excès de zèle, puisqu'il maintint la décision du commissaire général du Kwango de transformer peu à peu les fermes-chapelles en écoles libres.

Au lieu de cette violente polémique, qui, à la lecture du compte-rendu des séances, paraît disproportionnée à son importance, il eût été préférable de trouver, dans les feuilles officielles, le bilan des résultats obtenus avec l'indication des faits précis. A parcourir les documents on éprouve une certaine déception. Les mentions des efforts accomplis sont vagues et générales --- visent à la concision jusqu'à

(1) A juste titre, M^e Tibbaut répliquait : « Lorsque l'honorable M. Vandervelde comparait les procédés des Jésuites aux procédés des proxénètes, il révélait un état d'âme, un fond latent d'anticléricalisme. Des paroles aussi injurieuses ne viennent pas à la bouche de celui qui a le respect au cœur. » *Ann. parlem.* p. 730

la sécheresse — omettent les précisions essentielles — en un mot semblent l'œuvre de bureaucrates (pressés d'en finir et désireux surtout d'éviter de se compromettre) plutôt que de gestionnaires à l'esprit pratique et concret.

« A quoi sert le télégraphe pour l'indigène ? » demandait M. Morel (1). Il semblait ainsi méconnaître les relations complexes, et pourtant très simples, qui constituent la trame de la vie organisée. Répondre à une telle question équivaldrait à douter du bon sens. Faire le tableau de toutes les mesures qui ont été prises, de tous les travaux qui ont été exécutés, de tous les moyens d'exploitation économique qui ont été importés au Congo pour la mise en valeur du sol, serait en même temps indiquer combien, grâce à l'introduction de tels avantages, la condition des indigènes a été améliorée.

Des routes s'établissent, des chemins de fer se créent, les voies de communication se multiplient, une ligne de télégraphie sans fil relie Elisabethville à Boma, des automobiles circulent (à Boma et au Katanga), M. Lescarts, chef pilote de la maison Farman a été chargé par le gouvernement d'organiser un service rapide de communication par aéroplane, spécialement dans la région du Katanga. Dès que les stations d'atterrissage seront choisies, on

(1) « In what way does the telegraph benefit the native ? »
Red Rubber, p. 91.

construira des hangars, installera des postes de ravitaillement et le service fonctionnera.

Indépendamment des services directs que peut rendre l'ensemble de ces perfectionnements, leur spectacle constituera pour l'indigène un exemple, affirmera la supériorité du blanc et incitera peu à peu le noir à se hausser à ce niveau. L'intérêt personnel est le meilleur stimulant.

Le milicien se sent fort par son arme et sa discipline (1), le travailleur apprend à connaître la valeur de la monnaie ; celui qui vend le produit de sa chasse ou de sa récolte pour une somme d'argent avec laquelle il s'achète des vêtements et de menus objets, celui-là s'initie au mécanisme de l'échange.

La grande activité commerciale des Belges élargira de plus en plus son domaine. Au même titre, et plus vite peut-être que le missionnaire, le commerçant civilise, au sens large du mot. Bien que reconnue dans les principes, il ne semble pas que l'efficacité de cette influence se soit suffisamment traduite dans les faits au Congo. 2.500 fonctionnaires, 700 missionnaires composent la majorité des blancs. Il ne reste guère qu'un millier de colons — dont tous ne sont pas commerçants. De plus, ces non indigènes, ni fonctionnaires, ni missionnaires, résident presque tous au Katanga. On peut donc dire que

(1) Cf. Rev. George Grenfell and the Congo, by Sir Harry Johnston. 2 v. 1908. London, le chapitre intitulé « Army service as a mean of education. »

personne ou à peu près n'apprend le commerce aux indigènes. La situation menace de rester longtemps sans remède. Tant que le climat sera aussi inclément, que les fièvres et la mouche tsé-tsé séviront, que les nègres n'auront pas de richesses à offrir en échange des marchandises importées, les choses resteront en l'état.

CHAPITRE VIII

Nouvelles conditions au point de vue moral

Les Belges apprennent à l'indigène à respecter la vie des autres, à gagner la sienne, enfin à vivre la vie civilisée, c'est-à-dire morale.

Ils ont à combattre dans ce dernier ordre d'idées deux grands fléaux : la polygamie et l'esclavage domestique, auxquels ils ont opposé un remède général : l'éducation, et un remède particulier : une taxe fiscale.

1° La Polygamie :

« Le spectacle que, tous, nous avons eu sous les yeux, de certains chefs de village, parfois des vieillards débiles s'attachant des centaines de jeunes femmes, alors que des hommes dans la force de l'âge ne parvenaient pas à se trouver une compagne, est trop démoralisant pour qu'une divergence de vues

ait pu se produire parmi nous sur le principe même de la polygamie. »

Ainsi s'expriment les membres de la commission de protection des indigènes.

« Si quelques hommes, constate le lieutenant-général Donny (1), possèdent plusieurs femmes, d'autres en sont donc privés : des crimes fréquents, et une diminution de la natalité sont la suite inéluctable de la polygamie... On n'oubliera pas que presque toutes les révoltes au Congo ont eu lieu au sujet des femmes. »

Quant au remède, le sénateur comte de Ribaucourt dit en parlant des missionnaires : « Eux seuls sont capables de vaincre l'obstacle le plus puissant qui s'oppose à la civilisation du Congo. Ce n'est pas en effet par des lois et des décrets qu'on triomphera de la polygamie. Il faut d'abord transformer les cœurs et inculquer à ces races barbares les principes purs de la morale évangélique (2). »

Toutefois, au dire de M. Delhaise (3), la polygamie n'est point cette institution funeste à la suppression absolue de laquelle il faille dès maintenant s'attacher. Elle marque pour la femme, un progrès notable sur la condition de l'esclave. La femme mariée indigène n'est pas si malheureuse qu'on le pense : « Quoique mariée, elle reste sous la dépen-

(1) *Bull. de la soc. belge d'étud. colon.* Mars 1911.

(2) Rapport de la commission des colonies.

(3) *Bullet. de la soc. roy. de géogr.* 1911, n° 4.

dance de son clan familial. Elle peut quitter son mari à condition que les parents remboursent la somme versée. Cette somme est donc bel et bien une caution, et rien d'autre. Dans l'union polygame, la femme jouit d'une considération égale à celle du ménage monogame. Il y a une hiérarchie parmi les femmes, et elles ont le pas l'une sur l'autre, en raison de leur ancienneté dans le ménage. C'est là une règle très belle qui empêche le mari d'abandonner sa vieille femme pour reporter toute son affection sur une plus jeune. Les droits du mari sont d'ailleurs très limités, et régis par des coutumes sévères ».

L'auteur conclut : « L'interdiction de la polygamie n'est pas possible. Le résultat serait désastreux. »

D'autre part, il donne à la polygamie une cause intéressante à signaler : « Ce qui pousse l'indigène à la polygamie, est la croyance stupide des femmes à la mort inévitable de leur enfant, si elles ont des relations avec l'homme pendant la grossesse, et pendant tout le temps de l'allaitement ».

On voit par ce détail quels services pourrait rendre un enseignement approprié. Le point de vue de M. Delhaise ne pouvait être celui des missionnaires. L'opposition de ces derniers à la polygamie est absolue. C'est une matière de dogme religieux. Aussi la commission de protection des indigènes — bien qu'elle admît qu'il était « indispensable de procéder par étapes » jugea « qu'il était impossible que l'ad-

ministration reconnût officiellement la polygamie, fût-elle limitée ».

L'Etat belge a adopté une voie détournée pour réduire la polygamie.

Taxe fiscale frappant l'indigène polygame.

— Le décret du 2 mai 1910 frappe d'un impôt supplémentaire l'indigène polygame. Le texte, à l'encontre du vœu des missionnaires, reconnaissait officiellement la polygamie. L'article 4 est ainsi conçu : « Le taux de l'impôt supplémentaire est établi en multipliant le taux par le nombre de femmes valides du contribuable, diminué d'une unité. Il ne peut néanmoins, être supérieur à 60 francs par contribuable ».

Mais les missionnaires — ou mieux — la commission de protection des indigènes — exprimait le vœu, en outre, que « tout ministre d'un culte ayant procédé à la célébration d'un mariage religieux puisse procéder à la célébration d'un mariage civil ». La commission s'autorisait de la pratique anglaise et américaine selon laquelle le mariage religieux est valable à l'égal du mariage civil.

Allant plus loin, la commission émettait le vœu que « l'adultère de l'homme et de la femme soit érigé en délit, et que la loi puisse atteindre le complice de l'adultère en même temps que le conjoint coupable ».

Emus de la légèreté avec laquelle les indigènes s'affranchissent de l'obligation principale du ma-

riage — celle de la cohabitation, les membres de la commission demandaient une sanction, soit selon la coutume indigène, soit à fixer par les autorités, pour rendre efficace cette obligation.

Enfin un vœu était adopté (par quatre voix contre une et deux abstentions — les quatre voix des missionnaires catholiques) tendant à la suppression du divorce.

C'était aller un peu vite.

Un autre vœu de la commission des indigènes était relatif à la mise sous tutelle des enfants moralement abandonnés — dont un projet de décret du vice-gouverneur général Henri se propose de régler la condition (en dehors de la loi sur la tutelle existant déjà). « C'est par l'action sur les enfants plutôt que sur les adultes que l'on parviendra à changer la mentalité des indigènes », disait M. Hymans, s'exagérant peut-être l'influence de l'éducation dans un milieu aussi fortement réfractaire que celui des indigènes congolais. Et il ajoutait : « Le rapport annuel ne nous dit rien de l'exercice de la tutelle de l'enfance indigène. C'est là une lacune qui ne peut subsister dans l'avenir. »

L'enseignement. — Ce rapport, qui doit nous renseigner sur l'état de la colonie, sur toute l'activité coloniale et administrative pendant un an, ne consacre qu'une page — une seule ! — à l'enseignement. Que se passe-t-il dans les écoles des missions ? Remplissent-elles leur rôle ? Quelle méthode

d'enseignement suivent-elles ? Quels en sont les résultats ? Quelle est l'efficacité de cet enseignement ? Quels sont les progrès accomplis ? Nous ne savons rien de tout cela. On ne nous fournit aucun renseignement, et cependant l'éducation est l'œuvre-mère ; il n'est pas d'entreprise civilisatrice sans elle ! (1)

Ce fut un de ses collègues, M. Van Cauwelaert qui lui fournit les renseignements désirés :

« Il faut distinguer dans l'enseignement des missionnaires trois parties : d'abord l'enseignement donné aux pupilles qui leur sont confiés par l'Etat ; en second lieu, l'enseignement répondant aux conditions de la convention du 26 mai 1906 ; en troisième lieu, l'enseignement créé par l'initiative privée des missionnaires... »

Il ne serait pas possible de donner le chiffre absolument exact des pupilles que l'Etat a confiés aux missionnaires, mais leur nombre ne dépasse certes pas 2.500 à 2.800.

C'est aux missionnaires eux-mêmes qu'il faut demander le résultat de leurs efforts.

Bien qu'entreprise dans un esprit de prosélytisme confessionnel leur œuvre n'en demeure pas moins au premier chef une œuvre éminente de civilisation et d'éducation des noirs. On compte, d'après les rapports officiels et les renseignements statistiques puisés dans les revues catholiques, un

(1) *Ann. parlem.* p. 657, séance du 2 février 1912.

total de 183.829 chrétiens, (en bloc 200.000 sur 20 millions, soit un centième de la population).

A parcourir sommairement le détail des résultats obtenus, se dégage mieux l'orientation de l'activité des missionnaires. La colonie a été divisée en trois vicariats et 7 préfecture apostoliques.

Dans le vicariat apostolique du Congo belge se trouvent cinquante prêtres, 12 frères et 34 religieuses. A Léopoldville, résidence épiscopale, les frères ont ouvert une école, dont les cours du soir sont suivis par 500 ouvriers de la station.

A la Nouvelle Anvers, dans le district des Bangala a été inaugurée une école centrale. Les religieuses ont recueilli 800 orphelines internes.

L'évêque emploie 430 catéchistes qui reçoivent un salaire mensuel de 7 francs.

A Coquilhatville, les Trappistes donnent aux noirs un enseignement agricole et technique, et les sœurs dirigent des ateliers de tissage. En outre 22 fermes-chapelles, des dispensaires et des garderies ont été fondés.

La préfecture de Matadi est confiée aux Rédemptoristes dont les stations sont établies dans la région des cataractes. Ils donnent aux indigènes un enseignement agricole et professionnel. La mission de Tumba, notamment, comporte 35 hectares cultivés. Ils initient leurs élèves aux méthodes de l'élevage. Parmi les métiers enseignés se trouvent surtout ceux de cordonnier, tailleur, menuisier et maçon.

Préfecture du Congo. — Cette mission compte 20 prêtres, 13 frères et 19 religieuses. Ils ont soigné en une seule année 35.613 malades. Les Jésuites organisent la lutte contre la maladie du sommeil. Ils ont fondé un lazaret à Kisanlu, et rédigent un journal en langue indigène dans lequel ils enseignent les notions élémentaires d'hygiène.

Préfecture du Haut-Kasaï. — Elle est confiée aux missionnaires de Scheut. Elle a fondé 20 écoles et plusieurs lazarets. A Lusambo, les frères sont à la fois instituteurs et infirmiers, pourvus du diplôme de l'Ecole de médecine tropicale.

Préfecture de l'Ubanghi. — L'action des missionnaires dans ces parages est de date récente. Ce sont les capucins qui sont chargés de la mission. Ils sont 5 établis à Banziville.

Préfecture de l'Uélé. — 62 prémontrés se sont établis à Bondo et dans les environs. Aidés des dominicains, ils évangélisent les Azandé et les Mangbétu. Avec le concours de 11 sœurs de Sainte-Marie ils ont fondé un lazaret à Elhembo.

Vicariat de Stanley-Falls. — Une trentaine de prêtres du Sacré-Cœur s'occupent de donner un enseignement professionnel aux indigènes de la contrée, notamment à ceux de l'Aruwimi. Le personnel ouvrier de la mission connaît l'usage du numéraire. A Saint-Gabriel, les apprentis vont même jusqu'à

demander un salaire pour l'éducation qu'ils reçoivent.

Vicariat du Haut-Congo. — La mission est une des plus anciennes. Elle date de 1878. Une cinquantaine de Pères Blancs s'y consacrent et ont fondé d'importantes stations. Citons Baudouinville, Pala et Lusaka sur le Tanganyka. Dans cette dernière ville, une école normale a été instituée pour former des catéchistes; des instituteurs noirs qui comptent une centaine d'élèves. Le catéchiste instituteur est payé 100 francs par an. On cite des cas de vocation religieuse parmi les indigènes hommes et femmes. D'importants établissements agricoles ont été créés, où sont cultivés le froment, la pomme de terre et la plupart des légumes et des fruits d'Europe.

Préfecture du Katanga. — Une douzaine de Pères du Saint-Esprit ont fondé, depuis 1907, trois stations avec des hôpitaux, des écoles et des fermes-chapelles.

Ailleurs, dans le Katanga, des bénédictins, notamment à Elisabethville, s'occupent de colonisation agricole.

Le premier soin des missionnaires, en arrivant au Congo, est d'apprendre la langue indigène. Devenus à leur tour les professeurs des noirs, ils rédigent des manuels pour leur enseigner soit la religion, soit les éléments de l'hygiène.

Une importante contribution à l'œuvre de l'édu-

caïon des noirs a été apportée par les missionnaires qui se sont adonnés à l'étude des dialectes indigènes. Ajoutée à la publication des monographies, celle d'ouvrages destinés à faciliter l'acquisition réciproque des langues européennes par les indigènes, et des langues indigènes par les Européens, a constitué un instrument de pénétration de première utilité. (1).

Le tableau suivant, que nous avons recueilli en feuilletant quelques documents fournis par les missionnaires, est assez éloquent par lui-même :

P. Delaunay. — Grammaire en langue Swahili, 1885.

P. de Beerst. — Grammaire en langue Kitabwa.

P. Van der Mairén. — Grammaire Kiluba-Hemba. Dictionnaire français Kiluba-Hemba.

P. Van Acker. — Dictionnaire Kilobwa-Français et Français-Kilobwa. 1907.

Publications en langue indigène parues sans nom d'auteur.

Une trentaine de publications sont mentionnées p. 433, Bullet. de la Soc. de géog. d'Anvers. T. XXXIV.

— Organes des missions au Congo en langue indigène.

(1) Cf. Franz Thonner — du Congo à l'Ubangi 1911 — qui renferme une revue systématique des langues indigènes.

— Bulletin de N.-D. d'Afrique (Pères Blancs) à Mpala.

— Feuilles périodiques sortant de l'imprimerie de Nouvelle-Anvers. (Congrégation de Scheut).

— Ntetembo éto (notre Etoile, notre guide — bulletin mensuel — Kisanta-Iukisi). Imprimerie Saint-Ignace.

En somme, une centaine de dictionnaires, vocabulaires, grammaires, livres de lecture, traités d'arithmétique, catéchismes ou livres de prières ont été composés (1).

Moralisation par décrets. — A tous ces instruments d'action se joint l'initiative de l'Etat renforçant l'influence des missionnaires — et moralisant parfois par voie de décret.

Voici l'extrait d'une circulaire interprétative de l'arrêté du Gouverneur général du 17 juillet 1900, relatif aux danses indigènes :

« Il a été porté à ma connaissance, que dans nos postes, s'exécutent des danses coutumières, d'un caractère nettement lascif ou obscène. De la part des autorités territoriales, chargées d'être les agents de la civilisation, auprès des populations indigènes, tolérer ces pratiques et ne pas les réprimer pourrait être à juste titre, considéré par elles comme une

(1) Cf. tableau des publications des missions belges exposé à Tervueren en 1910. *La Revue Congolaise*, janv. 1912, p. 301.

marque d'approbation. En conséquence, je rappelle aux autorités administratives des districts et des zones, l'arrêté du 17 juillet 1900, et je les prie instamment de prendre sans retard les mesures que cet arrêté comporte.

« *Le Vice-gouv. général,*

« Signé : GHISLAIN. »

Il est piquant de songer que l'application de cette circulaire qui concerne les indigènes de l'Ubanghi — cannibales d'hier — ne serait pas inopportune dans certaine grande ville civilisée.

En ce qui concerne la boisson, l'alcool, on peut même dire que la morale sera plus sévère pour les indigènes que pour les blancs. Le ministre ayant manifesté l'intention de prohiber l'alcool pour les indigènes — et devant prochainement prendre des décisions à ce sujet (décisions subordonnées à la réunion récente d'une commission internationale à Bruxelles).

Hygiène. — La maladie du sommeil sévit partout, sauf dans le haut Aruwimi et le Katanga. La terrible maladie a fait tant de ravages qu'on peut la considérer comme l'agent le plus actif de la dépopulation au Congo.

Rivalisant avec les médecins — hélas ! trop peu nombreux (une centaine environ) les missionnaires — nous l'avons vu — multiplient les efforts pour soigner les malades, et inculquer aux indigènes les

notions d'hygiène élémentaire (1). 25 hôpitaux, 14 lazarets, 55 dispensaires sont dirigés par les missionnaires catholiques.

Caisse d'épargne. — Dernière mesure dont les missionnaires souhaitent l'extension aux indigènes. Il s'agit de la Caisse d'épargne — déjà instituée dans la colonie — mais qui ne fonctionne que dans quelques rares centres. Les membres de la Commission de protection des indigènes, tout en formulant ce vœu, ne semblent pas en attendre de grands résultats : « Il est illusoire d'espérer, disent-ils, que le noir — si enfant et si enclin à la dépense — puisse conserver lui-même le peu d'argent qu'il épargnera. Il faut lui fournir un moyen de garde, plus sérieux que sa mauvaise malle, et qui ne lui laisse pas, en tout temps, la libre disposition de ses économies. »

2° L'esclavage domestique. — Le rapport de la Commission de protection des indigènes, copieux et persuasif, quand il est question de polygamie ; le rapport Tibbaut, abondant en documentation économique ou administrative, les discours au Parlement — tantôt élogieux, tantôt acerbes, relatifs à la politique congolaise, laissent tous de côté, une question de première importance — et qu'a seule développée, à notre connaissance, le lieutenant-général Donny (2). Des esclaves, qui ne sont pas de

(1) Cf. Annexe XIX. Résumé des rapports médicaux.

(2) Vers la suppression de l'esclavage au Congo belge. 1911.

capture récente, dont la plupart sont nés en captivité, font en quelque sorte partie de la famille de leur maître.

Le contingent des esclaves domestiques est formé et continue à s'alimenter de diverses façons. Ce sont d'abord des noirs des tribus voisines, capturés lors d'anciennes guerres avec ces tribus, ou acquis clandestinement. Chez certaines peuplades, les enfants des esclaves sont esclaves aussi. Il existe des coutumes autorisant la vente des orphelins nés libres. Presque partout les enfants d'un débiteur insolvable, et même celui-ci, peuvent être vendus. Dans quelques parties du territoire, la vente de la femme et des enfants est permise au mari. Assez généralement, à la mort d'un homme libre, sa femme et ses enfants deviennent la propriété d'un des frères du défunt, qui peut aliéner tout ou partie de cet héritage. Le rapt clandestin n'est pas absolument supprimé.

Ne pouvant ni supprimer ni sanctionner l'institution, il fallait bien se réfugier dans l'abstention. Aujourd'hui encore, on ignore officiellement l'esclavage domestique. Les noirs du Congo sont tous censés libres, mais l'Etat ne s'immisce pas dans les coutumes qui règlent leur situation respective dans la tribu. Si un esclave veut quitter son village, le chef peut le retenir, non parce qu'il est esclave, mais parce qu'il est soumis à l'autorité du chef.

« Aujourd'hui, dit M. Donny, alors que notre oc-

cupation devient plus dense, que le contact avec les tribus est plus intime, que nos moyens d'action grandissent, nous croyons que l'humanité, aussi bien que le souci du développement moral et matériel de la colonie, exigent que nous marchions, avec prudence mais résolution, dans une voie qui conduira progressivement à l'émancipation. »

Il serait injuste d'affirmer que l'Etat du Congo et la Belgique sont restés inactifs en ce qui concerne la libération des esclaves domestiques.

Beaucoup d'orphelins et d'enfants abandonnés ont été recueillis et placés dans des missions. Ces enfants, la plupart nés en esclavage, sont libres.

Là où l'autorité de l'Etat se fait très bien sentir, les esclaves fugitifs et notamment les femmes sont souvent autorisés à rester sous la dépendance des postes européens. Cela ne se fait pas sans de longues palabres avec le chef du village, et sans l'apaiser par quelque concession ou faveur.

Il est bien connu qu'un certain nombre d'esclaves ont été rachetés par des blancs qui se les sont attachés comme travailleurs ou domestiques libres.

Les missionnaires ont racheté un certain nombre d'esclaves, le plus souvent des enfants ou des jeunes filles que les catéchumènes épousaient. C'était illégal, mais utile et humain, de sorte que l'autorité a ici fermé les yeux.

Un affranchissement continu s'est fait pour ainsi dire automatiquement par suite de la conscription.

Enfin les travailleurs recrutés pour des travaux publics ont eu également la faculté de ne pas rejoindre leur village.

M. Donny expose ensuite une méthode d'affranchissement qui pourrait être employée — selon lui. Il faudrait, à l'imitation de ce qui existe en Guinée française, fonder des villages de liberté — et consacrer dans le budget une somme importante de 200.000 francs à la libération des esclaves — qui seraient rachetés — en moyenne 100 francs par tête.

« Les sacrifices à faire, soutient M. Donny, seraient en tout cas bien minimes en regard du but à atteindre ».

Nous avons montré les efforts faits par les Belges et leur influence sur la condition des indigènes. Dans cette modification entreprise avec de faibles moyens — étant donné l'étendue du pays et le nombre des indigènes, chacun des éléments qui concourt à l'œuvre générale a joué son rôle particulier. Tour à tour et simultanément, la force des armes et la contrainte des lois, l'Etat avec ses services publics et ses fonctionnaires, les Missionnaires, les Colons, ont collaboré à la tâche commune. Ainsi se remplit vis-à-vis des races inférieures le devoir de tutelle qui incombe aux civilisés supérieurs.

LES PROBLÈMES DE L'AVENIR.

Un problème se pose et qui domine toute la question : jusqu'à quel point le noir est-il éduicable ?

« Deux traits, dit M. Goffart, frappent en étudiant le nègre. D'abord, son impuissance à abstraire et à arriver à des idées générales ; ensuite, son inaptitude à des initiatives spontanées. De l'une, sont résultés l'état politique arriéré, le fétichisme, et l'état patriarcal dans lequel il vit. De l'autre, l'absence, chez lui, de découvertes qui lui sont propres. et l'incapacité de domestiquer les animaux. Le nègre n'a jamais pu exploiter ces derniers ; il n'a que la notion d'asservir son semblable. »

Pareillement, Vivien de Saint-Martin écrit dans son dictionnaire de géographie universelle (p. 32) : « Les nègres sont une race indolente, inerte, apathique, toute matérielle, sans initiative, sans aucun sentiment du progrès. Nulle part, et en aucun temps, ni avant ni depuis leurs rapports avec les Européens ils n'ont dépassé les premiers rudiments de la vie sociale. Non seulement il n'existe pas une seule communauté nègre qui se soit élevée spontanément à une organisation civile et politique que l'on puisse comparer, même de loin, aux états civilisés de l'Europe et de l'Asie, mais le contact même des civilisations étrangères soit musulmane soit chrétienne, n'a pas eu sur eux la moindre action, au moins sous le rapport du développement intellectuel. Ce

que les nègres étaient il y a dix, vingt, quarante siècles peut-être, ils le sont encore aujourd'hui. En religion, les nègres en sont restés au fétichisme ; en morale, aux grossiers instincts de la matière ; en politique, aux formes les plus abrutissantes du despotisme. »

Surenchérissant, semble-t-il, sur ces deux jugements que d'aucuns seraient tentés de taxer d'à prioriisme, M. de Calonne-Beaufaict, dans une communication sur la mentalité nègre, faite à la Société belge d'études coloniales, s'exprime ainsi. « Parmi tous les indigènes, le nègre d'Afrique possède au plus haut degré un pouvoir d'inertie, une mentalité étonnamment passive. Evans pour l'Afrique australe, le docteur Stuhlmann pour l'Afrique orientale, viennent, dans des travaux récents, de mettre cette inertie en lumière par d'innombrables exemples, qui ont d'autant plus de valeur pour nous que ces savants ont une longue expérience des questions indigènes et que les tribus qu'ils étudient sont des Bantu, comme la majorité des populations congolaises..... L'impression résumée de cette étude est que le nègre se figure que, aussitôt qu'il a adopté le port du costume, acquis quelques notions d'écriture et reçu un fusil, il est devenu l'égal du conquérant, sauf une différence de couleur de peau et s'intitule : mondele dombe (européens d'Afrique). Il ne parvient évidemment pas à soupçonner la multiplicité des facteurs sentimen-

taux ou rationnels qui conditionnent notre comportement social. Aussi, à peine a-t-il acquis cette certitude d'être européenisé, qu'il devient insensible à tous les stimulants que nous pouvons mettre en œuvre pour le conduire à des adaptations nouvelles. Et l'on ne peut se lasser de songer en présence de cette tendance à la constance culturelle, aux théories de Quinton sur la constance du milieu biologique ». Allant plus loin, M. de Calonne expose que l'indigène perd tout respect pour le dominateur et témoigne vis-à-vis de lui d'une ingratitude révoltante. Des missionnaires eux-mêmes ont partagé, semblerait-il, ce point de vue. Le R. P. Van Houte, directeur de la colonie scolaire de la Nouvelle-Anvers, estime que les missionnaires : « ne forment guère de chrétiens, mais bien des christiano-fétichistes ayant intégré dans leurs croyances ancestrales des formes d'origine biblique ». Un prélat Mgr Iluys confirme ce point de vue : « Nous en avons fait, dit-il, parlant des indigènes, des déracinés, des sous-Européens (et non des surnègres) en lutte avec leurs frères païens, et détestant l'Européen chrétien, parce qu'ils sont incapables de réaliser la différence profonde qui les en sépare. »

S'autorisant de l'avis de tous les sociologues qui se sont occupés du problème de la colonisation (1) :

(1) Avis adopté notamment par MM. Langlois et Seignobos, qui ont écrit que le noir est inapte à la civilisation. Cf. introduction à la méthode historique, p. 255.

Ribot, de Saussure, Gustave Le Bon, Harmand, Carl, Siger, Van Gennep, Lord, Strachey, Sir H. Johnston, Evans, Vierkandt, Bechers, Lévy-Brühl, M. de Calonne conclut : « Ce n'est pas sans mélancolie que les réalisateurs sont obligés d'abandonner cette attitude de civilisateurs vers laquelle ils avaient été sentimentalement amenés par notre éducation philosophique et religieuse, et il y a un indicible regret dans ce vieux proverbe japonais cité par Lofcadio Hearn : « Tout change, mais l'âme de la nature ne change pas. » (1)

Un explorateur, M. Herbert Ward, a donné de cette incapacité du nègre à sortir de son inertie une explication qu'il convient de rapporter : « Il est certain que les nègres de l'Afrique centrale ont dans leur jeunesse une très vive intelligence et une rare promptitude d'esprit. L'atrophie des facultés cérébrales peut être attribuée à la jonction prématurée et à l'ossification subséquente des sutures du crâne, qui arrêtent ainsi l'expansion naturelle du cerveau. » (2)

Partageant la même opinion, M. Calmeyn dans son ouvrage récent écrit : « La plupart des indigènes européenisés ne savent ou ne veulent plus vivre de la vie de dur travail des autres indigènes, bonne pour des sauvages, pour des bêtes qu'ils ne sont

(1) *Soc. belge d'ét. col.* 1912, août, p. 587.

2) Herbert Ward. — *Chez les Cannibales de l'Afrique cent.*, p. 253.

plus, pensent-ils ; ils y substituent une vie de faïnéantise, cherchant des ressources dans les métiers louches, le vol des femmes, les rapines de tous genres. Il n'y a pas un Européen ayant vécu avec les indigènes de la brousse qui ne connaissent cela. En conséquence, moins il y a de noirs ayant été au service des blancs, moins il y en a ayant été dans les missions, moins il y en a ne possédant une éducation insuffisante, ne leur permettant pas d'exercer un métier ou de satisfaire à une besogne de commis, mieux cela vaut. » (1)

Contrastant avec ce pessimisme, il serait aisé de de produire des opinions plus favorables à l'évolution des noirs : « Le Congolais est éduicable, affirme le Rev. Anet, directeur des missions protestantes. » (2)

« Au commencement, rapporte Emile de Laveleye, les nègres étaient très méfiants et il était presque impossible de les faire travailler. Maintenant, c'est tout le contraire, comme ils ont vu que leurs services étaient bien payés, ils viennent même de très loin pour trouver de l'ouvrage, comme porteurs. » (3)

Très récemment, M. Detry, procureur d'Etat (4), a marqué à son tour avec l'autorité qu'il puisait

(1) Au Congo belge, p. 560.

(2) Conférence à Mons. *Tribune congolaise*, 23 mars 1912.

(3) Conditions économiques au Congo, p. 19.

(4) A Stanleyville. — Liège 1912, p. 108, et sequent.

dans son expérience personnelle, sa foi dans l'éducation des indigènes : « Il faut prendre, dit-il, les générations d'aujourd'hui dans leur présente barbarie, se borner à les élever effectivement d'un tout léger échelon, pour que les générations de demain puissent être issues aisément à un degré plus sensible de civilisation... Ils sont maintenant (les indigènes) des animaux de bonne qualité dont on pourra faire des hommes ; hier, ils étaient moins que des brutes répugnantes. »

En pacifiant les indigènes, en les empêchant de se détruire les uns les autres, les Belges leur ont ôté un débouché pour leur activité. Autrefois, les indigènes avaient la guerre pour stimuler leurs efforts. Maintenant, ils retombent dans leur indolence naturelle. Mais, peu à peu, ils connaîtront les avantages de l'échange, du travail rémunéré, du commerce. Telle est pour eux la perspective d'avenir qui leur semble réservée, idéalement.

Ce rêve — si rêve il y a — se réaliserait plus aisément si le Congo était un pays riche, fécond en ressources, de séjour agréable. Tel n'est point le cas.

Quant à prendre partie dans la question soulevée par les ethnologues ou colonisateurs belges, il ne nous est pas possible de le faire. C'est une question où seule une expérience personnelle acquise sur place peut permettre d'avoir une conviction. Or, nous voyons que parmi ceux qui ont séjourné au Congo,

fonctionnaires, explorateurs ou missionnaires les avis sont très partagés. Démêler parmi ces opinions celle qui est la meilleure nous semble impossible.

A première vue, la question posée paraît résolue chaque jour dans la pratique. Les Belges occupent le Congo. Ils le mettent en valeur et ne renonceront plus désormais à leur tâche, même en admettant que le Congolais ne fût guère éduicable. Les missionnaires qui agissent dans un but religieux ne se laisseraient pas non plus arrêter par une considération de cette nature ; pas plus que les fonctionnaires ou les commerçants. Peu importe à ces derniers que le noir soit ou non apte à évoluer. Ils ne demandent à leur entreprise qu'un rapport fructueux.

Cela est vrai. Mais si dans l'opinion publique s'accréditait cette conviction que l'indigène est voué à un état stationnaire, tout au moins durant de longs siècles, il n'est pas niable que cela pourrait paralyser bien des initiatives officielles ou autres. En tous cas, pareille idée ne serait pas favorable à l'émigration des Belges au Congo.

Qu'une telle théorie qui professe qu'il y a entre les races une hétérogénéité absolue, parce qu'il y a dans chacune d'elles une fixité de ses caractères naturels, soit contestable et même probablement fausse, ainsi que s'est efforcé de le démontrer M. Finot (le préjugé des races), cela est possible. Nous n'avons pas pu ne pas la mentionner avec quelque apparence de longueur inutile. Pour qui entreprend d'é-

tudier les races indigènes du Congo belge, c'est un problème auquel il faut accorder un peu de l'importance qu'il a malgré tout en Belgique.

A défaut de confiance dans la réussite de l'entreprise civilisatrice, il resterait encore à espérer un avenir moins sombre si les Belges nourrissaient de sérieux espoirs dans la prospérité économique de leur colonie. Ici encore, un doute peut naître : « Il est dans le monde, déclare le professeur de Leener (1) depuis l'Allemagne jusqu'à la Bulgarie et la Serbie, cinquante pays qui offrent à la Belgique plus de débouchés que le Congo. Le développement des relations commerciales, avec le moindre Etat des Balkans eût donc été infiniment plus profitable à l'industrie belge que la colonisation du Congo. »

S'il est permis de croire que le dormeur finira par s'éveiller, nous ne pouvons encore prévoir l'époque de son réveil. Il est vrai qu'il faut lui laisser le temps de se préparer.

Quoi qu'il en soit de ces difficultés et de ces problèmes, les Belges remplissent leur devoir vis-à-vis des indigènes. Ils ont entrepris avec succès de réaliser la parole de leur roi : « Pour un peuple épris de justice, une mission colonisatrice ne peut être

(1) Ce qui manque au commerce belge d'export. p. 289.

qu'une mission de haute civilisation : en l'acceptant loyalement, un petit pays se montre grand.» (Extrait du discours du roi devant les chambres réunies pour recevoir le serment constitutionnel le 23 décembre 1909.)

FIN

Vu et admis à soutenance le 6 février 1913 :

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

A. CROISET.

Vu et permis d'imprimer :

Le vice-recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.



IMPRIMERIE SPÉCIALE
de la Librairie OLLIER-HENRY
26 — Rue Monsieur-le-Prince — 26
PARIS (VI^e)



